

Etudes Marxistes

N°1 – 4^{ème} trimestre 1988

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - La révolution saturnienne : Nouvelles méthodes de travail et ancienne collaboration de classe (Jo Cottenier) (p.2)

II - Analyse de la stratégie trotskiste du gouvernement ouvrier (Ludo Martens) (p.15)

III - Le PCB avant, pendant et après la guerre 40-45 (Juliette Pierre) (p.38)

IV - Hypocrisies : Du bon usage du révisionnisme (Ilan Halevi) (p.51)

V - Chronique littéraire : Les luttes de classes au Maroc depuis l'indépendance (p.58)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

La révolution saturnienne : Nouvelles méthodes de travail et ancienne collaboration de classe

Le développement des forces productives est le moteur du progrès, de la maîtrise croissante de l'homme sur la nature. Le développement des forces productives pousse au déploiement de nouveaux rapports de production. Ces deux thèses de base du matérialisme historique sont notre point de départ pour ces quelques réflexions sur les nouvelles méthodes de travail.

Les nouvelles technologies et principalement la microélectronique dans toutes ses applications, ont déclenché une nouvelle explosion dans le développement des forces productives. Tout le monde s'accorde à dire que nous vivons une nouvelle «révolution technologique». La première, avec la machine à vapeur comme force motrice, fut à la base du machinisme, de l'atelier industriel, de l'usine du 19^{ème} siècle. La deuxième, avec l'électricité et le moteur à explosion comme forces motrices, fut à la base de l'organisation taylorienne du travail, du travail à la chaîne et de la production de masse. Avec l'avènement de l'informatique, l'organisation de la production entre dans une nouvelle phase, celle de la production flexible. Il faut cerner d'abord de quoi il s'agit, avant de passer aux questions que suscite cette transformation.

Dépasser le Taylorisme

Jusqu'il y a peu, l'industrie s'orientait nettement vers la production de séries de plus en plus grandes d'objets pratiquement identiques. A la base de cette méthode de produire, «l'organisation scientifique du travail» (OST), fut imaginée au début du XX^{ème} siècle par l'ingénieur F. Taylor. Pour obtenir une plus haute productivité, il décomposa le processus de fabrication en autant de gestes élémentaires que nécessaires, pour que chacun des gestes soit aisé à apprendre et soit codifiable et chronométrable. Ainsi, la production fut réduite à des gestes simples, mécaniques et répétitifs, facilement remplaçables par la machine. La méthode trouva son aboutissement dans le travail à la chaîne, avec le Fordisme et la production de masse. «Vous pouvez commander une voiture de n'importe quelle couleur, à condition qu'elle soit noire» disait Henry Ford.(1)

La caractéristique principale de cette organisation du travail est la séparation extrême entre travail manuel et travail intellectuel. «Tout travail intellectuel doit être enlevé à l'atelier pour être concentré dans les bureaux de planification et d'organisation» disait Taylor.(2) Ce qui permit au patronat de détruire le monopole du savoir-faire manufacturier des ouvriers hautement qualifiés et polyvalents. Leurs opérations de travail furent disséquées en fractions, leur emploi transmis à une main-d'œuvre moins qualifiée et abondante, leur force syndicale fortement entamée.

Autres caractéristiques du taylorisme : la rigidité des structures et un important stockage en aval et en amont de la production. C'est d'abord à ce niveau que la nouvelle organisation du travail se démarque le plus clairement de l'ancien taylorisme. La production flexible, c'est la production sans stocks, c'est la production «sur demande». Mais c'est beaucoup plus que cela. Il s'agit d'une conception d'ensemble, résumée lapidairement par les cinq zéros : zéro stock, zéro délai, zéro panne, zéro défaut, zéro papier. Voyons cela de plus près.

La productique

Après la deuxième guerre mondiale, le taylorisme s'est transformé progressivement sous l'effet de l'automatisation, sans que les concepts de base en soient changés. L'automatisation fut possible par l'intégration à la production de machines «intelligentes», programmables. Ainsi, l'invention de la machine à commande numérique et l'introduction ultérieure de robots permit d'augmenter la productivité des chaînes de montage. Les deux innovations ont en commun qu'elles sont «guidées» par des commandes programmées, transmises dans un langage compréhensible par la machine. Au début, ce langage était transmis sur des bandes perforées. Ce n'est qu'après 1970, avec la percée des mini-

ordinateurs et plus tard des micro-ordinateurs, que ce rôle est repris par la micro-électronique. D'abord c'est un ordinateur qui commande à distance, puis l'automate industriel programmable, une sorte de calculatrice, s'installe et est intégrée au tableau de commande de la machine même. Cette «machine à commande numérique» exécute les instructions et obtient ainsi une certaine flexibilité dans la manipulation de pièces. Puis, de vraies machines polyvalentes sont mises au point qui permettent toute une série d'opérations grâce à des changements d'outils. L'introduction de robots dans les chaînes de montage à la fin des années '70, ne fait qu'étendre le domaine d'application de la commande numérique aux opérations légères et délicates. Le robot-type, avec ses six articulations, imite et remplace le bras humain pour le soudage, la peinture et l'assemblage.

Mais l'ensemble de la chaîne de montage reste assez rigide dans la séquence des opérations. C'est le prochain défi de la productique (l'application de l'informatique à la production) : faire dialoguer entre elles toutes ces machines, pour qu'un vrai atelier flexible, maniable et reconvertible à l'instant, obéissant à un ordinateur central, puisse se développer. Car chaque ordinateur, chaque machine à commande numérique parle son propre langage, a son propre code et son propre système de relations avec l'extérieur. Intégrer tous ces protocoles, normes et codes dans un seul système compatible (langage), avec synchronisation (temps) et une même compréhension des commandes (hiérarchie des niveaux) est une question très compliquée (3).

Fin des années '70 le géant américain General Motors constate qu'à peine 15 % de son équipement, composé de 2.000 robots et de 20.000 automates à commande numérique, est capable de communiquer hors du processus directement contrôlé. Ce qui fait dire à un de ses directeurs Kaminski : «Le coût des systèmes de communications entre nos machines représente 50 % des investissements dans l'automatisation.»(4) General Motors lance un ultimatum à ses fournisseurs de matériel informatique : si les IBM, Data Control, Digital et autres Honeywell n'accordent pas leurs systèmes, GM ne commandera plus chez eux. Le chantage marche et 120 experts des plus grandes firmes d'informatique du monde cogitent. Après 5 ans de recherche ils délivrent le MAP (Manufacturing Automation Protocol), un protocole de communication qui est en train de devenir le «standard» du genre. L'usine flexible du futur ne pourra se passer d'un système MAP ou d'une installation analogue. Une trentaine d'installations MAP seront opérationnelles pour la fin '88. Mais déjà 1500 des plus grandes entreprises américaines ont rejoint le «club-MAP».

A une échelle plus petite, on peut parler d'un «atelier flexible» pour une unité de production qui est immédiatement transformable, qui peut traiter des pièces différentes sans adaptations majeures. Ces ateliers sont complètement informatisés au niveau du transport des pièces, et sont reliés à un ordinateur central qui se charge aussi bien de la conception des produits que de la planification de la production (CAO-PAO). Selon le Ministère du Commerce américain, une cinquantaine d'ateliers flexibles seraient opérationnels pour l'instant aux Etats-Unis. L'Europe en compterait quatre-vingt. Différents projets de recherche pour des réseaux de communication dans la production sont financés dans le cadre des plans européens ESPRIT et EUREKA.

L'Usine du futur : le projet Saturne

En janvier '85, Roger Smith, le président de GM, annonce la fondation d'une nouvelle société, qui portera le nom futuriste de «Saturne». Ce ne sera pas une division ordinaire de GM, mais une entreprise «autonome». A grand fracas, le président promet une «révolution» dans la production d'automobiles. L'usine du 21^{ème} siècle sera prête avant 1990.

Imaginez-vous comment l'on commandera une voiture dans 10 ans : le détaillant vous fixe devant l'écran où vous choisissez toutes les options imaginables. Dès ce moment, votre voiture-puzzle devient un numéro de production, qui commence à circuler à travers le système MAP. Les sous-traitants reçoivent la commande de la pièce exacte et commencent tout de suite la production dans leurs ateliers flexibles. Les composants nécessaires arrivent dans l'usine centrale (flexible) où tout est assemblé selon les instructions du message électronique. La voiture est livrée dans le délai d'une semaine.

Ce concept Saturne réunit trois éléments. D'abord, l'entreprise sera intégrée. Sur le même zoning se trouvent l'unité centrale et une masse de sous-traitants. Ils sont reliés entre eux par le système MAP. A Saturne, la sous-traitance passera de 30 à 60%!

Puis, l'usine sera flexible. Elle travaille sans stocks, à flux tendu en français, just-in-time en anglais. Les voitures sont produites sur commande. Les 15.000 pièces composantes sont acheminées par les fournisseurs au moment où elles sont requises dans la production. Finalement, l'usine sera modulaire. La chaîne de production disparaît. La production se déroule dans des unités de 6 à 15 personnes. Ces unités sont «autonomes» en ce qui concerne leur organisation du travail et la gestion des ressources. Le contrôle de la qualité du produit devient une tâche essentielle du groupe de travail et n'est plus séparé de la production même. Ainsi, on poursuit une «qualité totale» ce qui fait gagner du temps et de l'argent. En plus, le module assure son propre entretien (plus d'équipes d'entretien).

Cette combinaison permettra à Saturne, qui est en construction au Tennessee, de multiplier la productivité par cinq ! L'usine construira 500.000 voitures par an avec 6.000 travailleurs, une moyenne annuelle de 80 voitures/ouvrier/an. La moyenne américaine est actuellement de quelques 15 voitures !

Il ne s'agit pas intégralement de profit net pour GM, car il faut récupérer l'investissement en machines et équipement, qui sera énorme. Au départ, un investissement de 5 milliards de \$ était prévu, ou 833.333 \$ par emploi (30 millions de FB) - à comparer avec le coût moyen de 5 à 10 millions par emploi en Belgique. Cependant, le coût de production global serait de 100.000 F inférieur au coût actuel par voiture(5).

A deux conditions... Un, que les travailleurs soient loyaux à 100 % vis-à-vis des intérêts de l'entreprise et abandonnent toute lutte de classe. Deux, que ces mêmes travailleurs deviennent aussi flexibles que la production. Deux conditions que la direction de la General Motors croit avoir résolu par un accord social tout à fait exceptionnel.

Le talon d'Achille

La production flexible comporte de toute évidence de grands dangers pour le patronat. Le plus important, c'est sa grande fragilité.

Si le Taylorisme a ramené le travail manuel à des gestes simples et répétitifs, la production flexible réintègre du savoir-faire, de la polyvalence et du travail intellectuel à la production. Cette requalification d'une couche de travailleurs lui donne une plus grande emprise sur la production, un meilleur rapport de force face au patronat. Pour le patronat, cette «dynamite» doit être convertie en un grand sens de responsabilité et un vrai esprit d'entreprise. Techniquement aussi, la production flexible est extrêmement vulnérable. Travailler sans stocks, c'est travailler sans filet. Chaque pépin, chaque panne ou retard, chaque faille dans la qualité a des conséquences beaucoup plus vastes et touche directement la relation avec le client. C'est évidemment encore beaucoup plus vrai pour les grèves. On ne pourra plus dire que la grève ne fait pas mal au patron, parce qu'il y a sur-stockage. Chaque interruption du travail, aussi chez les sous-traitants fera terriblement mal. Ainsi, dans sa toute récente note sur les droits syndicaux, la FEB indique : «Le contexte économique changeant explique aussi la préoccupation croissante des employeurs concernant les grèves. Pour un grand nombre d'entreprises qui sont actives dans le contexte de sociétés internationales ou qui opèrent comme sous-traitants, la dépendance de la paix sociale a augmenté. Le respect absolu des termes de livraison, la plus grande dépendance d'un marché et les nouvelles techniques d'organisation concernant la gestion de stocks impliquent que des grèves, même de brève durée, peuvent causer des dommages importants.»(6)

Cette fragilité sociale et technique explique que la marche vers la production flexible s'accompagne partout d'une offensive au niveau des relations sociales. Les cercles de qualité, la nouvelle mission sociale des cadres, les nouvelles initiatives de cogestion n'en sont qu'à leurs débuts. C'est ce que nous enseignent en tout cas le projet Saturne, l'usine du futur.

Roger Smith, le président de GM a bien calculé son coup : dès l'annonce du projet en 1983, il associe les dirigeants du syndicat de l'automobile (UAW) à son élaboration. Il rencontre le vice-président de l'UAW, Donald Ephlin et ensemble ils créent un «centre d'étude» de 99 membres, composé paritairement, pour négocier les modalités de la collaboration.

En juin '85, la signature officielle d'un protocole «Saturne» par les deux parties, consacre le nouveau modèle de relations sociales. Ceci ne se réalise pas sans opposition. Pete Kelley, secrétaire UAW de l'importante région automobile de Michigan, démissionne de ses fonctions. Ses critiques concernent tout d'abord la raison d'être même du syndicat : «Pour moi, la conclusion de cet accord signifie l'abandon du UAW et du mouvement syndical comme nous le connaissons.» - «Les 50 dernières années nous avons eu le droit démocratique en tant que syndicalistes et délégués de base de décider nous-mêmes de la défense de nos intérêts. Maintenant nous remplaçons ceci par un système de consensus entre le syndicat et le management à Saturne.» (7)

En effet, la base du protocole est la «communauté d'intérêt totale» entre patrons et travailleurs. Dans ce domaine, les signataires sont tout à fait d'accord avec l'objectif de Saturne. Le but est de battre les producteurs japonais sur le marché des petites voitures en Amérique et de récupérer ainsi une part du marché perdu. Alliance de classe donc, contre l'envahisseur. En ce qui concerne le culte d'entreprise, Saturne devrait battre les pratiques japonaises les plus féodales. Il s'inspire d'ailleurs des exemples de «consensus social» japonais les plus renommés comme Hitachi, Nissan et Toshiba. Les premiers paragraphes du protocole ressemblent à une déclaration de guerre sainte. L'union de classes prend la forme d'une «mission» et d'une «philosophie» communes(8).

- «Saturne et le Syndicat, dès le printemps de 1983, ont reconnu la nécessité d'un nouveau type de relations entre Direction et Syndicat pour l'utilisation plus efficace des ressources humaines, si on voulait rendre possible la construction de petites voitures aux Etats-Unis.»

- «La mission Saturne est de commercialiser des voitures conçues et produites aux Etats-Unis, qui sont des leaders de marché en ce qui concerne la qualité, le coût et la satisfaction des consommateurs.»

- «La philosophie de Saturne, c'est la foi commune en la mission Saturne.»

En partant de là, la direction de l'UAW a accepté de démanteler les structures classiques du syndicat local, en les remplaçant par un appareil de collaboration de haut en bas. Cela commence dès l'embauche : le syndicat participe à la sélection du personnel, fait partie du bureau de recrutement qui cherche des hommes «qui peuvent pleinement adhérer à sa philosophie et contribuer efficacement à sa mission». Les accords nationaux pour le secteur de l'automobile «n'auront aucun effet sur Saturne», qui conclut ses propres accords. Une nouvelle unité locale du syndicat est mise en place, qui se porte garante de l'exécution du protocole. Tout membre de Saturne devient automatiquement membre du syndicat et Saturne intervient dans les cotisations de départ. Dans l'usine même, des structures de collaboration fonctionnent à chaque niveau dirigeant, au niveau du module de travail, de l'atelier et de l'usine entière. Tous les représentants du syndicat veillent au respect de la philosophie Saturne. Ainsi, le représentant de base au sein du module s'apparente plus à un contremaître qu'à un délégué ouvrier.

Tout ceci est couronné par une procédure extrêmement imperméable de conciliation et de paix sociale. En cas de conflit, une procédure en quatre étapes est obligatoire, avec en finale un arbitrage décisif et impératif. Le protocole conclut que «la philosophie et la mission de Saturne, ainsi que sa culture unique et intégrée dans le milieu de travail, sont incompatibles avec des lock-outs, grèves, interruptions de travail, sit-downs, travail au ralenti, arrêts avant l'heure, empêchements ou interférences avec la production ou l'approvisionnement, piquets de grève et autres activités similaires non autorisées.» (art31) Chaque infraction va à l'encontre de la philosophie et de la mission Saturne et le «coupable» s'expose à des persécutions, voire au licenciement.

L'homme flexible

La flexibilité maximale de la machine et de l'appareil de production apporte un gain considérable de productivité et permet une épargne considérable de capital «gelé» dans les stocks, à condition, bien sûr, que la force de travail soit aussi flexible que les machines. Une production flexible exige des travailleurs flexibles. Cette flexibilité est de deux ordres.

D'abord, il faut que les travailleurs tournent au rythme de la demande, soient compressibles en quantité, permettent l'utilisation optimale du capital fixe (machines). Partout au monde, le patronat cherche à rencontrer cette exigence par le gonflement des contrats à durée déterminée. A Saturne, ces exigences sont rencontrées par la clause suivante. Dans l'usine centrale, qui est pourtant déjà moins sensible aux mouvements du marché que les sous-traitants, il y aura deux catégories de travailleurs : les «membres» de Saturne et les «associés» de Saturne, dans un rapport de 80 à 20 %. Les membres auront la sécurité d'emploi, les associés pourront être délogés à chaque moment («hire-and-fire»). «Nous créons des citoyens de seconde zone dans le syndicat» déclare à juste titre le secrétaire démissionnaire Pete Kelley. L'accord prévoit aussi le passage aux équipes tournantes.

Deuxième flexibilité, celle des rémunérations et salaires, est conçue de telle façon qu'elle «colle» au maximum à la flexibilité opérationnelle. La méthode de production est mieux servie par de forts incitants individuels et un éventail beaucoup plus large de récompenses, de primes. Saturne prévoit un salaire de base qui correspond à 80 % du salaire moyen dans le secteur de l'automobile. Ce salaire de base est fixe et sera complété par différentes sortes de primes. D'abord il y aura un paiement selon les mérites, les prestations personnelles. Puis il y aura des primes en fonction des objectifs de productivité et de qualité par unité de travail. Finalement, il y aura un système de participation au bénéfice pour l'ensemble de l'entreprise. Cette dernière ne sera attribuée que si Saturne dépasse un seuil de rentabilité.

Cette rémunération vise à mobiliser chacun pour le «bien-être» de l'entreprise en créant une grille salariale qui s'assimile à du sable mouvant.

Nouvelle mythologie

Il est clair, d'une part, que le développement des forces productives marque un nouveau pas historique; d'autre part, ce bouleversement des méthodes de travail a des implications importantes sur les relations capital-travail et sur le mouvement ouvrier. Mais le saut qualitatif au niveau des forces productives ne s'accompagne nullement d'un saut qualitatif au niveau des rapports de production. Aucun marxiste ne se trompera sur la nature de ce «nouveau modèle» de relations sociales. Tout se déroule à l'intérieur des rapports de production capitalistes, où la propriété privée des moyens de production reste le facteur qui détermine tout. Les évolutions au niveau de l'organisation de la production ne changent pas la nature des rapports de production qui sont des rapports d'exploitation. Dans ce contexte, toute tentative de conciliation décline est un jeu de dupe qui ne profite qu'au patronat. Tout ceci relève de l'abc du marxisme et semble trop évident pour s'y arrêter. C'est moins évident pour les idéologues réformistes, qui sont toujours à la recherche d'une nouvelle planche de salut pour le capitalisme. Dans la production «intelligente» et flexible et son corollaire de relations sociales, ils ont découvert une nouvelle «marchandise» qui enchante beaucoup certaines couches des appareils syndicaux. La thèse principale, c'est que la nouvelle technologie accouchera d'une société nouvelle, qui dépassera et le capitalisme et le socialisme, qui dépassera les contradictions de classe. Il faut dès lors une nouvelle stratégie syndicale, qui ignore les anciennes doctrines, les antagonismes périmés, les rigidités de pensée. Les références devenues «classiques» de ce courant sont deux bestsellers américains : «La Troisième Vague» d'Alvin Toffler (1980) et «Megatrends» de John Naisbitt (1985). Pour ces prophètes de la nouvelle collaboration de classes, le projet Saturne est évidemment le modèle des rêves.

Ainsi, Philippe Messine, pseudonyme d'un collaborateur du président Mitterrand et ancien conseiller des cabinets ministériels d'avant la cohabitation, publia en 1987 un livre sur «Les Saturniens» (9). Après avoir étudié surplace les transformations dans les entreprises américaines, il fut tout à fait gagné

pour le modèle saturnien. Un premier apport de la production flexible, cristallisé dans le projet Saturne, est à son avis, la politique volontariste pour valoriser le travail humain. Le Taylorisme, dit Messine, a dépouillé le travail humain de toute valeur créative, subjective et l'a réduit à la répétition de gestes mécaniques, donc remplaçâmes par la machine.

Ce fut la force et le talon d'Achille du Taylorisme. Car pour Messine, celui-ci touche à ses limites : «à force de marcher sur une seule jambe, celle du progrès figé dans les machines, au mépris de la prestation humaine traitée comme une contrainte, il perd l'équilibre».(p.128) Le travail à la chaîne provoque le désintérêt, la résistance, l'absentéisme et finalement la stagnation de la productivité. Cette baisse suscita la baisse du taux de profit et fut à la base de la crise économique. D'où la règle d'or de cette fin du XXème siècle : «investir dans l'humain». Voilà ce qu'ont compris selon Messine, les patrons «saturniens». Le modèle saturnien permettrait donc de résoudre les deux problèmes à la fois : la démotivation au travail et la crise économique. La micro-économie prendrait ainsi la relève des solutions keynésiennes macro-économiques, remède miracle de la social-démocratie d'autrefois.

Passons sur l'analyse extrêmement étriquée de la crise du système capitaliste, pour nous concentrer sur le problème qui nous préoccupe ici. Qu'en est-il de cette revalorisation du travail humain ?

Première contrevérité : le travailleur deviendrait maître de la machine. L'axiome de Marx, selon lequel le capitalisme soumet l'ouvrier à la machine, serait enfin dépassé. Parlons plutôt d'une soumission beaucoup plus raffinée et plus perfectionnée ! Ce ne sera plus le contremaître ou l'horloge qui contrôleront, mais l'ordinateur. Celui qui ne s'incline pas devant les nécessités de la production flexible sera irrémédiablement localisé. Toute faille dans l'engrenage, que ce soit dans l'usine centrale ou chez les sous-traitants, sera personnalisée et sanctionnée automatiquement au niveau salarial. L'ordinateur observe chaque travailleur dans le dos et note toute défaillance. En plus, cette méthode de production exige des catégories de travailleurs totalement soumis aux aléas de la demande. Le marché dicte directement aux machines, les machines dictent aux travailleurs. Ils doivent accepter tous les imprévus et abandonner toute protection sociale au niveau de la sécurité d'emploi, des heures de travail. Où reste dans ces circonstances la maîtrise de l'homme sur la machine ? Si certaines couches de travailleurs obtiennent des avantages comme la sécurité d'emploi il en va tout autrement pour les travailleurs à la périphérie. Deuxième contrevérité : la réunification du travail manuel et du travail intellectuel donnerait une nouvelle dimension «créative» au travail et mettrait fin à l'exploitation. Bien sûr, il se créera une catégorie de travail moins abrutissant, qui demandera des qualifications plus hautes, plus de polyvalence et plus d'esprit de décision. Il reste à prouver que cette requalification ne se limitera pas à une petite partie du personnel. Mais si le capital demande une plus grande dépense de capacités intellectuelles, le travailleur créera de ce fait plus de valeur par heure de production. Il y a gros à parier que celle-ci se reflétera davantage dans la marge de plus-value encaissée par le patronat que dans le salaire. Dans ce cas, il y a peut-être plus de créativité, mais aussi plus d'exploitation. D'ailleurs, peut-on parler de moindre «aliénation» dans le travail, quand un ouvrier qualifié doit effectuer en plus de sa tâche régulière, le travail d'entretien de l'atelier et de contrôle des produits ? Une grande partie de la «polyvalence» se limite à ce qu'un ouvrier cumule le travail de plusieurs personnes sans cumuler les salaires.

Autre aspect : le transfert de travail intellectuel dans la production, disqualifie le travail d'une série d'employés et ingénieurs. Leurs tâches intellectuelles sont décomposées en petites parcelles et figées dans le programme de l'ordinateur. Tout comme le Taylorisme créa une masse d'ouvriers disqualifiés, la production automatisée conduit à un nivellement d'une grande partie du travail intellectuel vers le bas. Déjà, de vastes vagues de licenciements se dessinent aux Etats-Unis parmi les cadres moyens et inférieurs. On estime qu'un tiers des cadres moyens ont perdu leur emploi au cours des dix dernières années.**(10)** Ceux qui se croyaient à l'abri de l'insécurité sont confrontés aujourd'hui avec des problèmes typiquement «ouvriers». Une prolétarianisation de larges couches d'intellectuels, de cadres et d'employés apparaît.

Finalement, l'«autonomie» et la «créativité» ne servent pas à l'épanouissement personnel du travailleur, mais à la maximalisation du profit. Plus que jamais, ce motif impose sa loi à l'ensemble de la production. Cette loi du profit maximum empêche que toutes les potentialités contenues dans la technologie nouvelle se déploient pleinement dans la production. Elle empêche que les travailleurs se sentent vraiment concernés par la production et atteignent une utilisation optimale des forces productives au service du peuple entier. Si le patronat voulait vraiment revaloriser le travail, il ferait abandon de la propriété des moyens de production.

Les changements actuels confirment la thèse principale de l'économie marxiste : le développement des forces productives rentre de plus en plus en contradiction avec les rapports de production. Par les réseaux informatisés, par la télécommunication, la production s'organise de façon extrêmement interdépendante. Le caractère social s'impose au niveau de la production des matières et des services, mais est refoulé au niveau de la propriété, c'est-à-dire que le caractère social de la production s'oppose de plus en plus au caractère privé de l'appropriation.

Démocratie économique.

Le second grand message de Messine, tiré du projet Saturne, c'est qu'enfin l'ère de la démocratie économique est arrivée. Les patrons sont, malgré eux, poussés dans le sens du socialisme. Il est frappant de voir la désinvolture avec laquelle l'auteur présente sa grande découverte. Il suggère qu'il existe une nouvelle mouture de patrons qui nous mèneront à la réalisation du grand rêve de la démocratie économique. Il ne s'agit pas de patrons de 36ème degré en plus, mais leur chef de file s'appelle Roger Smith, président de la 1ère multinationale au monde, General Motors. Un patronat qui -enfin- serait prêt à partager son pouvoir avec les représentants de la classe ouvrière. Un patronat qui renoncerait à sa nature économique pour devenir le protagoniste de la joie au travail, de la société créatrice et du microréformisme. Le patronat sait comment s'y prendre pour manipuler les dirigeants syndicaux. Les plus corrompus, ils les achètent, les plus scrupuleux, ils les attrapent dans le piège de la démocratie économique. La «démocratie économique» a déjà fait long feu dans la doctrine syndicale réformiste. Elle part de la conception d'une égalité de droits au niveau économique, un partage des responsabilités entre tous les agents de la vie économique. Elle suggère une croissance lente de l'égalité, qui, finalement, s'identifie avec la «démocratie pure» ou le socialisme. Cette égalité de droits, cette communauté d'intérêt sans privilèges ni discriminations, acquises par des réformes économiques, c'est le grand rêve réformiste. Elle fut «inventée» par le père spirituel du réformisme, Edouard Bernstein en 1899(11) et fut reprise pour la première fois comme mot d'ordre par les dirigeants du mouvement socialiste allemand en 1919-1921, comme alternative non violente et réformiste aux aspirations des conseils ouvriers révolutionnaires.(12) Elle s'infiltra par la suite sous différentes formes dans les programmes syndicaux à travers le monde. En Belgique, elle fut traduite par Louis De Brouckère en «contrôle ouvrier»(13) et devint très vite un objectif du syndicat chrétien sous l'instigation de son idéologue, le père Arendt(14) qui lui donna le nom d'«organisation économique». La formule consacrée, qui se retrouve dans les deux programmes syndicaux jusqu'à ce jour, est que «la démocratie politique et sociale doit être complétée par l'instauration de la démocratie économique». La démocratie politique existe déjà, il suffit de la compléter par la démocratie économique pour en finir avec le capitalisme.

Dans les années '30, pas mal de leaders syndicaux se laissèrent entraîner par l'illusion de la «démocratie économique» pour composer avec toutes sortes de corporatismes, prônés par le fascisme. Après la deuxième guerre mondiale, les hautes instances syndicales crurent l'heure de sa réalisation venue lorsque, toute une série d'organismes de concertation virent le jour. Ce fut l'enjeu du «pacte social» conclu au cours de la guerre et qui échangeait paix sociale avec reconnaissance syndicale et système de sécurité sociale. Le constat d'impuissance et d'échec total s'imposa lors de l'avènement de la crise. La brutalité avec laquelle le patronat a fermé les usines, imposé sa politique, restauré ses profits, ne laisse aucune illusion sur les vrais centres de pouvoir et sur une égalité économique entre capital et travail. Il fallait absolument trouver autre chose pour faire tourner de nouveau le carrousel aux illusions. Alors, le message de Messine, serait-ce la lumière au bout du tunnel ?

En gros, Messine a discerné trois stratégies patronales aux Etats-Unis, deux mauvaises et une bonne. Il désapprouve d'abord le néo-taylorisme, qui ne consiste qu'à utiliser la nouvelle technologie pour améliorer les anciennes méthodes tayloriennes en appliquant l'automatisation aux chaînes de production. La deuxième, par contre, celle des «californiens», tente de dépasser le taylorisme par une requalification du travail, par la mise en place d'ateliers flexibles où la gestion «participative» de chaque travailleur joue un rôle déterminant. Les patrons «californiens» (parce que la stratégie est développée par les managers de l'industrie électronique de Californie) vantent les mérites du travail «intelligent», des petites équipes «semi-autonomes», de la participation créative de chacun au «travail collectif». La flexibilité de la technologie figée (procédés, logiciels, machines) doit être complétée par une flexibilité des hommes, par un esprit de responsabilité individuel. Les Californiens veulent «ré-enchanter le travail», travaillent sur la motivation personnelle en créant «le patriotisme d'entreprise» et en personnalisant le contrat de travail et la rémunération.

Il est à remarquer que Philippe Messine n'est pas plus tendre dans la critique de cette stratégie que dans celle du néo-taylorisme : «Le néotaylorisme vise à un contrôle externe, de type répressif, sans faille, une dictature hard, une «dictature», comme le « 1984 » de George Orwell. Le management californien, lui, vise à l'autocontrôle plutôt qu'au contrôle, à conditionner plutôt qu'à contraindre, en une dictature soft, une «dictamolle», comme le Brave New World d'Aldous Huxley.» (p.93) La troisième stratégie par contre, a toutes les faveurs de l'auteur. Le modèle «saturnien» se différencie du précédent en ce qu'il n'est pas antisyndical, mais foncièrement prosyndical.

En fait la même stratégie de dépassement du taylorisme s'applique en étroite collaboration avec les instances syndicales, comme le projet Saturne en témoigne à merveille.

Elle se résigne à la négociation d'un nouveau type de pacte social, dans lequel la répartition du pouvoir (la cogestion à tous les niveaux) est un enjeu, au même titre que la répartition du revenu l'était dans le pacte fordien. La reconnaissance du fait syndical entre dans la logique des saturniens. Les «saturniens» ont compris qu'il vaut toujours mieux chercher la paix sociale avec que sans les syndicats. Mais en quoi cela pourrait-il changer les motifs de la production, les lois économiques du système ? On comprend mal, dès lors, la grande opposition entre «californiens» et «saturniens». Toutes les critiques que Messine adresse aux californiens s'appliquent également aux saturniens. Ce sont deux tactiques au service du même but stratégique. Ce but stratégique implique qu'à la production flexible doit répondre une classe ouvrière flexible, maniable, complètement dévouée au sort de l'usine. Une classe ouvrière qui abandonne ses droits acquis au niveau des heures de travail, qui se laisse fractionner et diviser par la sous-traitance, par les sous-statuts, par les systèmes de rémunération à mérite etc. Quand à la «contrepartie», la représentation à tous les niveaux dans des organes de cogestion, elle témoigne uniquement du niveau de dégénérescence du syndicalisme, qui s'identifie avec les intérêts du grand capital.

Pour les partisans du nouveau «contrat social» (comme les Bernard Tapie en France, les Carlo de Benedetti en Italie, les Lee Iacocca et Roger Smith aux Etats Unis, les Pier Gyllenhamar en Suède et les André Leysen en Belgique...), il faut des syndicats forts, solides, avec une emprise forte sur les travailleurs. La mobilisation de toutes les intelligences, de toutes les énergies et de toutes les bonnes volontés est devenue vitale pour renforcer le patriotisme d'entreprise. Dans un rare moment de lucidité, Messine nomme ce régime par son vrai nom : c'est le «régime moderne de collaboration de classes» (p. 138). En fait, les patrons saturniens «jugent indispensable d'obtenir, de gré ou de force, face à la crise et à la concurrence étrangère, une révision drastique des objectifs et des pratiques du syndicalisme.» Tout leur «modernisme» se réduit à la défense de l'esclavage raffiné et volontaire.

Et Si Philippe Messine s'appelaient Jules Moch...

Le problème de la «démocratie économique» c'est que chaque fois que les dirigeants syndicaux croient la tenir, elle s'échappe en fumée. Et chaque fois que la déception est au plus fort, il se trouve des gens qui relancent le carrousel aux illusions. Car à chaque fois, on trouve des arguments «tout à fait

nouveaux» pour prouver que l'on peut changer les lois économiques du système sans toucher à la propriété privée des moyens de production. Chaque fois on découvre de soi-disant nouveaux alliés du socialisme dans le camp adverse. Il s'ensuit à chaque fois un appel à une nouvelle collaboration de classe, «dans l'intérêt de la classe travailleuse». C'est ce que Messine fait, c'est ce que d'autres ont fait avant lui. Soyons concrets...

En 1927, parut un livre qui ressemble comme deux gouttes d'eau au livre de Messine. Il s'appelle «Socialisme et Rationalisation» et est écrit par Jules Moch, ancien ingénieur de la Marine et technicien influent (comme Messine) au sein du socialisme français(15). Le livre débute ainsi : «L'organisation scientifique du travail, l'efficiency américaine, la rationalisation allemande sont, aujourd'hui, à l'ordre du jour. Certains voient dans ces transformations de l'industrie une véritable révolution, dont les conséquences seront aussi importantes que celles qui résultèrent de l'introduction du machinisme au siècle dernier ; d'autres au contraire, nient la vertu des méthodes nouvelles qu'ils ont parfois imparfaitement assimilées ou appliquées.» (p.31)

Il s'agit bien sûr de la vague tayloriste et fordiste qui se développe à ce moment-là en Amérique et en Allemagne. Jules Moch en est ravi et commence (comme Messine) par une description objective des faits et des motifs qui poussent le patronat à adopter la stratégie tayloriste : «Les mêmes hommes qui, dix ans auparavant, réduisaient, pour vendre plus cher, la production de leurs filatures, comprennent maintenant qu'ils ne peuvent accroître leurs bénéfices absolus qu'en diminuant leurs bénéfices relatifs, qu'il vaut mieux gagner un franc sur un million d'objets, que dix sur dix mille. Dans ce but, il faut donc baisser les prix de vente ; l'organisation scientifique du travail le permet. Pour des motifs d'ailleurs différents, Américains et Allemands s'engagent résolument dans cette voie.» (p.39)

Dans ces deux pays, les têtes de file du mouvement sont des industriels, des ingénieurs et des «patrons idéalistes» : Walter Rathenau en Allemagne(16) et Henry Ford aux Etats-Unis.

Une société mondiale «d'encouragement à l'organisation scientifique du travail» (ou Société Taylor) est mise sur pied. Jules Moch décrit comment deux courants se développent dans l'application de ces nouvelles techniques : un courant autoritaire et paternaliste et un courant participationniste et démocratique. Léon Blum, qui signe la préface, note à ce propos : «Jules Moch montre avec une force singulière qu'il y a une mauvaise rationalisation et une

bonne, ou plus exactement une vraie et une fausse, que tout effort de systématisation industrielle qui ne repose pas sur le développement de la consommation intérieure, par conséquent sur la hausse préalable des salaires et sur la baisse des prix, n'est qu'une parodie, une caricature de rationalisation.» (p.IV) Ce qui devait arriver, arriva. Les «bons» rationalisateurs se rendent compte que leur projet a beaucoup plus de chances de réussite avec l'accord des syndicats. En 1913, l'A.F.L. (Fédération américaine du Travail) avait prononcé une condamnation catégorique du taylorisme, disant que «l'esprit humain n'a jamais conçu de procédé plus diabolique pour réduire des êtres humains à l'état de pures machines».(p.68) Le rôle des «saturniens» fut tenu autrefois par la société Baltimore and Ohio Railway qui instaura la première représentation syndicale à tous les niveaux de la société. L'année 1925 verra la victoire des «bons» à l'intérieur de la Société Taylor et le rapprochement définitif avec les syndicats. Jules Moch note avec satisfaction : «La Société Taylor proclama dans son bulletin du 15 juin 1925 qu'il lui avait fallu quinze ans de réflexion pour découvrir que l'organisation méthodique est essentiellement un élément de collaboration et ne peut subsister sans collaboration.» (p.83)

A la suite de cette déclaration, la Société Taylor reçoit solennellement le président de l'AJF.L, le 3 décembre 1925. Son président Green affirme : «L'A.F.L. se rend compte, que du succès de la direction, dépend le bien-être de l'ouvrier.»(p.84)

Coïncidence ou pas, Jules Moch continue comme Messine, en incitant les syndicats et le patronat français à ne pas rater le train déjà en marche, pour finir par une déclaration de foi politique, où il prétend (tout comme Messine) découvrir dans le mouvement de rationalisation les bases de la société

socialiste et démocratique. Jules Moch croit que «le machinisme organisé» entre en contradiction flagrante avec les principes de base de la société capitaliste : «Le capitalisme subit des méthodes qui sont en contradiction formelle avec ses dogmes; il tend inconsciemment vers une pseudo-socialisation. (...) Les privilégiés empruntent au socialisme certaines de ses méthodes, ils limitent eux-mêmes le droit de propriété, ils subordonnent de plus en plus la jouissance de ce droit à l'intérêt collectif et, comble de contradiction, dans leur économie de profit individuel, ils sont nécessairement conduits à pratiquer une politique de satisfaction des besoins collectifs... » (p.106) On voit croître l'unité d'intérêt entre travailleurs et capitalistes et Jules Moch continue sur sa lancée : «Peu à peu l'actuel antagonisme des classes fera place à une politique de collaboration technique. Collaboration qui marquera l'aube d'une démocratie industrielle par laquelle l'économie mondiale devra sans doute passer, de même que le régime politique, avant de devenir sociale. Démocratie industrielle où l'usine sera dirigée en vue de l'amélioration des débouchés intérieurs, de la satisfaction d'un nombre croissant de besoins, par une collaboration du capital et du travail, des directions et des syndicats, tandis que, simultanément, l'éparpillement de la fortune mobilière favorisera la participation ouvrière, la démocratie financière et mettra un frein à l'actuelle concentration des moyens d'action du capital.» (p. 132) La conclusion de Messine est quasi identique, quoique plus raffinée. D masque son appel à la collaboration de classe par des références à Gramsci, le marxiste italien qui souligna le rôle de l'idéologie dans la dictature de classe. Pour Messine «la culture est dans l'atelier. Le changement social passe donc par un changement progressif de la réalité vécue quotidiennement dans le cadre concret des lieux de travail. Les salariés ont ainsi vocation à devenir TOUS des "intellectuels organiques" du nouveau bloc social...» (p.213)

Si nous avons largement cité Jules Moch, c'est parce que le parallélisme est particulièrement inopportun pour Messine. Toutes les vertus des saturniens furent jadis projetées sur les tayloriens par ses confrères spirituels. Toutes les critiques cruelles qu'il adresse aujourd'hui au taylorisme et au néo-tayloriens, seront un jour prononcées contre les saturniens par une nouvelle génération de réformistes, à qui il appartiendra de découvrir une nouvelle «source» de démocratie économique. On pourrait dire que Jules Moch et Philippe Messine ne sont guère représentatifs de l'évolution idéologique du réformisme. C'est faux. Jules Moch fut très proche de quelqu'un qui influencera particulièrement le mouvement socialiste international : Henri De Man. Déjà en 1918, De Man fit partie d'une mission gouvernementale aux Etats-Unis pour étudier l'expérience taylorienne. Il en revint tout à fait ébloui. En 1932, il publia ses propres réflexions à propos d'une conférence de la Société Taylor, à laquelle il a participé.(17) On peut dire que les idées qu'il y développe serviront de cadre au futur «Plan du Travail». Pour lui, le taylorisme remplace le mobile du profit par le mobile de l'efficacité et de l'organisation sociale. Ce ne sont plus les propriétaires de capitaux qui commandent les affaires, mais les intellectuels salariés, les managers, qui sont mus par des motifs collectifs et sociaux. Plus besoin donc de s'en prendre au système capitaliste en soi. Il suffit de «faire crédit au mouvement pour le capitalisme dirigé», de le libérer de ses entraves parasites (le capital bancaire). De Man développera cette idée du «socialisme au-dessus des classes» jusqu'à la collaboration avec le fascisme.(18)

Résister

Partout dans le monde capitaliste, les partisans du «syndicalisme moderne» se laissent séduire par le chant de sirène patronal. Le secteur de l'automobile semble jouer, comme dans le passé, le rôle de terrain d'essai pour les nouvelles méthodes de travail.(19) Le pacte saturnien fait tache d'huile et ce n'est pas par hasard que c'est avant tout dans les secteurs les plus en pointe ou les plus riches, que ces tendances corporatistes peuvent s'enraciner. L'exclusion récente de toute la Centrale des électriciens du TUC anglais, pour cause de connivence extrême avec le patronat, en témoigne.(20) L'EETPU compte quelque 350.000 adhérents et représente les travailleurs de l'électricité, de l'électronique, des télécommunications et de la plomberie. La direction de cette Centrale se réclame depuis un certain temps de «la sincérité, l'esprit pionnier et l'harmonie» comme valeurs suprêmes et affirme que les syndicats doivent devenir des «partenaires responsables qui évitent toute action qui risquerait d'interrompre la production».(21)

Chez nous en Belgique, le vent Saturne souffle dans la plupart des usines, grandes et moyennes, et il faut être fort pour y résister. Là où il y a opposition, les secrétaires des centrales syndicales se rangent souvent du côté patronal. Ainsi à GM-Anvers, où il a fallu 3 référendums, étalés sur 2 ans, pour faire accepter par un peu plus d'un tiers des votants (41 %), le nouveau système d'équipe avec passage à 4 x 10 heures et travail de samedi (voir annexe). Ce passage cadre totalement dans la mise en place progressive de la production flexible dans toutes les filiales de GM. La direction n'a pas économisé les moyens pour en convaincre les dirigeants syndicaux (ce qui n'était pas difficile) et pour briser la résistance des délégués de base (ce qui était moins facile). Début '87, les secrétaires et les délégués furent invités en «voyage d'étude» aux Etats-Unis, où ils pouvaient se rendre compte des «avantages» du just-in-time en général et du 4 x 10 en particulier. A partir de ce moment, les secrétaires utilisèrent tous les moyens, de la démagogie à la répression, pour imposer le plan. En agissant ainsi, ils ont préparé eux-mêmes le licenciement du délégué syndical CCMB Terence Harvey, le principal opposant. Il fut tenu responsable d'une grève spontanée contre le nouveau régime de travail. (22) D'autre part, la grève victorieuse des 32.500 ouvriers de Ford-Angleterre en février 1988 prouve qu'il est possible de briser l'engrenage international de la flexibilité. Après deux semaines de grève, le patronat dut renoncer à l'introduction des nouveaux systèmes de travail et de contrats temporaires. Un uppercut de taille pour le patronat international de l'automobile, qui profite de chaque concession locale et partielle pour généraliser par la suite.

Nous avons insisté sur le débat théorique qui accompagne l'introduction des nouvelles méthodes de travail. La plupart du temps, les dirigeants syndicaux fuient le débat et se contentent de répéter le chantage patronal : «c'est ça ou c'est des licenciements, voire la fermeture» - «si vous ne l'acceptez pas, vous jouez le jeu de la concurrence». A GM, une délégation de solidarité d'Opel Bochum vint distribuer un tract, s'est vu qualifier par la direction syndicale anversoise, d'agents du patronat allemand ! Que le débat se mène à ce niveau de misère, ne doit pas nous dispenser d'une analyse sérieuse des grandes évolutions en marche. Elle permet de donner de la vigueur à la résistance contre ce «nouveau syndicalisme». Cette vigueur doit s'exercer sur trois points. Puisque la production flexible pousse la logique capitaliste à l'extrême, il faut résister par principe à tout ce qui aggrave les conditions de travail. Puisque la production flexible fragmente la classe ouvrière et pousse à la collaboration de classe, il faut renforcer le syndicalisme de lutte de classe. Puisque la production flexible montre les possibilités illimitées de la nouvelle technologie, il faut maintenir le cap sur la révolution socialiste et le socialisme.

Jo Cottenier

Annexe

Le projet Saturne se construit à partir de zéro. Ce n'est pas le cas pour les usines en place, qui essaient de s'adapter en partant de situations existantes, tout en poursuivant les mêmes conceptions de l'usine et des relations sociales. Ainsi, la barrière technique et sociale à franchir pour le patronat est chaque fois différente. Néanmoins on peut découvrir un grand parallélisme dans toutes les restructurations en cours, ce qui souligne la nécessité vitale pour les travailleurs de rompre les corporatismes d'usine et de pays. Voici un bref aperçu des enjeux concrets dans les filiales belges de l'automobile en octobre '88.

General Motors Anvers

- Fermeture du «Plant 1 » avec transfert des 3.000 ouvriers vers le «Plant 2», usine plus automatisée et flexible.

- Ceci permet l'introduction à partir du 22 août 1988 du travail en trois équipes et deux pauses. Une équipe travaille 4 jours de 10 heures : de 5h30 à 15h30 ou de 15h30 à 1 h30 la nuit. Toutes les trois semaines, l'équipe du matin travaille aussi le samedi.

- Le 30 mars 1988, le comité paritaire (!) national de la métallurgie accorde une dérogation pour permettre que les femmes travaillent la nuit.

- Introduction progressive du «travail en team» (en groupes ou modules) avec insistance sur le contrôle de qualité. Cercles de qualité.

- Passage prévu de la division «sièges» en sous-traitance.

Ford Genk

- En octobre '88 : conclusion d'un accord pour le travail de samedi.

- Temps de travail flexibles : périodes d'heures supplémentaires avec équipes de 10 heures par jour.

- Augmentation sensible des contrats à durée déterminée. Avant il y avait 10.000 ouvriers fixes. Maintenant, il y en a à peu près 8.000 avec contrat fixe et entre 500 et 2.000 avec contrat à durée déterminée.

- Passage maximal au principe de «just-in-time», avec intensification du trafic routier entre Zeebrugge, Genk, Cologne et Saarlouis.

- Sous-traitance pour le polissage (Security clean), l'entrepôt d'acier, l'entretien de l'éclairage et bientôt pour la division «sièges».

Volvo Gand

- Fonctionnement en «just-in-time», par exemple avec la fabrication de sièges en sous-traitance. L'ordinateur ordonne la production et l'acheminement des sièges.

- Travail en groupes ou modules avec responsabilité entière pour le contrôle de qualité, le planning et le budget de l'unité de travail.

- Un accord a été conclu entre patrons et syndicats : pour les élections sociales le patron avait co-désigné les délégués. Le patron décide de quoi il parle avec quel délégué et passe certains dossiers pour jugement aux syndicats.

Volkswagen Forest

- Travail irrégulier le samedi. Six samedis en '86. Choix entre le travail de samedi (avec 2.000 francs en prime) et 9h15 par jour.

- En '86 il y a eu durant 6 mois le travail de nuit pour tous. Cette situation dure toujours pour les divisions tôles et peinture.

- Contrats à durée déterminée. Une équipe de 500, engagée en août '86, passa en contrat définitif en juillet '87. Une autre équipe de 500, engagée en février '87, fut licenciée en juillet '87.

- La direction essaie depuis mars '88 de passer la division coupe et couture en sous-traitance, comme premier pas vers la cession totale de la division «sièges».

Renault Vilvoorde

- Un essai d'introduire des jours de congé flexibles est repoussé.

- Des plans existent pour introduire un système de 4 x 9 heures.
- A Rouen, les ouvriers résistent à la flexibilité salariale.
- Le «just-in-time» est d'application pour certaines pièces.

Notes :

- (1) Henry Ford, «Ma vie et mon oeuvre», éd. Payot 1927
- (2) Frédéric Taylor, «Shop Management», 1903
- (3) «Sciences et techniques». Rapport sur l'état de la technique, 1986 ; «Sciences et techniques», juin et octobre 1987 «Athéna»; mars 1988
- (4) «Sciences et techniques», juin 1987, p. 61
- (5) «GM-Public affairs newsletter...» déc. 83, nov. 84 et jan. 85 «Business Week» 28 jan. 85; «Fortune» 15 oct 84
- (6) «Nouvelles tendances concernant la problématique de grèves» - Note FEB 14 juin 1988 - Doc. CA-Rb 88/27
- (7) «International Labour Reports» nov .déc. 1985
- (8) Toutes les citations : «Mémorandum of Agreement», 28 juin 1985,30 pp.
- (9) Philippe Messine, «Les Saturniens» Cahiers libres / éd. La Découverte 1987
- (10) «Business Week» 12 sept.88, p.50
- (11) Bernstein, «Die Voraussetzungen des Socialismus und die Aufgabender Socialdemokratie», 1899
- (12) «Kritik der Mitbestimmung», éd. Suhrkamp 1969.
- (13) «Le contrôle ouvrier», Semaine d'étude de Morlanwez, 1921
- (14) «La nature, l'organisation et le programme des Syndicats Ouvriers Chrétiens», Arendt, 1926.
- (15) «Socialisme et rationalisation», Jules Moch, éd. L'Eglantine, Bruxelles, 1927. Jules Moch fut ministre socialiste de l'Intérieur après la libération et s'illustra en 1947 en faisant donner la charge contre les grévistes.
- (16) «Walther Rathenau» par Gaston Raphaël-Payot et Cie, 1919
- (17) «Réflexion sur l'économie dirigée», Henri De Man, éd. L'Eglantine, Bruxelles, 1932.
- (18) Voir «Ni gauche, ni droite», Zeev Sternhell, éd. Complexe, 1987. Chap. 4, 5 et 6.
- (19) Voir particulièrement : «The Automobile Industry and its workers», Steven* Tolliday & Jonathan Zeitlin, Polity Press, 1986
- (20) Congrès du TUC de septembre 1988.
- (21) «Angleterre précaire : la flexibilité», Colette Bernas, «La Pensée», juillet 1987, p. 38.
- (22) Terence Harvey fut licencié le 31 décembre 1987. û obtint gain de cause devant le tribunal du travail. GM refuse de le réintégrer.

Analyse de la stratégie trotskiste du gouvernement ouvrier

Que veut dire la conquête révolutionnaire du pouvoir ?

Le POS dit oeuvrer à l'avènement de la révolution socialiste. Voyons d'abord quel contenu il attribue au mot révolution.

Dans sa présentation «*Que veut le POS?*», il affirme : «*Le POS lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par la grève générale, le démantèlement de l'appareil répressif bourgeois, l'expropriation de la classe capitaliste, la formation d'un Etat ouvrier.*» Défendant cette conception de la révolution socialiste contre le PTB, le POS écrit : «*Le congrès de fondation du PTB ne parlait même pas de la grève générale! Et ceci dans un pays où la grève générale est le moyen par excellence de la classe ouvrière pour poser le problème du pouvoir politique et donc de commencer la crise révolutionnaire! «1944-1945» et non pas «1960-61», était le modèle du PTB quand il pensait à la révolution socialiste.* »

Nous analyserons ces thèses en détail.

1. Le sujet abordé est celui de la révolution socialiste. Il faut d'abord avoir une idée précise **des conditions dans lesquelles une telle révolution peut avoir lieu**. Et il faut savoir si ces conditions peuvent être créées par la grève générale.

La définition classique des conditions de la révolution, formulée par Lénine, nous démontre l'inconsistance de la conception trotskyste.

«Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque «ceux d'en bas» ne veulent plus et que «ceux d'en haut» ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.(...) Il faut : premièrement obtenir que la majorité des ouvriers (...) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires(...) qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.»(1)

Dans aucune des nombreuses grèves générales qu'a connues la Belgique, ces conditions n'ont été réalisées. D'abord si une majorité des travailleurs s'est sentie engagée dans une lutte contre le capitalisme, des masses considérables ont continué à soutenir les bases mêmes du système capitaliste et impérialiste. Elles constituaient donc une réserve importante où la grande bourgeoisie pouvait puiser, en cas de besoin, des forces de combat contre-révolutionnaires.

En règle générale, on peut affirmer que la révolution ne peut pas être victorieuse, aussi longtemps que la bourgeoisie garde sous son contrôle idéologique et politique des masses considérables parmi lesquelles elle saura former des bandes fascistes et d'extrême-droite qui, encadrées par des hauts gradés des forces armées régulières, mettront tout en oeuvre pour écraser l'avant-garde ouvrière par la terreur. Aucune grève générale ne permet de résoudre le problème de la terreur contre-révolutionnaire.

Deuxièmement, la Belgique n'a connu aucune grève générale au cours de laquelle la majorité des ouvriers était convaincue de l'impossibilité de continuer à vivre comme avant et était prête à mourir pour la révolution.

Enfin, aussi longtemps que l'année et les forces de police ne se trouvent pas dans un état de dislocation, de division et d'affrontement interne, il est illusoire de penser que la bourgeoisie puisse

être renversée. La grève générale en soi ne peut susciter cette dislocation et ces combats à l'intérieur des forces répressives.

2. Les trotskystes affirment qu'en Belgique la grève générale est **le moyen par excellence pour poser le problème** du pouvoir.

2.1. Or, **aucune** grève générale dans l'histoire de la Belgique n'a posé le problème du pouvoir, tel que le conçoivent les marxistes. Pour ces derniers, la prise du pouvoir signifie essentiellement la destruction des forces armées de la bourgeoisie et l'établissement du pouvoir armé des travailleurs. Tous les réformistes parlent de «prise de pouvoir» sans toucher cet aspect fondamental du problème. La grève générale ne peut jamais arracher les armes des mains de la bourgeoisie, ne peut démanteler les détachements les plus farouchement fascistes de l'armée et de la police.

Ainsi «la prise du pouvoir par la grève générale» n'est qu'une phrase bien sonnante mais réformiste. Le seul «pouvoir» qu'on peut prendre au moyen d'une grève générale, est un pouvoir réformiste, à l'intérieur du système existant, un pouvoir vivant à l'ombre de l'armée bourgeoise. Cela ne peut en aucune façon être la réalisation de la révolution socialiste. Tout au plus peut-il s'agir d'une étape dans la préparation de cette révolution.

2.2. Faute d'une direction révolutionnaire préparant consciemment l'insurrection populaire armée, la grève générale a été dès le siècle passé, aux mains des dirigeants réformistes, un moyen pour limiter le mouvement ouvrier à des revendications de réforme et pour empêcher des formes de luttes révolutionnaires. Le Parti Ouvrier Belge a été fondé les 5 et 6 avril 1885. Des grèves spontanées très radicales ont éclaté en mars 1886, au cours desquelles 24 ouvriers furent tués par les forces de l'ordre. Ces grèves ont facilité l'implantation du POB dans les masses.

Le 30 mars, le Conseil Général évoque la possibilité d'une grève générale : «Les classes déshéritées réclament des réformes économiques; les Chambres ont pour devoir de les leur donner.(...) Le peuple exclu, par la Constitution, des affaires publiques doit être réintégré dans ses droits par l'octroi du Suffrage Universel, la seule réforme juste et démocratique.»

Le Peuple écrit le 15 juin 1886 : «Pour empêcher la grève générale, qu'on accorde des réformes aux ouvriers.» Pendant 7 années, la direction réformiste du POB combattra les méthodes et les objectifs de lutte révolutionnaires, faisant de la réalisation du suffrage universel l'unique voie vers le socialisme. Le 12 avril 1893, la Constituante rejette l'idée du suffrage égal et universel pour adopter le suffrage universel plural qui permettait aux propriétaires fonciers d'avoir deux ou trois voix. Le 12 avril, le Conseil Général du POB lance l'appel à la grève générale. Le 16, le pays compte 250.000 grévistes. Le lendemain, les dirigeants du POB négocient avec les libéraux de gauche. Louis Bertrand écrit : «On expliqua (à Paul Janson) le but de la visite, disant l'espoir que l'on avait de faire triompher le suffrage universel si, au Parlement, les trente députés de la gauche (libérale) favorables à cette réforme, déclaraient ne pas se rallier au vote plural». Les libéraux leur répondent que dans le rapport de force présent le problème se pose de cette façon : ou bien les ouvriers n'auront pas du tout de droit de vote, ou bien ils accepteront le suffrage universel, mais plural. Et ils exigent que les dirigeants du POB cessent la grève au cas où les libéraux obtiendraient le suffrage plural. Les dirigeants réformistes acceptent et décident effectivement le 18 avril la reprise du travail. Ainsi il y aura 853.628 électeurs à une voix, 293.678 à deux et 223.381 à trois voix.

Au moment de cette première grève générale, le POB était encore (relativement) radical. Mais cette première grève a déjà servi à combattre l'idée de la prise de pouvoir révolutionnaire et à imposer au mouvement ouvrier la voie des réformes. L'affirmation des trotskystes que «*la grève générale est le moyen par excellence de la classe ouvrière pour poser le problème du pouvoir politique*» est donc contraire à toute vérité historique.(2)

3. Le PTB est d'avis qu'en étudiant attentivement l'histoire politique de la Belgique et de l'Europe, on doit conclure qu'il y a eu au cours de ce siècle, deux périodes où les conditions de la révolution socialiste étaient effectivement mûres.

La première se situe à la fin de la première guerre mondiale au cours de laquelle des centaines de milliers de travailleurs étaient morts pour la cause injuste de la répartition du monde entre puissances coloniales. Les ouvriers et les travailleurs y avaient acquis une expérience de lutte armée, l'oppression et la misère avaient atteint un degré insoutenable et la grande bourgeoisie s'était fortement affaiblie. A ce moment une insurrection populaire armée, préparée et soutenue par des grèves générales, pouvait être victorieuse.

La deuxième période est celle qui a suivi la victoire sur les puissances fascistes. La grande bourgeoisie de tous les pays occupés, avait dans sa grande majorité, collaboré avec les fascistes et perdu son prestige parmi les masses travailleuses; l'armée et l'appareil de répression étaient très affaiblis; les travailleurs qui avaient porté le poids essentiel de la lutte armée des partisans, pouvaient utiliser leur expérience militaire contre leur bourgeoisie et ses protecteurs anglo-américains. Cette possibilité existait dans presque tous les pays européens et c'est la qualité et le caractère du travail accompli par le parti communiste entre 1934 et 1944 qui ont déterminé la victoire de la révolution populaire en Yougoslavie et en Albanie et sa défaite en Grèce, France, Italie, Belgique. Ainsi en disant : le modèle 1944-45 ou le modèle 1960-61, Vercammen résume parfaitement l'opposition inconciliable entre communisme et trotskysme. Réaliser la révolution socialiste en 1944-45 était extrêmement difficile, mais possible; affirmer que la grande grève de 60-61 fut la préfiguration du triomphe de la révolution socialiste c'est se couvrir de ridicule.

4. Tous ceux qui sympathisent avec le POS ont appris que les trotskystes affirment s'inspirer de Lénine. Comme Lénine a beaucoup écrit sur le rapport entre la grève générale et la révolution socialiste, il est sans doute utile de voir de près sa thèse essentielle sur le sujet.

Il est connu que les enseignements de la révolution de 1905 ont guidé Lénine lorsqu'il a dirigé la révolution de 1917. Voici ce qu'il dit de l'expérience de 1905. «Le mouvement de décembre, à Moscou, a montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps.(...) Le changement des conditions objectives de la lutte, qui imposait la nécessité de passer de la grève à l'insurrection, fut ressenti par le prolétariat bien avant ses dirigeants.(...) Il fallait prendre les armes d'une façon plus résolue, plus énergique et dans un esprit plus agressif; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à une grève pacifique, et la nécessité d'une lutte armée, intrépide et implacable. Aujourd'hui nous devons enfin reconnaître ouvertement et proclamer bien haut l'insuffisance des grèves politiques; nous devons faire de l'agitation dans les masses les plus profondes en faveur de l'insurrection armée, sans escamoter la question en prétextant la nécessité de «degrés préliminaires», sans jeter un voile là-dessus. Cacher aux masses la nécessité d'une guerre exterminatrice, sanglante et acharnée, comme objectif immédiat de l'action future, c'est se duper soi-même et duper le peuple.»(3)

Ainsi donc la politique des mencheviques, c'est-à-dire des réformistes russes, fut, même après l'expérience de 1905, de maintenir la grève générale comme forme principale de lutte pour le socialisme et de cacher aux masses la nécessité de l'insurrection armée. Il est difficile de voir une différence avec le programme du POS. La Quatrième Internationale dit se baser sur les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste qui ont eu lieu du vivant de Lénine et au moment où Trotsky se trouvait à ses côtés. Or, voici ce qu'affirmait le deuxième congrès dans sa Résolution sur le rôle du Parti Communiste :

«Ce n'est pas par la grève générale, par la tactique des bras croisés que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée.»(4)

5. Nous n'avons pas l'habitude de sortir le vieux Trotsky comme argument dans nos polémiques. Mais concernant le sujet débattu, Trotsky est un clou dans le cercueil des trotskystes.

Lorsque Trotsky fut banni d'Union Soviétique en 1929, il essaya de regrouper des partisans en France. Il contacta entre autres deux anarcho-syndicalistes, Monatte et Louzon, qui s'étaient inscrits pendant quelques années, au Parti Communiste français. Deutscher, le biographe de Trotsky, écrit à leur propos : «Leur attachement à Trotsky était toujours très fort, mais leur expérience du Komintem renforçait leur dégoût de jadis pour la politique et leur croyance que l'activité militante du syndicat, culminant dans la grève générale, constituait la voie royale vers la révolution socialiste. Trotsky eut beau faire, il ne réussit pas à les ramener à la conception léniniste...»(5) Voici ce que Trotsky lui-même écrit en 1920 sur la grève générale, à un moment où il s'efforçait de coller autant que possible aux positions de Lénine. Il s'acharna contre Kautsky, le légendaire «renégat Kautsky».

«Kautsky (...) s'imaginait tout à fait sérieusement qu'une monarchie militaire pouvait être renversée par une grève générale, - c'est-à-dire par la manifestation pacifique des bras croisés.(...) Kautsky avait donc, on le voit, conservé sur la grève générale son point de vue anarcho-réformiste. Nous pourrions lui rappeler que son propre journal, la Neue Zeit, démontrait, voici une douzaine d'années, que la grève générale n'est que la mobilisation du prolétariat opposée aux forces ennemies du gouvernement, qu'elle ne peut résoudre, par elle-même, la question, qu'elle doit épuiser les forces du prolétariat avant celles de son adversaire, et l'amener ainsi à reprendre le travail. La grève générale ne peut avoir d'influence décisive que si elle est le prélude d'un conflit entre le prolétariat et la force armée de l'ennemi, c'est-à-dire d'une insurrection. Le prolétariat ne peut trancher le problème du pouvoir, problème fondamental de toute révolution, qu'en brisant la volonté de l'armée qu'on lui oppose.(...) Qu'il faille payer avec du sang; que dans sa lutte pour conquérir le pouvoir et le conserver, le prolétariat devra savoir mourir et savoir tuer, - nul révolutionnaire n'en a jamais douté.»(6) Les trotskystes du POS non seulement en doutent, ils disent carrément le contraire de leur maître à penser, lorsqu'ils présentent la grève de 60-61 comme leur modèle de la révolution socialiste...

Le Gouvernement Ouvrier : la version des années 70.

En mai 1971 a eu lieu le congrès de fondation de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs. 68 était encore dans l'air et parmi les intellectuels progressistes, la révolution était encore dans le vent.

Ainsi, le programme de fondation de la LRT donne une version de la théorie du gouvernement ouvrier qui se veut clairement révolutionnaire.

«Ce programme (...) s'appuie sur la mobilisation et l'action directe des masses ouvrières.(...) (Son axe principal :) le gouvernement ouvrier, seul capable de mettre en pratique les revendications anti-capitalistes transitoires (...) Il ne peut être réalisé que par un gouvernement qui veut rompre avec le capitalisme et en est capable (...). U objectif ultime doit être V élection d un tel gouvernement ouvrier par un congrès National des Conseils Ouvriers élus dans les entreprises et les quartiers. Un gouvernement élu de cette façon sera capable d'exercer la dictature du prolétariat(...)Il est très probable que ce schéma «pur» n'apparaîtra pas dès le début de la lutte révolutionnaire. Nous pouvons nous trouver devant une (situation) où la majorité de la classe accepte encore la direction des organisations réformistes.(...) (A ce moment, il faut) : appeler la classe ouvrière à forcer ses dirigeants à prendre le pouvoir. Ainsi ces dirigeants seront forcés de s'avouer dans une première phase si oui ou non, ils prennent le pouvoir sans et contre la bourgeoisie. Stimuler le plus possible à la base l'élection de conseils ouvriers et forcer les dirigeants à aller de l'avant et prendre le pouvoir et contrôler le gouvernement ouvrier pour arriver enfin à la convocation d'un Congrès National des Conseils Ouvriers et l'instauration de la dictature du prolétariat.» (7)

Au moment du troisième congrès de la LRT, la crise se fait sentir depuis trois ans : nous sommes en 1976. Le vent commence à tourner à droite et ainsi fait la LRT.

«Depuis le début de la récession, une nouvelle participation du PSB est à l'ordre du jour. La question: «quel gouvernement doit venir à la place de Tindemans?», vit dans de larges milieux du mouvement ouvrier.» «Il faut un changement politique radical. Ceci nécessite une option extra-parlementaire sans équivoque.(...) Le PSB doit rompre avec la collaboration de classe (non à une nouvelle coalition du PSB), le mouvement ouvrier chrétien doit rompre complètement avec l'alliance contre-nature avec le PSC (pour la formation d'une organisation autonome des travailleurs chrétiens) et avant tout, les ouvriers doivent commencer à unifier leurs luttes et à préparer la grève générale.» «Unissez les luttes pour les revendications ouvrières, dont les plus importantes qui se dégagent déjà comme efficaces (comme la nationalisation, le contrôle ouvrier...) ne peuvent être garanties que par un gouvernement ouvrier.» «Ainsi le mouvement ouvrier et les ouvriers peuvent dans leur lutte, réaliser leurs revendications et instaurer un gouvernement ouvrier qui bat une brèche dans le système capitaliste et qui ouvre la voie vers la révolution socialiste.»

«Quand nous parlons d'un gouvernement ouvrier, nous sous-entendons en général deux notions différentes : d'abord une appellation populaire pour «la dictature du prolétariat.»

«Notre propagande pour ce mot d'ordre doit coller étroitement à notre propagande pour la révolution socialiste. Ceci est très important pour unir politiquement l'avant-garde et pour développer sa conscience.» «Quand nous expliquons ce mot d'ordre «à froid» à V avant-garde, la propagande part toujours de notre programme maximal (révolution socialiste, grève générale, conseils ouvriers, parti ouvrier révolutionnaire)». «En deuxième lieu, le gouvernement ouvrier est une revendication de transition qui incite les organisations ouvrières réformistes, dans la mesure où elles sont hégémoniques dans la classe ouvrière, à saisir le pouvoir et à rompre avec la bourgeoisie.»

«(Ceci) permet a"en arriver à l'idée d'une «rupture avec la bourgeoisie» à partir d'une approche concrète partant de la lutte de classe réelle et des préoccupations réelles des ouvriers.»

«Ce mot d'ordre sert à vivre avec les ouvriers V expérience du réformisme et à les amener à rompre avec le réformisme.»(8)

Nous analyserons point par point ces citations.

1. D'abord après 68, les paroles ronflantes et révolutionnaires étaient décidément à la mode. Le POS couchait facilement sur papier les mots censés terrifier les bourgeois : «*action directe*», «*revendications anti-capitalistes transitoires*», «*dictature du prolétariat*». Mais tout cela apparaît comme de la poudre aux yeux, dès qu'on nous précise par quelle pratique on veut réaliser ces belles paroles. On élira dans les entreprises et les quartiers des conseils ouvriers qui se réuniront en congrès national qui élira à son tour un gouvernement ouvrier qui exercera la dictature du prolétariat.

Peut-être qu'un philosophe perdu dans le septième ciel du socialisme utopique, trouvera cette idée merveilleuse. Mais les bourgeois la dissiperont par un fou rire. Vous allez élire de nouveaux organes du pouvoir local, des conseils ouvriers. Donc vous déclarerez caduques toutes les lois et institutions, tout le mécanisme du parlementarisme bourgeois. Quel organe va prendre cette décision et aura la force de l'imposer? Est-ce que vous croyez que la police, la gendarmerie, l'armée, la justice vous laisseront ainsi jouer à ce grand jeu des «*élections révolutionnaires*»? Est-ce que toutes les organisations et partis réactionnaires et bourgeois se plieront aux règles de votre jeu et participeront aux élections de vos «*conseils ouvriers*»? Après avoir instauré le pouvoir ouvrier dans les quartiers, vous prendrez le train, pour Bruxelles où se réunira le Congrès National des Conseils Ouvriers. Et vous espérez pouvoir vous amuser avec des déclarations sur l'instauration de la dictature du prolétariat, sans que les fascistes, les gendarmes, les officiers de réserve, les troupes de l'Otan, les milices patronales vous tirent dessus ?

Une des caractéristiques du réformisme, est qu'il peut jongler avec tous les mots révolutionnaires en les détachant des réalités politiques et militaires qui leur donnent leur sens réel et en les vidant ainsi de

leur contenu. Cet artifice peut attirer, aux moments où le vent souffle à gauche, des petits-bourgeois qui ne veulent pas afficher un discours démodé, mais qui n'ont nullement l'intention de s'engager dans le travail pénible d'une lutte de longue durée qui aboutira à une révolution dans le vrai sens du terme.

2. En 1976 la mode révolutionnaire est pratiquement passée et on constate un glissement net du verbiage révolutionnaire vers un langage réaliste et ouvertement réformiste.

Quelques réminiscences de la période précédente se maintiennent. On parle d'une «*option extra-parlementaire sans équivoque*». Puis on enchaîne en prônant une politique plus qu'équivoque : une politique clairement réformiste. En effet, les réformistes n'ont jamais renoncé à la lutte extra-parlementaire... à laquelle ils fixent comme but le renforcement de leur audience et la préparation de nouvelles élections dont ils sortiront vainqueurs. Aussi, ne sommes nous point étonnés de voir que l'option extra-parlementaire «sans équivoque» aboutit, dans le texte que nous analysons, à l'instauration... d'un gouvernement PS-Mouvement Ouvrier Chrétien.

3. Les trotskystes nous promettent que ce «gouvernement ouvrier» réalisera la nationalisation des banques et des holdings et qu'il «*battrà une brèche dans le système capitaliste et ouvrira la voie vers la révolution socialiste*». Ceci relève de l'auto-hypnose politique. Aujourd'hui, les réformistes ne promettent même pas de nationaliser les grandes entreprises, comment pourraient-ils le réaliser une fois arrivés au pouvoir ? Même au cas où ils le promettraient, tout révolutionnaire sait qu'ils ne le feront PAS ! Pendant des dizaines d'années, au début de ce siècle, les sociaux-démocrates belges ont fait figurer ce mot d'ordre dans leurs programmes sans avoir la moindre intention de l'appliquer. Si les sociaux-démocrates réalisent certaines nationalisations comme ce fut le cas sous le gouvernement Mauroy en France, le but en est de renforcer les structures du capitalisme national face aux concurrents des autres pays impérialistes. Il se peut aussi qu'ils soient obligés, sous la poussée d'un mouvement révolutionnaire de masse, comme ce fut le cas au Portugal, d'accepter certaines nationalisations, pour les démanteler en grande partie dès que la conjoncture politique change.

4. Nous arrivons ainsi à la promesse trotskyste que le gouvernement social-démocrate «rompra avec la bourgeoisie, battra une brèche dans le système capitaliste et ouvrira la voie vers la révolution». C'est carrément mentir sur la nature de classe de la social-démocratie dont la majeure partie des cadres supérieurs fait partie de l'establishment privé et public de notre monde impérialiste et dont les moyens financiers proviennent en partie du capitalisme privé. C'est tromper délibérément les gens sur les intérêts de classe qui sont exprimés dans le programme de la social-démocratie ; ce dernier ne promet rien de moins que de revigorer l'impérialisme national. Les trotskystes répondront probablement (aux révolutionnaires - une autre réponse étant réservée aux réformistes), qu'ils savent que la social-démocratie défend l'ordre capitaliste et impérialiste. Mais les masses, abusées comme elles le sont, ne le savent pas et elles se font des illusions. Par conséquent, nous les trotskystes avons élaboré une tactique qui tient compte du niveau réel des masses, nous faisons croire que le gouvernement social-démocrate rompra avec la bourgeoisie, ouvrira la voie vers la révolution. Quand les masses verront plus tard qu'il n'en est rien, elles se lâcheront et elles «déborderont révolutionnairement» les limites imposées par la social-démocratie. Ce qu'il en est de cette tactique trotskyste, nous avons pu le voir en France où le plus grand «débordement» du gouvernement réformiste, s'est fait du côté des fascistes. Les travailleurs qui se sont laissés duper le plus par l'illusion que la social-démocratie «ouvrira la porte de la révolution socialiste», sont les plus démoralisés et les plus désespérés et ils se sentent les premiers interpellés par le désespoir «radical» de l'extrême-droite. Pour préparer des débordements à gauche de la social-démocratie, il faut donner une conscience de classe aux travailleurs; la compréhension de la nature de classe de la social-démocratie est un élément essentiel.

5. Ici nous nous attardons un instant à l'interprétation fort originale que les trotskystes font de la dialectique qui comporte entre autres, la thèse de l'unité des contraires. Nous partons d'une conception fondamentale des trotskystes, exprimée ainsi. «*Quand nous parlons de gouvernement ouvrier, nous sous-entendons deux notions différentes*». Donc, quand nous disons «gouvernement ouvrier», nous parlons dans un premier cas, d'un gouvernement bourgeois et impérialiste, dans un second cas, nous

faisons référence à la dictature du prolétariat Pour nous, trotskystes, gouvernement ouvrier veut dire gouvernement du PS et du MOC ou mieux encore, gouvernement PS homogène comme cela s'est fait d'ailleurs en France. Lorsque vous nous faites remarquer qu'un tel gouvernement appliquera une politique capitaliste, néo-colonialiste, colonialiste même (Nouvelle-Calédonie, Guadeloupe, Tahiti, Guyane), chauviniste, royaliste et que sais-je encore, nous vous féliciterons et nous vous renverrons à notre cours de trotskysme pour éléments avancés. A l'avant-garde, nous expliquons que gouvernement ouvrier veut aussi dire : dictature du prolétariat et donc : écrasement de la dictature de la bourgeoisie, expropriation des monopoles, destruction de l'armée anti-populaire et impérialiste, armement de la classe ouvrière et ainsi de suite. Ainsi donc, les trotskystes rangent les travailleurs derrière le mot d'ordre «stratégique» de gouvernement ouvrier : aux uns on fait croire qu'ils marchent pour un gouvernement social-démocrate et donc capitaliste, aux autres on apprend qu'ils avancent vaillamment dans la voie de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat. Tout ceci est de la mystification digne d'un prestidigitateur de province.

6. Les trotskystes disent que les ouvriers belges posaient en 1976 la question : quel gouvernement doit venir à la place de celui de Tindemans? Or, les dogmatiques n'ont pas de réponse à cette question, tandis que nous, les trotskystes, *«à partir d'une approche concrète de la lutte de classe réelle»* apportons la solution : gouvernement ouvrier.

Que peut-on répondre à ce raisonnement? Poser le problème en ces termes : «quel gouvernement doit venir?», c'est raisonner en réformiste, c'est quitter le terrain de la lutte révolutionnaire.

Pour définir une tactique, il faut tenir compte des rapports de force entre les classes sociales et les forces politiques. Or, à l'heure actuelle en Belgique, les quatre familles politiques qui sont dans la course pour les postes gouvernementaux, se placent délibérément sur le terrain du capitalisme et de l'impérialisme. Celui qui a comme première occupation de répondre à la question «quel gouvernement maintenant?», tombera nécessairement dans le réformisme, en arrivera à soutenir une variante de la politique de défense du capitalisme contre une autre. La tactique trotskyste met en avant la question : quel parti pro-capitaliste faut-il soutenir? Et de répondre qu'il faut appuyer le moins mauvais (en faisant croire qu'il rompra avec le capitalisme...) Ceci est le propre des réformistes. Dans les circonstances actuelles, développer la conscience de classe veut dire avant tout : faire comprendre le caractère antagoniste, irréconciliable entre les intérêts des travailleurs et ceux de la société capitaliste. C'est faire comprendre que les travailleurs doivent s'organiser de façon indépendante, en poursuivant une politique révolutionnaire qui est fondamentalement opposée à tous les programmes des différents partis bourgeois, y compris la social-démocratie. C'est faire comprendre la nécessité vitale du renforcement du parti communiste et du renforcement des organisations de masse qui luttent contre certains aspects de la réalité capitaliste et impérialiste. La nécessité aussi de la création d'un Front Populaire de toutes les organisations qui s'opposent de façon conséquente, à certains aspects du capitalisme et de l'impérialisme. En développant la conscience révolutionnaire et en menant des luttes, les révolutionnaires et les progressistes peuvent arracher certaines améliorations du gouvernement bourgeois - qu'il soit social-démocrate ou libéral. Mais cette capacité de lutte conséquente pour les revendications, est minée quand on répand des illusions sur la nature de classe d'un gouvernement social-démocrate. Ceci ne veut pas dire que les communistes ne font aucune distinction entre les différents partis qui défendent la société capitaliste. En règle générale, la social-démocratie compte en son sein des tendances authentiquement anticapitalistes. Le plus souvent, la direction doit tenir compte des sensibilités de la masse qui appuie la social-démocratie, ce qui l'empêche de soutenir pendant longtemps et ouvertement des mesures politiques extrémistes de défense du capitalisme et de l'impérialisme. (Nous faisons ici des restrictions, parce que ce n'est pas le cas, par exemple, du Parti social-démocrate de Shimon Perez en Israël ou du Parti travailliste anglais par rapport à la question irlandaise; ce n'était pas non plus le cas du parti social-démocrate allemand qui a fait massacrer les ouvriers révolutionnaires en 1918).

7. Les trotskystes prétendent aussi que leur mot d'ordre du gouvernement ouvrier «sert à vivre avec les ouvriers, l'expérience du réformisme». Mais est-ce que sans les trotskystes, les ouvriers ne la vivent-ils

pas ? Est-ce qu'ils ne la vivent pas depuis déjà 70 ans? Est-ce qu'il est nécessaire que les trotskystes poussent les travailleurs dans les bras du gouvernement ouvrier, pour qu'ils vivent l'expérience du réformisme? Est-ce que les révolutionnaires sont là pour semer des illusions dans un gouvernement social-démocrate afin que les ouvriers vivent plus intensément l'expérience de la désillusion?

La formule classique du réformisme est celle-ci : le mouvement est tout, le but final n'est rien. Les réformistes apportent leur soutien à chaque petit pas en avant pour que les ouvriers «vivent l'expérience», constatent que ce n'est pas suffisant pour résoudre les problèmes et puis demandent un nouveau pas en avant. Et ainsi jusqu'à l'infini. Lénine était d'avis que la propagande et l'agitation des révolutionnaires doivent être axées sur les mots d'ordre fondamentaux, qu'elles doivent développer une conscience révolutionnaire sur les problèmes fondamentaux du système capitaliste et impérialiste. Il disait aussi qu'il faut participer à toutes les luttes des masses pour des revendications partielles, qu'il faut en profiter pour faire prendre conscience des tâches fondamentales et historiques et qu'il faut concevoir les réformes que le capitalisme accorde, comme un produit dérivé de la lutte révolutionnaire conséquente. Les réformistes mettent au centre de l'attention des masses, les petites réformes que le capitalisme peut accorder et accorde, dans le but d'obscurcir la conscience des tâches révolutionnaires à accomplir. Il se peut que les masses aient encore besoin de «faire l'expérience» de certaines politiques et manoeuvres réformistes; les communistes le comprennent, en tiennent compte dans la tactique mais ils ne soutiennent pas les illusions des masses sous prétexte qu'elles ont encore à les vivre avant de savoir s'en débarrasser, ils dénoncent les illusions réformistes et avancent les positions révolutionnaires qui pourront être reprises par les masses, une fois qu'elles auront «vécu l'expérience». Bref : les révolutionnaires dénonceront le programme social-démocrate et le gouvernement ouvrier qui y correspond, ils propageront une conception révolutionnaire diamétralement opposée, ils soutiendront les fractions des partis sociaux-démocrates qui mènent effectivement des luttes sur des points particuliers, comme ils tireront profit des points positifs qui figurent (souvent pour des raisons démagogiques) dans le programme social-démocrate, dans le but de conquérir ces revendications par la lutte.

8. Tout ceci nous permet de porter un jugement sur les mots révolutionnaires qui figurent dans les textes trotskystes : *«la voie vers la révolution socialiste», «rompre avec la bourgeoisie», «la dictature du prolétariat»*. Pour les trotskystes, il s'agit de mettre sous leur contrôle des jeunes et des ouvriers qui commencent à s'orienter vers la politique révolutionnaire. Il s'agit d'empêcher que cette avant-garde devienne communiste, marxiste-léniniste, en reprenant les mots-clés de la doctrine communiste et en les vidant de leur contenu. Le verbiage révolutionnaire sert à attirer des éléments d'avant-garde dont on pervertira la conscience. Une fois qu'ils seront encadrés par l'organisation trotskyste, celle-ci les préparera idéologiquement à soutenir une politique réformiste et les endoctrinera contre le communisme, contre les pays socialistes, en un mot contre tout ce qu'ils classent sous le terme de «stalinisme».

Gouvernement Ouvrier : la version des années 80.

Au cours des années 80, les positions que les trotskystes défendent sous le drapeau du "gouvernement ouvrier", virent de plus en plus vers le réformisme sans fard. Voyons cela de plus près :

«Le POS dit aux ouvriers et au mouvement syndical : exigez du PS et du SP qu'ils soutiennent effectivement les grèves (...); retrait total du plan d'épargne : les partis socialistes doivent reprendre les revendications des ouvriers.» (9)

Les révolutionnaires doivent dénoncer les dirigeants sociaux-démocrates parce qu'ils ne reconnaîtront PAS les revendications ouvrières : ceci est déterminé par leur programme et par l'orientation de l'ensemble de leur activité pratique. Le POS ne dénonce pas, il sème des illusions. Le POS dit : exigez que les dirigeants sociaux-démocrates soutiennent... Mais les Spitaels et autres Claes sont des politiciens avertis : ils ont pris position de façon explicite ou de façon hypocrite. On pourrait attendre des révolutionnaires qu'ils exposent clairement ces prises de position et qu'ils les dénoncent!

Mais même au cas où la direction social-démocrate souscrirait aux revendications, les révolutionnaires n'ont pas à la soutenir : ni son programme fondamental, ni sa stratégie ne sont affectés par cette attitude. Le sens réel du soutien que la social-démocratie apporte à une lutte et à des revendications, est déterminé par son programme et sa stratégie et doit être jugé à partir d'elles. Dans le passé, la social-démocratie a soutenu des revendications, non dans l'intention de développer la lutte de classe anti-capitaliste, mais pour renforcer son audience (électorale) ou pour faire dévier une lutte qui risquait de se radicaliser.

«Appel aux ouvriers socialistes, 1 mai 1985.(...) Ne vous engagez pas dans ce nid de guêpes de l'engrenage du capitalisme! Pour cela il n'y a qu'une seule voie : s'appuyer sur la lutte ouvrière et sur le gouvernement ouvrier. » (10) Ainsi nos trotskistes implorent Willy Claes et Guy Spitaels : de grâce ne vous faites pas piquer par les guêpes du capitalisme.

Voilà comment ces gens comptent développer la conscience de classe!

Est-ce que l'histoire commence aujourd'hui? Est-ce que la social-démocratie est toujours vierge? Est-ce que les trotskistes doivent la conjurer de ne pas commencer à pécher à son âge? Est-ce que la social-démocratie ne se trouve pas dans l'engrenage depuis 70 ans?

«Marcel (Liège) : 'Je sais bien que le PS ne changera pas de politique. Pour cette raison je trouve inutile de nous adresser au PS et de dire : il faut faire ceci et cela.' Réponse de La Gauche : «Les positions du PS peuvent changer, regardez la position sur les missiles et la différence entre le PS et le SP.»

«Seul un gouvernement ouvrier peut renvoyer les missiles. Les gens comprennent ce langage.» (11) La critique de Marcel concerne manifestement la politique fondamentale du PS. Or, La Gauche lui répond qu'elle peut changer. C'est semer des illusions, mentir, puisque absolument rien n'indique aujourd'hui que sa politique pro-capitaliste et pro-impérialiste puisse changer en quoi que se soit... sinon virer encore plus à droite. A la question si un changement fondamental est possible, les trotskystes répondent en faisant référence à un changement de tactique. Le SP qui s'opposait à l'installation des missiles, ne mettait nullement en cause la domination militaire des Etats-Unis sur la Belgique, ni la politique militaire de l'Otan, ni la politique nucléaire globale des Etats-Unis. Il «craignait», entre autres, que l'Europe occidentale ne soit plus «protégée» par les missiles stratégiques américains et qu'il y aurait disjonction entre la sécurité européenne et américaine.

Finalement, ce que «seul le gouvernement ouvrier» pouvait faire (et les gens «comprenaient d'ailleurs très bien» cette politique trotskyste)...Raegan l'a réalisé. Un changement des rapports de force, un changement dans la technologie des armes nucléaires ou dans la tactique, pouvait aboutir à l'élimination de cette catégorie d'armes. Des conflits d'intérêts entre les différents pays impérialistes, pouvaient donner le même résultat. On aurait pu se rappeler ainsi que De Gaulle, en son temps, avait chassé le quartier général de l'Otan de la France.

«Comment le PS peut-il faire plus pour les revendications ouvrières : en se joignant à la lutte du Front Commun syndical ou en gouvernant avec le CVP-PSC? En tous les cas, le PS n'est pas obligé de s'enfermer longtemps dans l'opposition. Il peut dès maintenant s'adresser au PSC et proposer au Mouvement Ouvrier Chrétien de former ensemble un gouvernement. Le choix devra être : ou bien un gouvernement CVP-PSC-PRL-PW ou bien un gouvernement PS-SP-MOC-ACW.» (12) Telle la Sainte Mère miséricordieuse, la Quatrième Internationale se penche sur le chagrin de la social-démocratie belge : non, mon enfant, sois tranquille, tu ne devras pas connaître trop longtemps les affres de l'opposition...Aux ultras du réformisme, chauffés à blanc du désir de s'emparer de postes ministériels, les trotskystes disent qu'ils comprennent leur problème mais que la ligne du «gouvernement ouvrier» peut les conduire tout aussi vite au gouvernement!

«Pour prendre l'argent où il se trouve, pour combattre la crise et le chômage, il faut un gouvernement sans représentants politiques du Grand Capital. Un gouvernement ouvrier, formé par les mouvements ouvriers socialistes et chrétiens ensemble, sans le CVP-PSC et sans les libéraux.(...) Voilà la véritable alternative.» (13) Ce que les trotskystes présentent ici comme la «véritable alternative», n'est qu'un changement de tactique au sein du camp bourgeois et impérialiste. L'expérience des gouvernements sociaux- démocrates homogènes en France, en Angleterre, en Espagne a amplement prouvé que ces «gouvernements ouvriers» restent entièrement sur le terrain de la société capitaliste et impérialiste. Les trotskystes prétendent qu'ils s'en tiennent aux idées que Lénine et Trotsky ont défendues entre 1917 et 1924. Il n'en est strictement rien. Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste a eu lieu en 1922. Voici ce que la résolution sur la Tactique dit à propos du gouvernement ouvrier : «A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier.(...) Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat.(...) Il va de soi que la naissance d'un gouvernement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire, doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie...» Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires.(...) Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique;(...) Il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien(...) L'Internationale Communiste doit envisager les éventualités suivantes: 1. Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre; 2. Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne)(...) (Ces) deux premiers types (..) sont des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces «gouvernements ouvriers» sont tolérés dans les périodes critiques pour la bourgeoisie affaiblie, afin de tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat (...) Les communistes (...) devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux gouvernements ouvriers.»(14)

Regardons maintenant de plus près, les quelques conditions posées de temps en temps par les trotskystes pour obtenir un «bon» gouvernement ouvrier. En 1983, le POS se donne encore de faibles apparences de radicalisme : «La LRT a une alternative : un **gouvernement ouvrier**, imposé par la grève générale.» (15) Le mot terrible «imposé» n'est déjà que bavardage et démagogie. Si la grève elle-même impose un gouvernement, alors nous avons à faire à un gouvernement insurrectionnel. Si la grève générale est suivie par des élections parlementaires bourgeoises, elle n'aura rien imposé du tout.

Mais ce pseudo-radicalisme fait vite place au réformisme clairement affiché. Nous lisons en 1985 : «La classe ouvrière elle-même doit former un gouvernement(...) pour réorganiser la société sur une nouvelle base socialiste. Sinon, nous allons vers la barbarie. Tout ceci est contenu dans notre mot d'ordre gouvernement ouvrier. Les élections à venir sont en fait axées sur cette question.» (16)

Le gouvernement ouvrier qui réorganisera la société sur une base socialiste...sortira donc bêtement du cirque électoral. Vers les réformistes, le POS tourne son vrai visage de parti réformiste. Aux révolutionnaires qui ont compris que ce verbiage est creux, ils diront qu'il n'exprime nullement leurs pensées les plus profondes : «Un gouvernement des grands partis ouvriers n'offre en soi aucune garantie.» (17)

Que répondre à cette mascarade? Simplement que le programme et la stratégie du PS-SP offrent des *garanties* suffisantes, que son passage au gouvernement servira à consolider la société capitaliste. Et

que la propagande réformiste des trotskystes offre, elle aussi, la *garantie* que les illusions dans la social-démocratie se maintiendront. Les trotskystes continuent :

«La lutte pour un gouvernement ouvrier doit aller de pair avec l'élaboration par le mouvement syndical, d'un plan anti-capitaliste (sur la base de la nationalisation des banques, holdings et secteurs-clés de l'économie, sans indemnisation)» (18)

Que veut dire «doit aller de pair»? Dans ce genre de formules floues se trouve tout le savoir-faire trotskyste. D'abord, il y a un constat simple à faire : ça ne va PAS de pair... Le mouvement syndical n'a même pas encore entamé la discussion sur le mot d'ordre de l'expropriation des monopoles, il n'est donc pas question que ce mot d'ordre soit mis à la base d'un programme gouvernemental élaboré par les syndicats. L'adoption de ce mot d'ordre anticapitaliste, prouverait que nous avons à faire à un gouvernement ouvrier authentique qui aurait, sur ce point, le soutien décidé des communistes. Seulement dans la réalité politique que nous vivons, la social-démocratie n'adopte nullement le mot d'ordre de l'expropriation du grand capital mais bien au contraire, celui de son renforcement et de sa dynamisation c'est ce gouvernement ouvrier mystificateur que les trotskystes soutiennent en fait. En 1984, le POS nous apprenait que le gouvernement ouvrier *«doit aller de pair»* avec l'adoption du mot d'ordre d'expropriation du capital. Une année plus tard, ce n'était plus nécessaire : en 1985 le gouvernement ouvrier sera soutenu *«sans poser de conditions»* ! S'adressant aux ouvriers socialistes à l'occasion du 1 Mai, le POS déclare vouloir *«lutter coude à coude pour des revendications communes. Nous vous proposons de lutter ensemble pour un gouvernement ouvrier Dans ce domaine, nous ne posons pas de conditions.» (19)*

Un gouvernement ouvrier *«n'aurait pas les mains libres pour faire ce qu'il veut, mais il devrait tenir compte de l'action directe et de la volonté de la classe ouvrière» (20)*

Rien que de belles paroles pour enjoliver une réalité fort désagréable : ce dont le gouvernement réformiste devra tenir compte, c'est de la volonté et des intérêts du capital monopoliste. Dès qu'un gouvernement social-démocrate arrive au pouvoir, il a les mains liées par les lois de l'économie capitaliste qu'il promet de gérer efficacement. Ses mains seront tout à fait libres par rapport aux promesses électorales démagogiques qu'il a faites. L'action *directe* des ouvriers pour la défense de leurs intérêts, sera d'autant plus faible, que leur démoralisation sera plus forte, à la suite de l'effondrement de leurs illusions entretenues par les trotskystes. Le journal trotskyste écrit : *«Le programme du PTB dit : Faites payer la crise aux riches. C'est un bon mot d'ordre. Mais les masses demandent : qui réalisera cela? Quel gouvernement? Ici, le PTB n'a pas de réponse.» (21)* *«Si vous voulez défendre de façon crédible des revendications radicales, il faut dire aussi quel gouvernement les réalisera. Seule la perspective d'un gouvernement ouvrier permet de défendre un programme radical de façon conséquente, constante et crédible.» (22)* *«Seule la perspective d'un gouvernement ouvrier peut contrer la division et la confusion, susciter enthousiasme et espoir et forger l'unité des ouvriers» (23)* Les trotskystes veulent nous faire croire que des revendications révolutionnaires seront réalisées par un gouvernement de défense du capitalisme et de l'impérialisme. Et ils présentent cette trouvaille comme le comble de la crédibilité! Aujourd'hui, la social-démocratie belge n'englobe pas un seul point radical dans son programme; mais pour les trotskystes, pousser la social-démocratie au pouvoir, revient à défendre de façon conséquente un programme radical! Et le POS affirme qu'un gouvernement Spitaels-Claes-Martens-Maystadt (c'est-à-dire PS-SP-ACW-MOC) mettra fin à la confusion et suscitera enthousiasme, espoir et unité. Après pareil éloge du réformisme, faut-il s'étonner que depuis 1968, des centaines de membres et sympathisants du POS soient passés à la social-démocratie?

Le Gouvernement Ouvrier en France.

De 1972 à 1977, le PCF a adopté la ligne de l'Union de la gauche, souscrivant à un Programme commun avec le PS. Les trotskystes français de la Ligue Communiste Révolutionnaire ont soutenu

cette «stratégie pour la lutte pour le pouvoir» qui devrait aboutir à l'instauration du gouvernement ouvrier.

Constatant qu'il avait laissé l'initiative à la social-démocratie, le PCF demanda en 1977 une radicalisation du Programme commun. Dans leur historique consacré à cette période, les trotskystes écrivent: «*Septembre 1977 : rupture de l'Union de la gauche, à l'initiative du PCF, sous prétexte de "réactualisation" du Programme commun.*» (24)

D'après son programme, son activité, la nature de classe de ses cadres, le PS est un parti bourgeois réformateur. Néanmoins, les trotskistes français écrivent en 1980 que «*la classe ouvrière (...) voyait dans la victoire de (L'Union de la Gauche) une perspective politique*» (25). Les trotskystes insistent sur la nécessité de rétablir l'unité. «*Il n'est pas de stratégie valable pour la lutte pour le pouvoir si elle ne vise pas à réaliser l'unité d'action de la classe.*» «*L'unité d'action (doit) dans les conditions présentes, prendre notamment la forme du front unique du PC et du PS.*» (26)

A ce moment, les trotskystes n'ignorent pas que le PS mène précisément sur le thème de l'unité, une campagne qui vise à lamener le PC. Le PS veut ligoter le PCF à un programme purement réformiste et les réticences du PC sont exploitées par les trotskystes pour dénoncer son sectarisme, sa politique de division de la classe ouvrière, son soutien "indirect" à Giscard. Pierre Frank, dirigeant de la Quatrième Internationale, note : «*Mitterrand a compris (...) que la bourgeoisie française avait besoin d'un fort parti socialiste (...) car le PC, bien que réformiste, ne présentait pas de garanties suffisantes.(...) Il a compris aussi qu'un fort parti socialiste devait se tourner vers le PC pour remonter le courant, pour rééquilibrer le rapport de forces et ensuite pour surclasser ce parti.*» D'où la tactique de Mitterrand vis-à-vis de son adversaire communiste : «*se maintenir encore plus près du PC en politique intérieure et continuer à se dire favorable à l'Union de la gauche.*» A ce propos, Mitterrand se démarque de la politique ouvertement droitiste que prône Michel Rocard parce qu'il comprend parfaitement que celle-ci pourrait, à l'heure actuelle, créer «*une scission dans le PS même*». Faisant un effort pour coller autant que possible au PC, Mitterrand dénoncera le sectarisme de ce dernier ainsi que «*la politique qu'il qualifie d'insensée de la direction du PC*». (27) Notons ici que les trotskystes savent donc parfaitement que c'est la bourgeoisie française qui a besoin d'un Parti Socialiste fort pour enrayer l'influence communiste. Et ils savent aussi que le PS se tourne vers le PC et prône l'unité avec lui, dans le but de miner et d'affaiblir ce parti et de le surclasser.

Ce qui mérite surtout attention, c'est la tactique des trotskystes vis-à-vis du Parti Communiste Français.

Pour les trotskystes, le PCF commit en 1972 le crime de signer le Programme commun, puis en 78 il y ajouta un deuxième crime, celui de ne plus se contenter du Programme commun, d'exiger un programme plus radical et, devant le refus du PS, de rompre l'union. «*Signé en 1972, le Programme commun (...) donnait au PCF une perspective gouvernementale par l'alliance scellée avec le PS. Il allait permettre à ce dernier, discrédité et affaibli (en 1969, le candidat socialiste aux élections présidentielles, avait rassemblé moins de 5 % des suffrages), de se reconstruire comme parti ouvrier.*» (28) Le PC commet donc le crime de relancer une social-démocratie pourrie et discréditée. Lorsqu'en 1977 intervient la rupture entre le PC et le PS, les trotskystes s'en prennent violemment au PC : «*Le PCF doit se différencier, réaffirmer qu'il occupe une place à part (...) en retrouvant une continuité qu'il prétend révolutionnaire.(...) Pour atteindre ces objectifs, il faut casser le PS. C'est aujourd'hui le but essentiel du PCF.*» (28) Le PC commet donc le crime de vouloir casser la social-démocratie... Les trotskistes sont d'avis que les communistes français, dans leur sectarisme criminel anti-PS, font en fait le jeu de ... Giscard !

«*Quand on déclare urbi et orbi que le PS au pouvoir ne ferait pas une autre politique que Giscard, quand on lutte pour «l'unité de la classe ouvrière» seulement derrière le PCF et contre le PS, il est évident que i on veut convaincre les travailleurs que Mitterrand et Giscard, c'est bonnet blanc et blanc bonnet et c'est au fond marquer sa préférence pour la réélection de Giscard.*» (29) Quand le trotskyste

belge Frank Slegers affina ces analyses, il leur donna le ton grossièrement anti-communiste que nous lui connaissons. *«La division a toujours été une arme pour affaiblir la classe ouvrière et pour briser des possibilités de lutte anti-capitaliste. C'est précisément la raison pour laquelle le PCF a rompu le Front Commun en France.»* (30)

Après 1977, le PCF effectue un retour à certaines positions de classe plus nettes. Les trotskistes y verront une occasion de redoubler leurs attaques contre le «stalinisme».

«Réaffirmant son identité, il (le PCF) prend ses distances avec l'eurocommunisme, dont il s'était réclamé à l'époque de l'Union de la gauche. Dès lors, le PCF s'arc-boute sur l'Union Soviétique, réaffirme sa filiation historique, son existence comme courant «révolutionnaire» face à la social-démocratie; l'appareil redivise le monde en deux camps : l'impérialisme et la social-démocratie d'un côté, l'URSS, le «camp socialiste» et le PCF de l'autre. Quelle place y aurait-il en effet pour un parti qui aurait rompu ses amarres avec le stalinisme, qui aurait perdu sa spécificité.» (31)

S'éloigner des conceptions réformistes extrêmes de l'eurocommunisme, soutenir l'Union Soviétique, revendiquer l'histoire du mouvement communiste international, affirmer que la social-démocratie défend le système impérialiste : voilà ce que les anticommunistes classent sous le dénominateur commun de «stalinisme», voilà ce que les trotskistes combattent.

Aux yeux des trotskistes français, le PC, en radicalisant ses positions, ne fait que de la surenchère : le PCF essaye de *«compenser par une surenchère et un discours de gauche sur le terrain social, l'absence de perspectives politiques.»* (32) Le point-clé de cette surenchère démagogique dont les trotskistes veulent se démarquer, est la revendication de la nationalisation de 23 groupes industriels et bancaires, soit 14 de plus que le Programme commun de 1972 qui en prévoyait 9.

Après avoir critiqué ainsi le PCF à partir d'une position de droite, la Ligue Communiste Révolutionnaire se hâte de lancer aussi des critiques de gauche : le programme du PCF n'est que *«du réformisme le plus traditionnel... il n'est bien sûr pas question de l'expropriation du capital et de la destruction de l'appareil d'Etat.»* (32) Ainsi on peut constater comment les trotskistes s'efforcent d'entraîner aussi bien les réformistes que les révolutionnaires inconséquents.

Quel est l'aboutissement final de tous ces raisonnements lourdement assaisonnés de paroles révolutionnaires? La LCR appuie la social-démocratie et mène son combat principal contre le PCF !

En effet, un appel lancé à Marseille par des militants du PS, de la LCR, de groupes chrétiens et du PC, est propagé largement par la Quatrième Internationale :

«1. Tout faire pour que Giscard soit battu;

2 Le programme de la CGT doit servir à dénoncer la droite et non à alimenter la division;(...)

4 La CGT doit (...) oeuvrer pour que le PC et le PS gouvernent ensemble.» (33)

Cet appel qui fait abstraction du programme sur lequel l'unité doit être construite, reprend point par point, la ligne adoptée par Mitterrand pour effriter et marginaliser le PCF.

D'ailleurs comme preuve du *«niveau de conscience du courant qui est en train de se constituer»*, les trotskistes citent avec approbation les paroles d'un permanent syndical qui a déclaré : *«N'ayez pas peur de tomber dans l'anti-communisme en regardant le stalinisme comme l'ennemi numéro un. Notre prétendu anticommunisme n'a rien à voir avec celui des bourgeois.»* (33)

Finalement les trotskystes font croire que leur ligne de soutien à la social-démocratie, leur ligne du «gouvernement ouvrier», offre **en perspective de magnifiques combats ouvriers**. «Une défaite de Giscard sera un encouragement formidable pour le renforcement des syndicats, pour l'action, la mobilisation, l'unité syndicale». Elle donnerait un élan indiscutable aux luttes des travailleurs.»(34)

Après l'élection de Mitterrand comme président de la république, le 10 mai 1981, les trotskistes continuent à **diriger leurs attaques contre le PCF**, à mettre l'accent sur la défaite du PCF, causée par sa politique «sectaire» et anti-unitaire) :

« La force de Mitterrand (...) c'est qu'il est apparu comme celui qui (...) s'est efforcé de maintenir, malgré les attaques du PCF, la ligne d'Union de la gauche. Ainsi, il a pu donner une image de marque unitaire au PS, face au PCF qui déchaînait la division». C'est le PCF qui a déclenché cette logique infernale de la division et de l'impuissance».(35) Ainsi donc le PS, pauvre victime des «attaques» des staliniens, a eu le mérite de maintenir la ligne de Union de la gauche!

Mais sa conception «unitaire» n'est pas le seul mérite que s trotskystes reconnaissent au PS ! «Le PS (...) est apparu mime un parti plus démocratique, bénéficiant même de ses polémiques internes».(36) Les polémiques au sein du PS ont pour objet de trouver la meilleure politique et la meilleure tactique pour renforcer l'impérialisme français; comme tous les bourgeois, les trotskystes y voient la preuve du caractère «démocratique» du PS, par opposition bien sûr, au caractère «stalinien» de tout parti communiste...Dans une rétrospective écrite en 87, le chef des trotskistes belges, Vercammen, revient sur la politique Union de la gauche qui a conduit au renforcement du PS î cours des années 70. «Le PCF réagissait par une politique sectaire anti-PS. Mal lui en prit ! Des centaines de milliers de personnes avaient compris que le PCF, tout comme le PS, était un parti réformiste, mais moins efficace beaucoup plus brutal que les socialistes. En plus le PCF était stalinien. Le PCF chute et se retrouve aujourd'hui en dessous de la barre des 10 pourcent». (37)

Après la victoire de Mitterrand, les trotskistes espéraient assister à une aggravation des contradictions au sein du PCF et à une accentuation de son déclin. « Le PCF paye au prix fort d'avoir pris le risque d'être artisan de la défaite».» Le PC a payé le prix de sa politique de division». "Le déclin du PCF, amorcé en 1968, s'approfondit. Les pertes du PCF correspondent à ses gains pour les socialistes ou l'extrême gauche». «Les conséquences qui en découlent sont multiples : la recomposition du mouvement ouvrier va s'accélérer, les contractions internes du PCF vont s'aggraver, les débats au sein de la CGT, dont la direction s'est soumise sans vergogne à la politique du PCF, vont se développer».(38) En juin 1981, les trotskistes défendent le mot d'ordre du gouvernement ouvrier PS et PC «sans politiciens bourgeois, ni radicaux, ni gaullistes». Ce qui veut dire en toute logique que les trotskystes considèrent Mitterrand comme un président ouvrier et non pas comme un président bourgeois. En plus, le caractère «ouvrier» du gouvernement formé autour du PS ne saurait être alterné que par l'introduction de politiciens bourgeois, appartenant au Mouvement des Radicaux de Gauche. Mais, comme tout le monde pouvait le savoir d'avance, Mitterrand introduira dans son premier gouvernement, formé avant les élections législatives, des hommes comme Michel Jobert et Maurice Faure qui ont déjà servi dans des gouvernement de la droite classique. Après cette "trahison" des sociaux-démocrates, ce sont encore les communistes qui subiront les foudres de la LCR. La présence des quatre ministres «non ouvriers», permet aux trotskystes le développement suivant :»Mitterrand pourrait être disposé à nommer des ministres communistes après les législatives (...) La participation du PCF au gouvernement indiquerait que les communistes sont prêts à gérer la crise». (38) Pauvre PC : s'il refuse la main tendue de Mitterrand, il divise la classe ouvrière et fait le jeu de la droite; s'il l'accepte, il gère la crise du capitalisme...

Après le 10 mai 81, les trotskystes ont concentré leurs attaques contre le «sectarisme criminel» du PCF et prôné un gouvernement PS-PC.

Une fois ce «gouvernement ouvrier» réalisé, la Quatrième Internationale écrira sans sourciller dans son bilan des 120 premiers jours du gouvernement Mauroy, que celui-ci est... payé par l'impérialisme

américain : *«Le gouvernement Mitterrand s'est d'abord souvenu que son partenaire naturel, l'impérialisme américain, avait à plusieurs reprises financé les gestions social-démocrates du système capitaliste».* (39) La LCR critique le fait que le gouvernement Mauroy ne nationalisera pas 9 grands groupes comme promis dans le programme commun, mais seulement 5 et encore uniquement les maisons mères. *«Quant à l'indemnisation, Mauroy s'enroue à force de répéter qu'elle sera équitable».* (39) L'opération d'indemnisation pourrait être juteuse pour les groupes industriels et financiers, concluent les trotskistes. Puis *«c'est à une politique extérieure plus alignée que jamais sur Washington que nous assistons».* (39)

Après avoir dit tout ça, les trotskistes appellent le PS et le PC à la mobilisation afin de réaliser «tes mesures les plus urgentes», parmi lesquelles figurent la nationalisation de «l'ensemble des secteurs clés de l'économie» sous une condition ainsi précisée : *«pas un sou d'indemnité pour les gros actionnaires des entreprises nationalisées».* (40) On se rappelle que le PCF avait avancé en 1977 des revendications beaucoup moins radicales qui ont été refusées catégoriquement par le PS. Les trotskistes attaquaient à ce moment le sectarisme démentiel du PCF...

Une fois que le PCF s'est laissé enfermer dans le carcan gouvernemental, comme le souhaitaient ardemment les trotskistes, ces derniers ont eu toute facilité de se moquer de la gymnastique bizarre à laquelle est astreint le PCF.

«Ne pouvant s'affirmer comme parti de lutte, le PC est contraint, comme parti de gouvernement, à une gymnastique incommode : il doit se différencier du PS et apparaître comme un partisan résolu et énergique du changement, un adversaire de la droite qui fait contrepoids aux partisans d'un compromis avec elle. Cela se traduit par un radicalisme verbal, une surenchère apparemment «de gauche» et l'abstention des députés communistes au Parlement sur certains votes mineurs.» (41)

A ce moment même, le PCF avait entamé une autocritique sur sa politique et sur sa tactique qui ont conduit à son affaiblissement au profit du PS. Il écrit notamment (cité dans Inprécors) : *«Le programme commun effaçait la différence entre les deux partis, il semait des illusions sur le PS (...), cela poussait au vote socialiste identifié au vote utile, même par des électeurs communistes.»* Un membre du CC déclara : *«La seule présence d'un programme commun dédouanait le PS sur sa gauche et il en avait bien besoin. L'originalité, l'identité du PC se dissolvait».* (41) Contre cette ligne, les trotskistes soutiennent des fractions de droite dans le PCF qui veulent liquider plus complètement les thèses marxistes-léninistes et se rapprocher plus de la social-démocratie. Il s'agit entre autres de Rencontres Communistes, animées par Henri Fiszbin. *«Ce courant, écrivent les trotskistes, partisan de l'Union de la gauche, critique l'abandon du Programme commun et la politique de division du PC avant le 10 mai 1981. Il touche de larges franges de militants sensibles à la bataille démocratique qu'il mène.»* (41) Les réformistes du PC qui s'en tiennent au programme commun, reçoivent les félicitations de ces mêmes trotskystes qui ont sommé la direction du PCF de mobiliser pour l'expropriation sans indemnisation de tous les secteurs clés... En même temps les trotskistes concentrent leur feu contre ceux qui, au sein du PCF, maintiennent certaines positions marxistes-léninistes.

«Les néo-staliniens attaquent la présence des ministres communistes «dans un gouvernement social-démocrate (...) qui est un gouvernement de la bourgeoisie». Ils concentrent leurs critiques sur la politique intérieure qui n'est qu'un «nouvel aménagement du système» et sur la politique internationale du gouvernement «entièrement dominée par l'antisoviétisme». (41) A la même époque, les trotskistes rejoignent la campagne que la droite et la social-démocratie mènent avec une vigueur toute particulière pour soutenir Solidarnosc et pour dénigrer l'Union Soviétique, dans le but de marginaliser le PCF en France. Ils espèrent aussi que *«le développement des luttes ouvrières»* en France, mettra en difficultés la direction du PCF qui a les mains liées par la solidarité gouvernementale. Constatant avec joie que *«les événements de Pologne ont considérablement aggravé les difficultés du PC»*, les trotskistes souhaitent *«que l'étau se resserre encore, que la crise s'accroisse».* (41) Et effectivement, la LCR continuera à soutenir toutes les fractions opportunistes au sein du PCF, dans l'espoir d'assister à l'éclatement total de ce parti. En juin 84, lors des élections

européennes, le PCF n'obtient que 11 % des voix. Le PCF sort du gouvernement Pour les trotskystes, tous les efforts du PCF tendent désormais à sauver «l'appareil du parti».

«Un tel déclin (...) tend à engager le PCF dans un processus de marginalisation politique.(...)L'enjeu est bien la sauvegarde de l'essentiel, c'est-à-dire de l'appareil du parti». (42)

Dans ces circonstances, les trotskistes ont apporté leur soutien au «courant dit rénovateur, représenté par Pierre Juquin, membre du bureau politique(...) S'inspirant de l'exemple du Parti Communiste Italien, les dirigeants représentatifs de ce courant prônent une plus grande prise de distance avec les pays «socialistes», la démocratisation du parti et une orientation d'inspiration ouvertement eurocommuniste». Mais les trotskistes critiquent la démarche insuffisamment conséquente de Juquin : «Il aurait fallu assumer toute la logique de cette démarche et mener la bataille devant les militants pour le maintien de l'alliance avec le PS et la condamnation de la sortie du gouvernement. Toutes choses que les rénovateurs étaient incapables de faire».(42) Ici encore, la tactique de la LCR apparaît avec limpidité : quoique le PS ait fait amplement la démonstration de son caractère de parti impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste, elle soutient ceux qui veulent s'accrocher à la social-démocratie; elle appuie les courants sociaux-démocrates, pro-PC italien au sein du PCF; elle pousse dans le sens de l'antisoviétisme. Lorsqu'en 1987, Juquin organise au sein du PCF une fraction, une «organisation dans l'organisation du PCF» comme le disent les trotskystes, ces derniers décident d'établir à tous les niveaux des liens avec cette opposition. (43) «Krivine espère que l'opposition aboutira à la rupture avec le PCF. Ceci est important pour la LCR». En cas de «rupture massive entre l'opposition et le PCF», les trotskistes français envisagent «l'éventualité de l'édification d'une organisation commune».(AU) Ce qui intéresse les trotskistes dans le cas du groupe Juquin, c'est son orientation vers la rupture avec l'Union Soviétique et vers l'éclatement du PCF. Que Juquin suive une orientation eurocommuniste et donc social-démocrate, ne pose pas problème à la Quatrième Internationale. Mandel a écrit tout un livre contre l'eurocommunisme pour se donner des airs révolutionnaires et pour porter des coups aux partis communistes. Mais Mandel peut proposer de créer «une organisation commune» avec n'importe quel courant eurocommuniste, pourvu qu'il aide à développer l'antisoviétisme et à diviser le mouvement communiste international. Ainsi Krivine notera que Juquin veut «renverser le capitalisme de façon progressive, pas à pas. Ceci vaut une discussion.» (43) La même orientation politique adoptée par le PCF, vaudrait de la part des trotskistes une condamnation sans appel du «réformisme stalinien». Mais avec les fractionnistes et scissionnistes du PCF, les trotskystes se proposent de discuter amicalement sur leurs intentions de renverser progressivement le capital...

Après deux ans de «gouvernement ouvrier» en France, les trotskistes en arrivent à faire des analyses fort pertinentes. «La politique menée depuis deux ans par les partis au pouvoir explique bien la désorientation de nombreux secteurs ouvriers qui ont aujourd'hui l'impression d'avoir été trompés et que ce gouvernement qu'ils ont contribué à élire, "fait la même chose que la droite"».(44) On se rappelle que les trotskistes ont mené en 1980 une campagne féroce contre les «staliniens», ces agents de Valéry Giscard d'Estaing, qui avaient osé affirmer qu'un gouvernement PS ne ferait pas autre chose que la droite. On se rappelle aussi que les trotskistes se sont battus avec acharnement pour le gouvernement ouvrier qu'ils peignaient dans les plus belles couleurs, quoique son programme devrait nécessairement tromper et désorienter les ouvriers.

Si les trotskistes dénoncent maintenant la politique de Mitterrand qui

«détruit l'espoir de millions de travailleurs»(45), c'est toujours dans le but d'ajouter de nouvelles attaques à la campagne sans relâche qu'ils mènent contre le Parti Communiste. «La victoire de 1981 (a été) suivie par trois années de participation du PCF à un gouvernement de collaboration de classes» (46)

Pendant des années, les trotskistes ont attaqué le PCF parce qu'il se montrait réticent à participer à un gouvernement à dominante PS présenté comme gouvernement ouvrier par la LCR. Mais le PCF,

entraîné dans le gouvernement ouvrier par l'avant-garde trotskyste, s'entend maintenant expliquer par ces mêmes avant-gardistes, qu'il se compromet honteusement dans un gouvernement de collaboration de classe !

A bas le Front Populaire et vive l'unité !

En 1935, Hitler et Mussolini tiennent fermement le pouvoir en Allemagne et en Italie. Ce dernier pays se lance dans la guerre pour la conquête de l'Ethiopie : première salve en Europe annonçant la deuxième guerre mondiale. Partout la droite fonce, le fascisme monte. En France, Laval, le futur collabo, dirige le gouvernement.

Face au danger fasciste, le Parti Socialiste, le Parti Radical et le Parti Communiste rendent public un programme commun, le 12 janvier 1936. En voici quelques points essentiels : désarmement et dissolution effective des formations para-militaires fascistes. Application et respect du droit syndical pour tous; respect du droit des femmes au travail. Prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans. Collaboration internationale dans le cadre de la Société des Nations (l'ONU de l'époque) pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression. Nationalisation des industries de guerre. Restauration de la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise. Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire. Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique.

Aux élections du 3 mai 1936, le Parti Socialiste (*S.F.I.O.*) obtient 147 sièges, d'autres formations sociales-démocrates 51, le Parti Radical 106 et le Parti Communiste 72. Ces formations, constituant le Front Populaire, totalisent 376 sièges contre 238 à la droite.

Le Parti Communiste décide de soutenir le gouvernement du Front Populaire mais de ne pas y participer : le gouvernement pourra dans les circonstances présentes introduire certaines réformes démocratiques, mais il n'aura pas un caractère révolutionnaire. Au VIIe congrès de l'Internationale Communiste, Dimitrov avait indiqué que les communistes pouvaient participer à un gouvernement de Front Populaire *«lorsque l'appareil d'Etat de la bourgeoisie est déjà suffisamment désorganisé et paralysé»* et *«lorsque les masses se dressent impétueusement contre le fascisme et la réaction»*. Ce n'était pas encore le cas en France en 1936.

Le gouvernement Blum, à majorité socialiste, n'est pas encore formé, lorsqu'une grève générale se développe spontanément et entraîne 2 millions de travailleurs, début juin. La grève se termine par d'importantes conquêtes ouvrières : la semaine de quarante heures, deux semaines de congés payés, la généralisation des contrats collectifs, la liberté syndicale entière et l'élection de délégués du personnel dans les entreprises de 10 personnes au moins. Pendant toute la grève, la droite et les fascistes ont mené des campagnes anti-communistes hystériques; les radicaux et certains sociaux-démocrates ont vacillé. Installé en Norvège, Trotsky écrit le 9 juin : *«Les journées de mai-juin 1936 sont le signe de la première vague puissante de la révolution prolétarienne»*. En fait, l'armée, la police, l'appareil de répression ne sont même pas ébranlés. Les classes moyennes ne sont nullement prêtes à suivre une lutte révolutionnaire, ni même à la tolérer. Une quelconque tentative de prise de pouvoir par le Parti Communiste aurait été une aventure contre laquelle se seraient dressés non seulement la droite, mais aussi les réformistes et probablement des troupes allemandes et italiennes. La position du Parti Communiste ne fut point facile : il fallait éviter l'aventurisme et les revendications immédiates irréalistes, tout en maintenant les perspectives et l'esprit révolutionnaire. La CGT où l'influence communiste croît, passe d'un million à quatre millions d'adhérents. Le PC avait 131.000 membres en mai 36, il en compte 280.000 en novembre. Fait nouveau : il dépasse le PS qui registre 200.000 adhérents.(47)

Voyons maintenant comment, dans cette situation de menace fasciste en France et d'agressivité croissante de la part de l'Allemagne et de l'Italie, Trotsky concevait la question de l'unité avec la social-démocratie et le parti communiste, unité si chère au POS, adepte du «gouvernement ouvrier».

Dans son Programme de Transition de 1938, aujourd'hui encore la base doctrinaire des groupes trotskistes, il écrit *«Le passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays «démocratiques» a créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. La politique conciliatrice des «Fronts Populaires» voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les «Fronts Populaires» d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.» «La IVème Internationale jouit dès maintenant de la haine méritée des staliniens, des sociaux-démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. Elle n'a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts Populaires.»(48) Quelques mois auparavant, il avait déjà noté «En France, le fascisme peut remplacer la démocratie, même avant le déclenchement de la nouvelle guerre : en tout cas, les gouvernements de Front Populaire font tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter ce changement.» (49)*

En France, le PC développa la politique du Front Populaire, pour influencer la grande masse des membres et cadres du PS. Mais il devait tenir compte du fait que les courants de droite et d'extrême-droite étaient très influents à la direction de ce parti. En 1936 déjà, le gouvernement du socialiste Blum adopta une politique de non-intervention dans la guerre civile espagnole, permettant aux fascistes, soutenus par les armées de Hitler et de Mussolini, d'écraser le gouvernement légal et le Front Populaire qui le soutenait. Des dirigeants du PS comme Paul Faure et Marcel Déat collaboreront quatre ans plus tard avec les nazis.

L'histoire a prouvé que la guerre d'Espagne a constitué une préparation directe à la deuxième guerre mondiale. Une défaite des fascistes espagnols aurait pu changer le cours de l'histoire.

C'est avec rage que Trotsky a combattu l'unité antifasciste des forces républicaines qui, les armes à la main, ont essayé de barrer la route à Franco. *«Au cours de la première entrevue avec M. Herring, je ne lui ai donné aucun espoir d'une victoire militaire véritable de ceux qu'on appelle les «républicains», parce que leur programme est le même que celui de Franco (...) Des deux côtés, on a un régime militaire. Le programme social est le même. C'est la raison pour laquelle les paysans et les ouvriers sont devenus indifférents à la guerre civile.» (50) Voilà les propos que Trotsky tenait le 27 juillet 1937. Poussant plus loin ses «analyses» voici comment Trotsky voit, le 23 août 1937, l'avenir du gouvernement républicain, dirigé par Negrin Lopez Juan. «L'aide la plus précieuse pour le général Franco, lui est donnée par Negrin et son allié Staline.(...) Le gouvernement Negrin-Staline, qui mène la lutte à l'arrière contre les ouvriers et les paysans, est incapable de remporter la victoire sur le front. Mais même si on admet que Negrin l'emportera sur Franco, une nouvelle dictature militaire, différant peu de celle de Franco, naîtrait d'une telle victoire purement militaire. Sans révolution sociale, la victoire du fascisme ou d'un militarisme semi-fasciste est parfaitement inévitable, indépendamment de l'issue des opérations militaires. Si la guerre civile se prolonge longtemps sous sa forme actuelle, face à l'indifférence croissante des masses de la nation, elle peut se terminer par la démoralisation des deux camps en guerre et une réconciliation au sommet des généraux, avec comme objectif l'établissement d'une dictature militaire en commun.» (51)*

Ainsi Trotsky en arriva à des aberrations extrêmes, à des prises de positions provocatrices qui ne pouvaient que servir les franquistes. C'était la conséquence logique de sa haine aveugle du mouvement communiste international. Au moment où la révolution prolétarienne n'était pas à l'ordre du jour mais que le fascisme et la guerre menaçaient, Trotsky invoqua la «révolution» pour combattre l'unité anti-fasciste. Aujourd'hui que le réformisme déferle et que la révolution n'est pas «à la mode», les trotskystes prônent l'unité avec la direction de la social-démocratie, complètement engagée dans la défense du capitalisme et de l'impérialisme, sous le prétexte de soutenir un «gouvernement ouvrier».

Adieu Trotsky, retour à Lénine.

A la suite des campagnes anti-communistes que nous subissons depuis la moitié des années 70, la lecture de Lénine n'est plus à la mode. Il suffit que l'on mette un texte de Lénine sous les yeux de certains pour qu'ils s'insurgent contre la manie des citations et contre le dogmatisme. Pourtant ces gens sont capables de vous jurer qu'ils développent de façon créatrice le marxisme. Ils ressemblent à des psychiatres qui prétendraient développer la psychanalyse, mais refuseraient avec dédain de lire les oeuvres de Freud pour se préserver du dogmatisme. Quant à nous, nous sommes d'avis que la position et la méthode que Lénine adopte dans ses analyses, sont toujours une source intarissable d'inspiration pour les révolutionnaires.

Le POS prétend que Lénine est son maître à penser. Il semble intéressant de nous demander si l'approche et la démarche politiques qui sont à la base de la ligne de soutien au «gouvernement ouvrier», correspondent à la pensée de Lénine.

En 1907, sous le régime féodal tsariste, s'est développée dans le mouvement socialiste en Russie une polémique autour du mot d'ordre : pour un gouvernement cadet issu de la Douma. Il existe un certain parallélisme entre ce mot d'ordre et celui du gouvernement ouvrier dont nous discutons.

Mais voyons d'abord les conditions concrètes de la Russie en 1907.

En mars-avril 1906, le régime tsariste organisa pour la première fois dans l'histoire, des élections pour une assemblée nationale, la Douma d'Etat. Les femmes et certaines catégories de travailleurs n'avaient pas le droit de vote. Les propriétaires fonciers et les classes possédantes des villes, pouvaient choisir un nombre plus élevé de députés que les paysans et les ouvriers. Sur 524 députés, on comptait finalement 204 représentants de la paysannerie, 179 cadets (membres du parti constitutionnel dirigé par la bourgeoisie anti-tsariste), 18 socialistes. Les cadets formaient le parti d'opposition le plus important. Les Lois fondamentales, publiées en 1906, affirmaient que «le pouvoir suprême autocratique de l'Etat appartient à l'Empereur». Le Tsar nommait et révoquait les ministres mais il gardait aussi l'essentiel du pouvoir législatif.

Les bolcheviques défendaient avec constance leur programme révolutionnaire : insurrection populaire, gouvernement révolutionnaire provisoire, république et assemblée constituante, journée de 8 heures. Des bourgeois progressistes avançaient le mot d'ordre : pour un gouvernement issu de la Douma et responsable devant elle. Le gouvernement ne serait plus nommé par le Tsar et uniquement responsable devant ce dernier. Les cadets n'avaient jamais participé au gouvernement jusqu'à ces jours. Ce gouvernement cadet était donc un pas en avant par rapport à l'absolutisme tsariste. Les mencheviques proposaient de le soutenir comme une première «étape» vers le but : le renversement du tsarisme.

Lénine s'est opposé avec violence à ce que les socialistes soutiennent et reprennent ce mot d'ordre des bourgeois progressistes. Il exigeait qu'on fasse uniquement la propagande pour des revendications conséquentes, correctes, sans équivoques. Il montrait que les bourgeois libéraux s'opposaient au système tsariste, mais qu'ils n'appuyaient aucune forme de lutte révolutionnaire contre le régime. Si les cadets veulent se battre pour un gouvernement issu de la Douma et le réaliser, c'est leur affaire. S'ils y réussissent, les socialistes doivent tirer le meilleur profit de la situation ainsi créée, pour faire avancer la révolution. Mais il ne faut pas permettre que la confusion s'installe sur la question : qui veut réellement la destruction de l'autocratie et qui ne le veut pas? Or les cadets veulent «réformer» le système mais non pas l'éliminer. Soutenir les cadets sous le prétexte que c'est «une étape», c'est duper et corrompre les travailleurs. Il faut dénoncer la politique des cadets.

Malgré les différences apparentes dans les deux conditions historiques, il y a des ressemblances évidentes dans la façon d'aborder les mots d'ordre «gouvernement bourgeois progressiste» et «gouvernement ouvrier». Quelques extraits de l'oeuvre de Lénine illustreront ses positions et sa méthode :

«Toute réforme (...) marque un pas vers quelque chose de mieux. Mais toute réforme dans la société capitaliste a un caractère double. La réforme est une concession faite par les classes dirigeantes pour retenir, affaiblir ou étouffer la lutte révolutionnaire, pour diviser la force et l'énergie, pour obscurcir la conscience des classes révolutionnaires, etc.

C'est pourquoi la social-démocratie révolutionnaire, sans renoncer aucunement à utiliser les réformes dans le but de développer la lutte de classe révolutionnaire (...), en aucun cas ne «fait siens» les mots d'ordre bourgeois, bâtards et réformistes. (...) En effet, la véritable force qui engendre les réformes est celle du prolétariat révolutionnaire, de sa conscience, de sa cohésion, de sa fermeté inébranlable dans la lutte.

Ces qualités du mouvement de masse, nous les affaiblissons et les paralysons, en lançant dans les masses des mots d'ordre réformistes bourgeois. En cédant quelque chose de nos revendications révolutionnaires et de nos mots d'ordre (en mettant par exemple, «le gouvernement issu de la Douma» à la place de «le pouvoir du peuple» et de l'assemblée du peuple, comme, «une étape», etc.) sous prétexte de renforcer les chances de voir se réaliser cette mesure (...) nous sombrons en plein sophisme bourgeois. (...)

Nous affaiblissons par cela même, les chances de réalisation de la réforme puisque, en recherchant la sympathie de la bourgeoisie, qui n'accepte des concessions qu'à contrecoeur, nous affaiblissons la conscience révolutionnaire des masses, nous la corrompons, nous l'obscurcissons. Nous emboîtons le pas à la bourgeoisie dans ses arrangements avec la monarchie, nuisant ainsi au développement de la lutte révolutionnaire des masses (...) Il faut renforcer la propagande révolutionnaire dans les masses, lancer largement, déployer clairement nos mots d'ordre entiers, non tronqués, (...) Nous menons une politique indépendante et ne posons que les mots d'ordre visant à des réformes qui servent indiscutablement les intérêts de la lutte révolutionnaire et augmentent indiscutablement l'indépendance, la conscience et la combativité du prolétariat. Cette tactique seule nous permet de neutraliser les réformes venant d'en haut, toujours ambiguës, toujours hypocrites, toujours piégées par les bourgeois et la police.(...) Un ministère issu de la Douma ou ministère cadet, est le type même de ces réformes fallacieuses, équivoques et empreintes de zoubatovisme. Oublier que c'est là en réalité une tentative de transaction entre les cadets et l'autocratie, équivaut à remplacer le marxisme par la philosophie du progrès de la bourgeoisie libérale. En soutenant pareille réforme, en la mettant au nombre de nos mots d'ordre, nous affaiblissons la conscience révolutionnaire du prolétariat, son indépendance et sa combativité.» (52)

«La social-démocratie, en tant que parti de la classe d'avant-garde, ne peut, en aucun cas, soutenir actuellement la politique des cadets d'une façon générale, ni un gouvernement cadet en particulier. La social-démocratie doit concentrer tous ses efforts pour dénoncer aux masses cette politique de traîtres; elle doit leur expliquer les tâches révolutionnaires qui s'imposent, leur démontrer que c'est seulement grâce à l'action hautement consciente et fortement organisée des masses, que les concessions éventuelles de l'autocratie, au lieu de duper et corrompre, pourront assurer un développement ultérieur de la révolution.» (53)

«Pas un parti socialiste dans le monde n'a pu arracher les masses à l'influence des partis libéraux et radicaux qui se basent sur la mentalité de l'homme de la rue, sans un certain effort, sans une certaine résistance, sans le risque de la première expérience : qui, effectivement, défend la liberté, les cadets ou nous? S'il y a accord avec les cadets, le petit-bourgeois n'a pas besoin d'y penser. L'affaire a déjà été méditée par des politiciens, radicaux bavards et opportunistes social-démocrates, ils l'ont méditée à un rendez-vous avec les cadets. L'homme de la rue a évolué à gauche ... et cela nous suffit. Il est allé à gauche : c'est donc qu'il sera pour le «bloc de toutes les gauches»!» «L'alliance des cadets avec les "combattants de la révolution", loin de renforcer, affaiblirait les combattants, car leur travail est gêné par les cadets qui maintenant agissent directement contre toute lutte, contre tout mot d'ordre révolutionnaire.»

«La classe d'avant-garde doit mener en toute indépendance une lutte implacable, ne soutenant que ceux qui effectivement combattent et seulement dans la mesure où ils combattent.» (54)

En 1912 aussi, Lénine a polémique avec Trotsky qui envisageait de façon réformiste les mots d'ordre et les objectifs de la lutte.

C'était une période très dure de répression féroce et de dispersion des militants révolutionnaires. Les bolcheviques maintenaient l'organisation clandestine du parti et le programme révolutionnaire intégral. Effrayées par la terreur tsariste, les différentes tendances mencheviques voulaient créer un parti légal en sacrifiant le parti clandestin et son programme (insurrection, gouvernement révolutionnaire, république, assemblée constituante). En 1912, Lénine et les bolcheviques décidèrent de rompre définitivement avec les mencheviques qu'ils taxaient de «liquidateurs». A ce moment précis, Trotsky réunit un grand nombre de petits groupes mencheviques pour former le «bloc d'août» qui prétendait défendre l'unité de tout le parti social-démocrate contre le scissionniste et le sectaire Lénine.

Ce dernier écrivait ceci :

«Trotsky poursuit ainsi : 'La social-démocratie appelle le prolétariat à lutter pour la république. Mais pour que la lutte pour la république ne soit pas le mot d'ordre abstrait (!) d'une élite, il faut que vous, ouvriers conscients, appreniez pratiquement aux masses à comprendre la nécessité de la liberté d'association et à lutter pour cette revendication de classe essentielle. La phrase révolutionnaire sert à couvrir et à justifier les conceptions mensongères des liquidateurs et à corrompre ainsi la conscience des ouvriers.(...) N'est-il pas évident que c'est tout le contraire : c'est le mot d'ordre de "liberté d'association qui est "abstrait" et insensé si on le prend comme mot d'ordre "universel", sans le lier à celui de république? Il est insensé d'exiger la "liberté d'association de la monarchie tsariste si l'on n'explique pas aux masses que cette liberté est incompatible avec le tsarisme et que pour l'assurer, il faut la république.» (55) Rappelons que Zoubatov, le chef de la gendarmerie, avait en 1905 déjà réalisé une "liberté d'association" en autorisant des associations ouvrières purement économiques et discrètement encadrées par des agents secrets de la gendarmerie...

La démarche de Trotsky reprend l'idée de base du réformisme : soutenir le moindre "progrès", la moindre réforme, sous prétexte qu'elle est une «étape» vers des solutions plus radicales. Cette tactique des petits pas, des étapes vers les véritables buts du mouvement ouvrier, est appelée par Lénine la «tactique comme processus». En paroles et entre «gauchistes», on avance des revendications révolutionnaires; mais dans la pratique, envers les masses on soutient les mots d'ordre des réformistes comme «étapes vers...» Lénine disait :

«Un véritable opportuniste doit justement rester entre deux chaises, soutenir la «tactique-processus» (...), se laisser aller au gré du courant, brouillant les pistes et éludant toutes les questions de principe. (...) Pour être un véritable opportuniste, il faut ramper en réalité, dans notre comportement, dans le caractère de notre action,...mais en paroles, face au public, dans nos discours et nos écrits, nous devons (...) clamer bien haut contre les rampants, jurer nos grands dieux et affirmer sous la foi du serment que nous n'en sommes pas.» (56)

Sous la terreur, dans la dispersion, l'effritement, le découragement, nombreux étaient ceux qui voulaient se débarrasser des principes marxistes de l'organisation du parti, de son programme révolutionnaire, de sa base philosophique, c'est-à-dire du matérialisme et de la dialectique. Le «bloc d'août» organisé par Trotsky, regroupait précisément un grand nombre de ces liquidateurs. Lénine dit à propos de ce bloc:

«La cause la plus profonde de l'échec auquel ne peut manquer d'aboutir le nouveau bloc, quel que soit son succès auprès des éléments petits-bourgeois (...) consiste dans le fait que ce bloc est sans principes. C'est de plein droit, et non par hasard, que la théorie du marxisme, les "bases de principe" de toute notre conception du monde, de tout le programme de notre parti, de notre tactique, se sont

trouvée placées à l'une des premières places de toute la vie du parti. (...) Il faut de nouveau expliquer à ces masses les bases du marxisme, il faut de nouveau mettre en avant la défense de la théorie du marxisme.» (57)

Ludo Martens, 21 août - 7 novembre 1988.

Notes :

- (1) Lénine. La maladie infantile du communisme, **tome 32, p.80-81.**
- (2) Renard Claude : La conquête du suffrage **universel**, ed Jacquemotte, 1966, pages 53, 55, 56,119,123,**125** et **129.**
- (3) Lénine, Les enseignements de **l'insurrection de Moscou**, tome XI,p.172-173.
- (4) Quatre Premiers Congrès, Fac-similé, ed. Maspero, 1972, p.50.
- (5) Deutscher : Trotsky Tome 5, ed **10-18, 1980, p. 78.**
- (6) Trotsky : Terrorisme et communisme, éd.10-18, **1963, page 52-53.**
- (7) Congrès de Fondation, 1971, p.72; 76
- (8) LRT, Troisième Congrès, 1976
- (9) Rood Extra-Staking, supplément à **Rood 5 avril 1984)**
- (10) Rood, 25 avril 85, p.3.
- (11) Rood, 24 mai 1985, p.4; Rood 12 septembre **85**, p.9.
- (12) Rood, 24 mai 85, p. 5.
- (13) Supplément à Rood, 29 mars 1988.
- (14) Quatre Congrès, fac-similé, ed **Maspero, 1972, p. 158-159.**
- (15) Brochure : La vérité sur Cockerill-Sambre, **en néerl., p.47.**
- (16) Rood, 15août,p.8.
- (17) Rood 3 mai 84, p.3.
- (18) Bureau politique POS, Rood, 3 mai **84**, p.3.
- (19) Rood 25 avril 85, p.3.
- (20) Rood, 22 septembre 83,p.8.
- (21) Rood,12 septembre 85, p.9.
- (22) Rood, 24 mai 85,p.4.
- (23) Rood,25 avril 85,p.3.
- (24) Inprecor 4 mars 85, p.5.
- (25) Inprecor 3 décembre 1980, p.4.
- (26) Ibidem, p.7.
- (27) Ibidem, p.6
- (28) Inprecor 13 mars 81, p.3
- (29) Inprecor 3 déc. 80, p.5.
- (30) Rood, 27 mars 1981, p.9.
- (31) Inprecor, 13 mars 81, p.3.
- (32) Ibidem, p.4.
- (33) Ibidem, p.9.
- (34) Inprecor, 13 avril 1981, p.10 et 12
- (35) Inprecor 25 mai 1981, p.3-4.
- (36) Inprecor, 8 juin 81, p.4
- (37) Rood, 3 mars 87, p.II.
- (38) Inprecor, 8 juin 81, p. 4-5.
- (39) Inprecor 28 septembre 81, p. 13,16 et 17.
- (40) Ibidem, p.21.
- (41) Inprecor 8 fév. 82, p. 14, 15,17.
- (42) Inprecor 4 mars 1985, p.3, 5.
- (43) Rood28 avril 87, p.11.
- (44) Inprecor 14 mars 83, p.6.

- (45) Rood, 16 décembre 86, p.7.
- (46) Inprecor 7 janvier 1985, p.3.
- (47) Delperrié de Bayac, Histoire du Front Populaire, ed Fayard, 1972, p.154,194, 201,231,255.
- (48) Trotsky, Programme de Transition, sept. 1938; éd. août 46, p. 6-7 et 38. .
- (49) Trotsky, Oeuvres, tome 14, Publication de l'Institut Léon Trotsky, 1983, p.236.
- (50) Ibidem, 202-203.
- (51) Ibidem, 310.
- (52) Lénine : Comment il ne faut pas écrire les résolutions.Tome 12, p.235-237; A propos du ministère issu de la Douma, Tome 11 p.67- 68.
- (53) Lénine : Projets de résolutions pour le Ve Congrès du POSDR. Tome 12. p. 135.
- (54) Lénine : Tu entendras le jugement d'un sot. Tome 11, p. 489, 484 et 483.
- (55) Lénine, La situation à l'intérieur du parti. Tome 17, p.365.
- (56) Lénine : De la structure sociale du pouvoir. Tome 17, p. 160-161.
- (57) Lénine, La situation à l'intérieur du parti. Tome 17, p.28-29.

Le PCB avant, pendant et après la guerre 40-45

Texte d'une conférence faite par JULIETTE PIERRE en mars 1988

Je voudrais faire une remarque préalable à l'exposé : Il faut que vous sachiez que rien, ni personne, aucune campagne de la droite, si bien orchestrée soit-elle, ne peut entamer le fait historique, que le parti communiste belge, comme les autres partis communistes des pays occupés, fut l'initiateur et le dirigeant de la Résistance au nazisme, avant et durant l'occupation. Cela je vous demande de ne pas l'oublier.

Ceci dit, on doit aussi à la vérité historique l'affirmation que le révisionnisme, la trahison de ses idéaux par le Parti que l'on constate aujourd'hui, ne sont pas survenus du jour au lendemain, mais qu'ils ont leurs racines dans la ligne politique et idéologique que le Parti a développée avant, pendant et dans l'immédiate après-guerre. On doit même situer l'opportunisme qui marque de son empreinte l'histoire du PCB aux événements qui ont caractérisé la fondation du Parti: fusion de deux groupes, l'un «socialiste radical» conduit par Jacquemotte, l'autre «trotskysant» au départ, puis carrément trotskyste par la suite conduit par Van Overstraete. Fusion sans principe, opérée sans lutte pour se démarquer et en vue d'une liste commune présentée aux élections de 1921.

Mais tout ceci demanderait un très long exposé, le temps nous manquant, on s'en tiendra à quelques points essentiels, relatifs à la période dont nous voulons parler aujourd'hui c'est-à-dire l'évolution du PC de 1936 à 1946/47.

Comme l'histoire ne se découpe pas en fragments, je vous dirai d'abord quelques mots de l'attitude du Parti avant-guerre afin de vous faire comprendre sa ligne politique durant les premiers mois de la guerre. Je vous parlerai ensuite de la Résistance proprement dite et de l'important problème du Front Uni, qui prit ici en Belgique le nom de «Front de l'Indépendance» pour en arriver, très brièvement, aux conséquences que va avoir la politique de front du Parti pendant la guerre et dans l'immédiate après-guerre.

Entre 1936 et 1940, le PCB se trouve confronté à quatre événements cruciaux :

- la guerre civile espagnole
- Munich
- la politique de neutralité
- la répression anti-communiste

En ce qui concerne l'Espagne, la politique du Parti aura 4 axes :

1. la dénonciation du caractère même de la guerre civile en tant que banc d'essai, notamment au niveau des armes, de la guerre que préparent les fascistes contre l'Europe.

2. le Parti se dresse et en appelle à l'ensemble des démocrates contre la politique de non-intervention suivie par le gouvernement belge, décrétée par les «démocraties» européennes, prônée par le ministre socialiste Spaak, qui donnera un coup de poignard dans le dos de la République espagnole en reconnaissant le gouvernement de Burgos, c'est-à-dire le gouvernement de Franco. Le mot d'ordre du PCB est «des armes pour l'Espagne».

3. le Parti envoie des centaines de combattants dans les Brigades Internationales. Des 2.000 belges qui partent pour l'Espagne, la majorité est communiste. Les communistes, ceux qui reviendront d'Espagne - car beaucoup y laisseront leur vie - on les retrouvera plus tard, riches de leur expérience, dans la Résistance.

4. Le Parti est à la tête du mouvement de solidarité, de récolte d'argent, de vivres pour le peuple espagnol et d'adoption temporaire ou définitive d'enfants espagnols.

En ce qui concerne Munich en 1938 :

Le Parti sera SEUL, en tant que Parti, à condamner Munich (1).

Dans cette lutte, le Parti qui va à contre-courant de ce que pense l'immense majorité de la population, le Parti, restera ferme sur ses positions et il met en avant quatre thèmes: Premièrement : les accords de Munich ne sauvent pas la Paix

Deuxièmement : ils renforcent la position des fauteurs de guerre

Troisièmement : la Belgique est plus que jamais menacée par Hitler

Quatrièmement : la politique de neutralité décrétée par Léopold III et le gouvernement, à participation socialiste, aide Hitler.

En ce qui concerne la «politique de neutralité»:

En octobre 36, Léopold III, chef des années, déclare que la Belgique doit pratiquer une politique de neutralité, en d'autres termes qu'elle doit interdire le passage sur son territoire aux Français et aux Anglais à travers la Belgique, même en cas d'alerte grave.

Léopold III déclare qu'ainsi, je le cite: «L'adversaire éventuel (c.à.d. l'Allemagne) ne pourra tirer argument d'une quelconque alliance belge avec l'un de ses adversaires.» (2)

Je voudrais ouvrir ici une parenthèse pour vous rappeler que Léopold III capitulera rapidement devant l'ennemi et aura, durant l'occupation, l'attitude que l'on sait. Cette politique de soi-disant neutralité sera soutenue par Spaak, par De Man, président du POB (après-guerre PS) qui collaborera ouvertement avec les nazis, par le parti catholique (actuel PSC), le parti libéral (actuel PRL) et par tous les partis d'extrême-droite flamands et wallons. Seul, en tant que Parti, le PC dénoncera ce que cache la politique de neutralité pratiquée au bénéfice unique d'Hitler.

C'est au nom de la politique de neutralité que, durant cette période, les journaux du Parti sont interdits car ils attaquent Hitler; les réunions et meetings du Parti sont interdits, les militants sont arrêtés.

Le matin de l'invasion allemande, le 10 mai 40, des centaines de communistes, la majorité des cadres du Parti, à l'exception du secrétariat du Parti entré dans la clandestinité dès mars 1940, seront emprisonnés; certains seront enfermés avec d'autres anti-fascistes, notamment espagnols, dans des camps de concentration érigés dans le midi de la France.

Le Parti, à l'aube de l'occupation nazie, paraît donc démantelé mais, en très peu de temps, il saura se reconstituer, nous en parlerons.

La ligne défendue par le Parti peut donc sembler correcte. Cependant, dans les faits, elle est soutenue par l'opportunisme de droite d'une part, par une incapacité à analyser correctement l'aspect principal de la situation d'autre part. Voyons cela de plus près.

En octobre 1936, le PC tient son 6ième congrès. Xavier Relecom, secrétaire général, y développe la tactique et la stratégie que le Parti doit avoir face à la menace fasciste.(3) Du discours de Relecom au Congrès ressortent quatre points essentiels.

1. Sur quelle classe s'appuyer pour combattre le fascisme ?

A cette question, un communiste, un marxiste-léniniste répondrait : «D'abord sur le prolétariat et sur la lutte des masses.»

Relecom répond lui, que la lutte contre le fascisme doit se baser sur toutes les classes sociales, sans priorité aucune. Il faut s'appuyer, dit-il, sur tous les démocrates et on les trouve dans toutes les classes sociales même, ajoute-t-il, dans les partis d'extrême-droite et dans l'armée où on peut aller les repêcher.

2. Cette conception aura une suite logique :

Les courbettes à la bourgeoisie. Ainsi après que Relecom ait très justement dénoncé le gouvernement qui a je le cite : «en son sein des partisans d'un Etat corporatiste et autoritaire, qui protège les fascistes et poursuit les antifascistes, un gouvernement réactionnaire s'il en fut», Relecom n'exige pas la chute du gouvernement, la mise sur pied d'un gouvernement anti-fasciste ayant l'appui des masses mais Relecom critique de manière timorée «au nom du Parti» ce gouvernement en lui demandant, je le cite, «de ne pas persévérer dans ses erreurs». Relecom rappelle que le Parti ne jette, je cite, «d'exclusive contre personne, car aucun concours n'est superflu».

3. Vous ne trouverez dans le discours de Relecom aucune perspective combative, mais vous y trouverez pour seule riposte aux provocations des fascistes belges, riposte destinée à montrer patte blanche à la bourgeoisie: «Nous ne voulons pas la guerre civile, nous voulons éviter à notre peuple les horreurs et les misères qu'elle engendrerait.»

On croit entendre les ténors du PCB révisionniste d'aujourd'hui.

4. Par contre, ce que veut Relecom, il l'exprime clairement :

La dissolution du PC ! Noyer le PC dans la social-démocratie tel est le but Telle est la conception du front uni défendue devant le danger de guerre et la menace fasciste. Relecom propose au 6ième congrès du PC, je cite : «Un pas de plus doit être fait qui consolide et rende permanente l'unité d'action et en même temps ouvre la voie à l'unité organique et totale de la classe ouvrière. Cette étape nouvelle, c'est l'affiliation de notre Parti au POB.»(4)

Il n'y aurait donc, pour le secrétaire général aucune ligne de démarcation, aucun antagonisme entre le réformisme du POB, la trahison des intérêts de la classe ouvrière par ses représentants au gouvernement et la ligne révolutionnaire qui doit être celle d'un parti communiste. Ce qu'on prône, c'est la conciliation entre deux courants qui devraient être inconciliables. Ceci est exemplaire de l'opportunisme de droite que l'on retrouvera dans la conception du front uni (F.I) pendant l'occupation.

A côté de ces concepts de droite, il y a de la part du Parti, une incapacité à juger correctement de la situation objective.

Jusqu'au 13 septembre 1939, tous les discours, toute la presse du PCB proclament qu' «Hitler est l'ennemi n° 1». Ainsi en est-il encore du discours de Relecom devant la Chambre des députés le 5 septembre 1939. Le 13 septembre 1939, marque un tournant à 100 % dans la ligne.

Le Comité Central déclare, je cite: «Notre pays... ne doit pas devenir le jouet ni de l'Allemagne hitlérienne, ni de l'Angleterre». Et un manifeste lancé à la classe ouvrière explique, je cite: «Nous ne voulons mourir ni pour Hitler, ni pour Chamberlain.» Le mot d'ordre est: «Ni Londres, ni Berlin». Ainsi, en une quinzaine de jours, on est passé de l'ennemi principal : Hitler, donc d'une guerre juste, antifasciste, à la mise sur le même pied de deux impérialistes rivaux, donc à une guerre injuste, inter-impérialiste. On en retrouve la justification dans une déclaration du PC du 2 octobre 1939, je cite (5) :

«La guerre n'est pas une guerre anti-fasciste mais au contraire une guerre impérialiste nettement caractérisée, résultant de capitulations successives des Etats démocratiques, dans l'espoir de détourner les pays fascistes vers le pays du socialisme.»

Certes, il est vrai que toute la politique de la France, de l'Angleterre, des pays dits démocratiques a été, depuis l'avènement d'Hitler - avènement auquel ils ont largement contribué - uniquement guidée par leur espoir de voir l'URSS anéantie par Hitler d'où la nécessité tactique du pacte germano-soviétique, pacte approuvé par l'ensemble du PCB, qui n'a connu pratiquement aucune défection à sa signature.

Mais, il n'en demeure pas moins que le caractère fasciste d'un des deux blocs impérialiste était amplement démontré par ce qui se passait en Allemagne et que les attaques fascistes contre l'Abyssinie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne suffisaient à déterminer le caractère antifasciste de la guerre.

On doit ajouter que le PC dans sa prise de position sur le caractère de la guerre fait fi des intérêts du prolétariat qu'il est censé défendre, car, comme l'écrit Lénine: «Pour le prolétariat il n'est pas indifférent de vivre dans un pays ou dans un autre, en Allemagne monarchique, en France républicaine ou en Turquie despotique.»(6)

L'attitude prise par le Parti va être à l'origine de deux lignes qui vont se manifester dans le Parti dès le début de l'occupation nazie. Il ne serait pas juste de dire que ces deux lignes vont couper la base de la direction. Il est juste de dire qu'elles vont traverser l'ensemble du Parti.

Le Parti que la bourgeoisie a tenté de démanteler par les arrestations massives dont je vous ai parlé, se reconstituera avec une rapidité remarquable dès les premiers jours de l'occupation.

Les partis catholique et libéral ont disparu en tant que partis. De Man se met au service de l'occupant et dissout le POB. Le PC va être le seul parti d'avant-guerre, non rallié à l'ordre nouveau à se présenter tel quel à la population.

Le 17 mai 1940, les Allemands occupent Bruxelles. Le 22 mai 1940, la Voix du Peuple, journal francophone du Parti, le 26 mai 1940, Het Vlaamse Volk, son journal néerlandophone, font savoir que le Parti vit toujours et diffusent dans la population le point de vue des communistes. La ligne proclame toujours que, je cite la Voix du Peuple du 29/30 mai 1940: «Dans cette guerre impérialiste, les peuples de Flandre et de Wallonie n'ont rien à gagner.» La capitulation du 28 mai 40 est accueillie, je cite: «comme un véritable soulagement». (Curieusement De Man parlait de «véritable délivrance»). Il faut maintenant, je cite: «se mettre au travail et reconstruire le pays.» (Curieusement c'est le même mot d'ordre que Léopold III lance au pays !) Voilà le résultat de l'opportunisme et d'une analyse erronée de la situation objective.

En 1943, Relecom se retrouvera à Breendonck et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y aura une attitude indigne d'un communiste.(7)

Mais dès les premiers mois de l'occupation, les communistes, en dépit de la ligne officielle du Parti, organisent des grèves.

Les premières éclatent en juillet 1940 à Liège, en septembre 1940 au Borinage, elles se poursuivent en Flandre comme en Wallonie.

Ces grèves, dont la plus spectaculaire a lieu à Liège en mai 1941, sous la direction de Julien Lahaut, membre du Bureau Politique, et qui verra 100.000 grévistes, n'ont pas uniquement un caractère revendicatif. Le journal communiste liégeois clandestin «Les temps nouveaux» leur donne leur vraie signification: En se révoltant contre la misère

1. Les grévistes mènent une lutte hautement politique;
2. Ils prennent la tête du mouvement de libération en vue de l'indépendance du pays.

Dans ces premiers actes de résistance, beaucoup de militants et de cadres du Parti sont arrêtés. C'est ainsi que les dirigeants du Parti, Neuray, liégeois, Vanderlinden et Borremans de Bruxelles, Dillen d'Anvers, Leenaert, un cadre flamand, seront parmi les premiers occupants de Breendonck. Dès janvier 1941, des structures illégales issues des comités de grève formés au cours des actions sont mises en place.

Ce sera l'origine des futurs Comités de Lutte Syndicale qui existeront dans toutes les entreprises du pays et, dès lors, il n'y aura plus un jour sans qu'éclate une grève contre l'occupant.

Ces Comités de Lutte Syndicale auront à leur tête un communiste exemplaire, Constant Collin, membre depuis l'avant-guerre du secrétariat national du Parti, qui sera odieusement torturé à Breendonck, au point d'en devenir aveugle. Il mourra comme il a vécu: en communiste.

En mai 1941, retenez la date, le Parti diffusera une plateforme qui assigne aux communistes la tâche unique de lutter contre l'occupant et appelle à constituer le Front de l'Indépendance, large mouvement unitaire et populaire de résistance à l'ennemi. La confusion a enfin officiellement prit fin. J'insiste sur le mot «officiellement» car dès avant mai 41, par tracts, journaux clandestins, inscriptions sur les murs, le Parti a dénoncé sans équivoque l'ordre nouveau, De Man, les collaborateurs; il a retrouvé le contact avec les masses dans les grèves contre l'occupant, par la formation en dehors des entreprises, dans les quartiers, de Comités de Défense Populaire, par l'organisation par ces comités de cortèges de femmes, d'enfants, drapeau noir en tête, réclamant du pain, refusant le départ de leurs maris, de leurs pères pour l'Allemagne.

Le Parti a su développer la lutte populaire. Il a su transmettre au peuple la conviction que cette lutte était possible.

Je voudrais ici formuler une conclusion importante :

1. La réalité prouve qu'avant mai 41, la ligne juste sur le caractère de la guerre a pris le dessus dans le Parti.
2. La réalité prouve que les communistes n'ont pas attendu l'entrée en guerre de l'URSS en juin 1941 pour résister à l'occupant nazi (comme le crie aujourd'hui encore la droite).

La Résistance que le PC va impulser s'organisera autour de sept pôles :

Premièrement

Dès le printemps 1941, les groupes de partisans armés qui porteront le nom d'Armée Belge des Partisans, sont constitués.

Je voudrais vous citer quelques exemples officiels de leur activité durant les quatre années d'occupation:

1. - 962 militaires allemands, parmi lesquels des généraux, colonels, majors, etc. ont été tués
- 1017 ont été blessés
- 1137 traîtres et collaborateurs ont été tués et 255 blessés

2. - il y a eu 1268 sabotages et destructions de chemin de fer et vicinaux dont 10.305 wagons détruits ou gravement endommagés

- 15 avions détruits, sans compter les moteurs et les pièces détachées sabotées

- 346 attaques de voies fluviales et de canaux ont provoqué notamment la destruction de 309 péniches

- il n'y a pas moyen de dénombrer la quantité impressionnante de véhicules et camions militaires détruits

3. A 497 reprises des actes de sabotage spectaculaires ont causé des pertes considérables aux industries belges travaillant pour les Allemands.

Et, pour ajouter encore quelques exemples, mais la liste est loin d'être close:

- 11 centrales électriques et téléphoniques ont été dynamitées

- 1681 pylônes ont été abattus

- 236 coupures ont été effectuées sur des lignes de haute tension et 50.000 journaux «Le Partisan» ont été diffusés ce qui signifie que, passant d'une main à l'autre, c'est par dizaines de milliers que le journal des Partisans a été lu.

Deuxièmement

Les Comités de Lutte Syndicale unirent la classe ouvrière contre l'occupant.

- Ils dénoncèrent la trahison des chefs syndicaux et du syndicat collaborateur l'U.T.M.I. (Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels) mis sur pied par H. De Man.

- Ils organisent à la fois les grèves revendicatives et politiques, le sabotage de l'outil et de la production dans l'entreprise.

- Sans compter la diffusion de la presse clandestine à l'usine.

Troisièmement

La paysannerie étant encore en nombre dans le pays, le Parti impulsa le «Mouvement de défense paysanne» qui lutta contre les réquisitions allemandes, détruisit les champs de colza (champs imposés par les allemands qui avaient besoin de l'huile de colza pour leurs véhicules). Le M.D.P. alimenta en vivres, en logements illégaux la Résistance. Il possédait son propre journal clandestin largement diffusé parmi les paysans.

Quatrièmement

Le Parti impulsa ou s'associa très largement à l'organisation, dans la Résistance, des intellectuels. Par exemple, les médecins se regroupèrent dans «Médecine Libre». Leur tâche principale : apporter leurs soins aux clandestins.

Les avocats furent regroupés dans «Justice Libre». Leur tâche principale : assurer la défense des résistants arrêtés lorsqu'ils passaient en jugement (ce qui n'était pas, loin s'en faut, toujours le cas).

Le Front National des enseignants eut la lourde tâche de s'opposer à la propagande nazie dans les écoles et universités.

Cinquièmement

Le Parti impulsa le Rassemblement National de la Jeunesse qui regroupait jeunesse ouvrière et étudiante de toutes tendances politiques et religieuses, flamands, bruxellois et wallons, réunis.

Les Etudiants Socialistes Unifiés (8) y jouèrent un rôle moteur ; par exemple la grève générale contre les mesures de l'occupant qu'ils déclenchèrent à l'ULB en 1941 eut un retentissement tel que l'occupant dut fermer l'université en novembre 1941.

Le R.N.J. se distingua par sa résistance active contre la déportation et le travail obligatoire en Allemagne. Ses membres distribuèrent la presse clandestine (dont les propres journaux du R.N.J.: «Vers l'Avenir» et «Jeunesse Nouvelle»), firent des milliers d'inscriptions murales, distribuèrent des centaines de tracts, etc. Mais, le R.N.J. fut surtout une école d'où sortirent des partisans armés et des courrières (camarades femmes chargées du transport de ravitaillement, etc., chargées des liaisons courrier entre responsables ou centres d'opération, préposées également à la reconnaissance des lieux, etc.)

Sixièmement

Le Parti participe largement à la Résistance Civile qui confectionna la littérature clandestine (tracts, journaux, etc.) et s'occupa de sa distribution. Je ne parle pas ici uniquement des journaux propres au Parti, mais également du F.I., etc. D'autre part, outre l'organe central du Parti, chaque fédération du Parti avait sa propre presse.

La Résistance Civile prit en charge la confection des faux papiers, timbres de ravitaillement, etc. (Il y avait aussi de vrais faux papiers fournis par les employés des administrations communales). Elle trouva des centaines de logements clandestins, etc. Il faut ici dire un mot des facteurs qui jouèrent un rôle considérable dans l'interception du courrier à ou de la gestapo.

Dans cette Résistance s'incluaient les Comités de Défense Populaire dont je vous ai parlé et s'incluront par la suite les Milices Patriotiques qui furent à la fois la réserve de l'Armée Belge des Partisans et des formations populaires chargées de procéder, militairement, le jour venu, à l'insurrection armée générale contre l'occupant. Insurrection qui n'eut pas lieu contrairement à ce qui se passa à Paris par exemple.

Septièmement

Il faut encore ajouter à cette liste le rôle primordial que jouèrent les communistes dans le Comité de Défense des Juifs grâce auquel des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants furent arrachés aux griffes nazies et qui fut pourvoyeur des Partisans armés de faux papiers et de domiciles clandestins pour l'ensemble de la Résistance.

DEUX MILLE COMMUNISTES ONT DONNE LEUR VIE POUR CE QUE JE VIENS DE VOUS DECRIRE.

Toutes ces organisations vont se retrouver dans le Front de l'Indépendance (F.I.) qui comportera outre le PC en tant que Parti, des individus (leurs partis n'existant plus) membres avant-guerre du POB, du Parti Catholique, du Parti Libéral.

Adhéraient également au Front de l'indépendance : L'Union démocratique belge (essentiellement démocrates chrétiens); Wallonie Libre (mouvement fédéraliste); Solidarité (Service Social du F.I.); des individus représentant le syndicat chrétien; la «Libre Belgique» clandestine; une série de personnalités à titre individuel.

Le F.I. fut donc créé à l'initiative du PC en 1941. Il élaborera par la suite une plateforme importante en huit points, dont le contenu était le suivant:

1. Lutter par tous leurs moyens contre l'occupant
2. Coordonner la lutte
3. Saboter et combattre la collaboration. Dénoncer l'attentisme (c.à.d. ceux qui attendaient le jour «J» - le jour de la libération pour se révolter contre l'occupant sur directive explicite de Londres et assurer «l'ordre dans le pays» -(mot d'ordre de la Résistance de droite)
4. Châtier les traîtres
5. Boycoter et saboter les institutions créées par l'occupant
6. Défendre nos libertés constitutionnelles (retenez cela)
7. Préparer le soulèvement national
8. Collaborer à la grande lutte mondiale menée par les alliés et par tous les peuples opprimés.

Nous arrivons ici à ce qui fut la faute opportuniste de droite la plus grave du PC durant l'occupation. En s'alliant - très justement - avec la bourgeoisie patriotique, au sein du front uni, le PC est parti du principe «Tout pour le Front» et, pour satisfaire à ce principe il va céder la direction du front à la bourgeoisie, il va abandonner son programme autonome pour faire sien uniquement le programme du Front. Le PCB a oublié que, quelles que soient les circonstances, la bourgeoisie conserve toujours son caractère de classe. Le PCB a oublié que, pour que le front uni soit guidé par des principes justes, il faut non seulement qu'il y ait unité et lutte dans le front, mais qu'il est capital que le Parti garde son autonomie, qu'il se renforce car c'est lui qui est et doit, comme le disait Dimitrov, être la force motrice du front. En abandonnant à la bourgeoisie la direction du front, bourgeoisie soucieuse avant tout «du respect des libertés constitutionnelles» (point 6 du programme) c'est-à-dire du maintien de l'Etat bourgeois, de l'ordre bourgeois, le PC a abandonné son programme propre. Le PC s'est fait le représentant des aspirations immédiates des masses sans chercher à élever leurs aspirations au-delà du but de «chasser l'occupant», c'est-à-dire à élever les aspirations des masses à une conscience révolutionnaire. Or, il en avait la possibilité : le peuple se battait non seulement pour bouter dehors l'occupant mais aussi pour que soit établie- après ces années d'horreur que les intérêts politiques et la capitulation de la classe dirigeante avait permises - une société juste et fraternelle dont il voyait l'exemple dans l'URSS héroïque et martyre. Tout cela le peuple le voulait confusément, spontanément. Dissiper cette confusion, élever cette spontanéité à la prise de conscience, telle aurait dû être la tâche du PC.

Le PCB a failli à cette tâche. L'opportunisme du PCB se concrétise dans son absence de perspective, alors que la Droite coalisée dans le pays et à Londres s'activait fiévreusement à préparer la Libération; ce que la direction du PC ne pouvait ignorer, ayant à la fois son antenne à Londres (le Docteur Marteau, futur ministre communiste de la Santé Publique) et des contacts avec la direction de mouvements de résistance de droite tels que l'A.S. (l'Armée Secrète).

A cet égard, les mémoires de Georges de Lovinfosse, agent de liaison entre Londres et la Belgique occupée sont significatives (9). Il y décrit, entre autres choses intéressantes, quelle fut sa mission et

celle d'André Wendelen, officier de la Sûreté de l'Etat, dans la préparation de la Libération du territoire.

«Bien sûr, nous pensions d'abord à la Libération du territoire... et surtout nous voulions revenir à l'application intégrale de notre Constitution... Nous n'avions aucune vengeance à exercer, aucune haine à assouvir. A nos ennemis de l'intérieur **(10)** et de l'extérieur, nous ne voulions point imposer une paix carthaginoise», (p. 183-184)

«La résistance armée dont nous voulions garder le contrôle constant risquait de nous échapper... un soulèvement généralisé aurait mis la Belgique à feu et à sang... ma mission était... de garder à tout moment le contrôle de l'insurrection...», (p. 186-187)

«Wendelen - déjà parachuté en février 1942 - suit les mouvements des diverses organisations de Résistance qu'il connaît bien... André Wendelen connaît le Front de l'Indépendance... accompagné d'un autre agent de la Sûreté, Philippe de Liedekerke... (ils ont) pris contact en septembre 1943 avec le secrétaire général du F.I...**(11)** mais s'inquiétant de la tendance communiste du mouvement (ils) avaient conseillé à celui-ci les tâches d'aide aux réfractaires. Les deux agents avaient un certain poids car sur le terrain, ils apportaient avec eux l'aide financière...» (p. 192-193)

Que veut dire ce «conseil» de la Sûreté de l'Etat ? Il faut savoir qu'on appelait «réfractaires» les hommes qui rentraient dans la clandestinité pour échapper au travail obligatoire en Allemagne. La Sûreté de l'Etat suggérait donc que la Résistance du F.I. se cantonne à la solidarité avec ces hommes, que les Partisans armés s'auto-dissolvent ce qui réglait le problème du maintien de l'ordre à la Libération !

Force est cependant à de Lovinfosse de reconnaître que ces conseils ne sont pas suivis par les Partisans armés qui font «la guérilla à la russe» (p. 193); «l'expérience prouve que chaque victime innocente **(12)** suscite la vocation de plusieurs nouveaux résistants... (alors que) Londres demande d'éviter les attentats, il n'en est tenu aucun compte», (p. 193)

«On frémit à la pensée que la population belge... aurait pu se laisser entraîner, contrairement aux consignes de patience que nous donnions de Londres, à cette insurrection générale que connurent Varsovie ou la Yougoslavie», (p. 193)

«Pour Wendelen et pour moi, le problème crucial était le suivant : Qui doit entre la Libération et le retour des autorités Belges assumer le pouvoir civil et militaire ?». (p. 196)

Pour de Lovinfosse et Wendelen aucune hésitation: contre les communistes il faut maintenir l'ordre, le moyen le plus sûr est «d'obtenir l'engagement des troupes des organisations de Résistance dans l'armée régulière, à la fois pour renforcer les Alliés et pour réduire le climat insurrectionnel».**(13)** (p. 205)

L'A.S. à laquelle va tout l'appui de de Lovinfosse a dès 1941 (l'A.S. s'appelait à ce moment «La Légion Nationale») fixé son but: «Au Jour J. (la Libération) frapper l'ennemi dans ses forces vives (mais surtout) au Jour J. maintenir l'ordre.» **(14)**

D'autres milieux s'agitent dans la peur de ce qui pourrait advenir à la Libération. Dans «L'argent du PSC-CVP»**(15)**, les auteurs Peter Franssen et Ludo Martens indiquent : «A partir de 1942, une vingtaine de cadres de la CSC se réunirent à intervalles réguliers sous la direction de Cool **(16)**. Ils dressaient des plans, élaboraient des structures, des programmes «pour la lutte». Pas la lutte contre les nazis. La question ne se posa pas un seul instant. La lutte qui absorbe déjà toute l'attention de Cool, c'est la lutte contre... le communisme. Les plans élaborés par la direction de la CSC à partir de 1942 sont principalement destinés à la période de l'après-guerre.» (p. 26) Les auteurs citent Cool: «Les jours qui suivront la Libération seront capitaux. C'est alors qu'on décidera si on veut connaître une nouvelle période d'agitation, de lutte des classes, de méfiance entre travailleurs et employeurs, de division à

l'intérieur des usines et des entreprises ou si on préfère la coopération. La coopération entretient la confiance, la correction, l'honnêteté, la compréhension et le respect des droits et des devoirs mutuels. Nous souhaitons cette collaboration; nous devons donc mettre en œuvre tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter les troubles, les grèves, les conflits.» (p. 29)

Les auteurs soulignent également que, dès septembre 1944, la CSC exige le désarmement de la Résistance et fait appel à l'Etat pour qu'il reprenne solidement en mains le pouvoir contre «les bandes armées, agissant sous une apparence de légalité, mais qui, demain seront factieuses en attendant d'être révolutionnaires.» (p. 30).

C'est à juste titre que les auteurs écrivent «Lorsque Pierlot (17) et Spaak (18) décident en septembre 1943 de financer la Résistance de droite, ils songeaient plus déjà à la lutte anti-communiste de l'après-guerre qu'à la Résistance anti-fasciste.» (p. 129)

Comment expliquer le manque de perspective du PCB dans la mise sur pied d'une tactique et d'une stratégie pour une Libération répondant aux vœux et à l'intérêt des masses travailleuses si ce n'est par l'opportunisme de droite qui caractérise la ligne politique de la Direction, ligne de droite que les événements ultérieurs vont éclairer de manière significative.

L'opportunisme de droite du PC à la Libération va asseoir définitivement celui-ci dans une voie qui déterminera sa ligne politique de l'après-guerre à nos jours. A la Libération, le but du Parti va être de récolter des miettes du pouvoir par la participation au gouvernement. La politique du Parti va, dès lors, se caractériser par :

- le crétinisme parlementaire
- la capitulation et la peur devant la bourgeoisie
- la méfiance vis-à-vis des masses
- le triomphalisme
- l'impuissance à reconnaître ses erreurs et la persévérance dans celles-ci.

Le temps nous manque pour développer à fond tous les aspects de la politique du Parti, mais ce qui suit suffira, me semble-t-il à vous édifier.

Au lendemain de la Libération, le 5 septembre 1944, le Front de l'Indépendance établit son programme d'action immédiate avec le plein accord du PC. Ce programme appelle à la restauration de l'Etat, de ses institutions, de ses «libertés constitutionnelles». Il appelle à la direction du pays le gouvernement belge d'avant-guerre, réfugié à Londres, ce même gouvernement qui fut si soucieux de protéger les fascistes belges et d'emprisonner les communistes.

Le PC souscrira à - et pratiquera -, je cite le programme du F.I. : «la collaboration étroite et loyale avec les autorités», c'est-à-dire avec toutes les autorités légales du pays, à tous les niveaux, aussi bien autorités gouvernementales que judiciaires et policières, haut gradés de l'armée belge et autorités anglo-américaines qui font la loi dans le pays libéré.

Il y avait un obstacle de taille à la réalisation de ce programme du F.I. et du Parti: les résistants. Les résistants qui ne s'étaient pas battus pour que reviennent au pouvoir les capitulards et ceux qu'on appelait «les naphthalines» c'est-à-dire les officiers et généraux qui durant la guerre avaient caché leurs beaux habits militaires dans les boules de naphthaline.

Le peuple, la Résistance, criaient vengeance contre les traîtres, les collaborateurs, les capitulards. C'est avec l'aide du F.I. et de la direction du PC que le gouvernement, à participation communiste, bâillonna, étrangla la Résistance, balaya enfin l'obstacle, réalisa les projets établis par la Droite sous l'occupation.

Le programme du F.I., approuvé par le PC, prévoyait la liquidation de la Résistance par son incorporation dans l'armée légale belge sous prétexte que la guerre n'était pas finie, alors que chacun savait sa fin proche et inévitable. Pour cela, il fallait désarmer la Résistance.

Les Résistants refusèrent de rendre les armes, manifestèrent et le sang coula lors d'un affrontement entre résistants et policiers, rue de la Loi à Bruxelles. Le PC protesta publiquement pour la forme et dans le même temps, la direction du Parti, soucieuse avant tout de sa participation au gouvernement, lui donna et donnera aux anglo-américains son accord pour que soient désarmés les résistants. De cette capitulation honteuse, deux historiens - qui n'ont rien d'anticommunistes - le belge José Gotovitch et l'anglais Geoffroy Warner, en fournissent les preuves. **(19)**

C'est ainsi que Gotovitch indique dans son étude, p. 19, que les modalités du désarmement de la Résistance et de son incorporation dans l'armée légale, parues au Moniteur des 13/15 novembre 1947, sont contresignées par le communiste Albert Marteau, ministre de la Santé Publique. Quant à Geoffroy Warner, il indique, je cite les p. 14 et 17 de son étude, que le 17 novembre 1944 eut lieu une rencontre entre le Général Erskine, haut commandement anglais, et les ministres communistes. Warner note (page 14):

«A l'issue de cette rencontre, un communiqué conjoint fut publié. Signé par le Général Erskine, MM. Marteau, Demany et Dispy, il constatait... : "Les trois ministres... se sont déclarés d'accord pour faire tout ce qui est possible afin d'assurer le respect de la loi et pour que tout se passe dans l'ordre... ils prennent l'engagement que les mouvements de la Résistance éviteront tout conflit avec les armées alliées'.»

Toujours p. 14, Warner reprend le rapport sur la situation fait par l'ambassadeur de Grande-Bretagne: «C'est sur instigation communiste que le 19 novembre, les divers groupes de résistance de gauche annoncèrent qu'en vue d'éviter tout conflit avec les forces alliées, tous leurs membres remettraient leurs armes à leurs leaders et qu'un inventaire complet de ces armes serait envoyé au Général Erskine.»

Le samedi 25 novembre 1944, la Résistance qui refusait unanimement de remettre ses armes manifesta rue de la Loi et déborda la gendarmerie dans la zone neutre. Celle-ci fit usage d'armes à feu. Il y eut des blessés graves dans les rangs de la Résistance. A ce propos Warner cite le rapport de l'ambassadeur de Grande-Bretagne (p. 17) : «Erskine vit donc Demany et l'un de ses amis **(20)** le samedi 25. Il eut un entretien durant lequel - ceci pour la petite histoire - une bouteille de whisky entière fut vidée. Demany assura Erskine qu'il n'avait nullement eu l'intention de franchir le cordon de police de la zone neutre et que ceci avait été fait d'une manière inattendue... Demany réassura Erskine qu'il ne ferait rien pour mettre ses gens en contact avec quiconque pourrait tirer sur eux...»

Le PC aura donc eu l'ignoble mission de profiter de son influence dans la Résistance en jouant sur l'esprit de discipline, pour que le désarmement devienne effectif et qu'ainsi, «la légalité bourgeoise» triomphe. Ce triomphe, le PC l'a voulu. A la vérité, la situation était telle à la Libération, que le PC avait la possibilité de mettre sur pied un Etat de type nouveau, c'est-à-dire: de type nouveau démocratique qui pouvait ouvrir la voie à une société de type socialiste. En effet, la volonté des masses le lui permettait.

Au lieu d'accepter le gouvernement de Londres, le désarmement de la Résistance, etc. il lui aurait suffi d'exiger que le peuple se prononce immédiatement à la Libération par voie d'élections. Mais pour cela, il eût fallu un PC véritable, ne craignant ni la bourgeoisie, ni l'impérialisme anglo-américain et faisant confiance aux masses.

Dans le même temps, le PC lance le mot d'ordre de «Production d'abord», faisant fi de la situation de la classe ouvrière qui continue à avoir faim, il condamne les grèves qui surgissent çà et là.

Le «Manuel d'Economie Politique» édité en URSS, indique en sa page 315 :

«Après la guerre, la bourgeoisie, grâce au renforcement de l'exploitation des travailleurs et à l'abaissement de leur niveau de vie, a rétabli l'appareil de production de l'industrie en le renouvelant dans une large mesure.» Le PCB peut se vanter d'avoir largement dans ce domaine aussi contribué au succès de la bourgeoisie. Le PC au gouvernement, sous prétexte d'adoucir les effets pervers du capitalisme qu'il a aidé à se maintenir, à se conforter, deviendra son meilleur gérant, bien plus efficace que la social-démocratie dont la direction s'était déconsidérée durant l'occupation. A ce propos, je voudrais vous citer, entre des dizaines d'autres, deux déclarations d'Edgard Lalmand qui a remplacé au Secrétariat Général du Parti, Xavier Relecom.

Ces déclarations datent de 1946. Elles sont édifiantes par elles-mêmes et ne nécessitent aucun commentaire. La première est extraite de «Bâtir une Belgique Nouvelle», la seconde de «Pour la Rénovation du Pays». Lalmand écrit :

«Notre classe ouvrière a donné à cette occasion (il s'agit de la reconstruction industrielle) une nouvelle preuve éclatante de son patriotisme clairvoyant et désintéressé. Quand sonna l'heure de la délivrance, les travailleurs belges, exténués par quatre années d'occupation féroce et de lutte héroïque contre l'envahisseur, ne songèrent pas un instant à exploiter à leur avantage, la situation difficile dans laquelle se trouvait le pays.» Seconde citation :

«La participation de représentants du monde du travail à la direction de l'économie et à la gestion des entreprises, atténuera dans une certaine mesure le caractère anarchique et asocial de la production capitaliste ainsi que les contradictions constantes entre les intérêts privés et l'intérêt général. Par la co-gestion, nous jetons les bases de la démocratie économique et préparons ainsi le passage du régime capitaliste au régime socialiste.»

C'est ainsi que le PCB qui a eu, à un moment de son histoire, tous les atouts révolutionnaires en main, sombra dans le révisionnisme et devint le renégat de ses propres idéaux.

BIBLIOGRAPHIE

- «Pour le Salut du Peuple», 6ième Congrès du PCB, 1936, Xavier Relecom (disponible en photocopie)
- «Bâtir une Belgique Nouvelle», Edgard Lalmand, 1946 (idem)
- «Pour la Rénovation du Pays», Edgard Lalmand, 1946 (idem)
- «L'an 40», Gérard Libois et José Gotovitch, (voir plus particulièrement p. 51-52 et p. 407 à 424) Editions CRISP
- «Sous la Régence : Résistance et Pouvoir», J. Gotovitch, Cahiers du CRISP no. 999 du 3/6/83
- «La crise politique belge de novembre 1944 - Un coup d'Etat manqué», G. Warner, Cahiers du CRISP no. 798 du 19/5/78
- «L'argent du C.V.P.», Ludo Martens et Peter Franssen, Editions EPO
- «La Morale Révolutionnaire», document du Congrès du PTB
- «La guerre froide en Belgique», De Praetere et Dierickx, Editions EPO.
- «Au Service de leurs Majestés», de Lovinfosse, Editions Byblos.
- «La Belgique à l'Heure Allemande», J. de Launay, Editions P. Legrain.

NOTES :

1. Daladier pour la France, Chamberlain pour l'Angleterre rencontrent Hitler à Munich et lui abandonnent la Tchécoslovaquie. Os rentrent dans leurs pays en triomphateurs : «La Paix est sauvée !»
2. «L'an 40», Gérard Libois et José Gotovitch
3. cfr «Pour le salut du Peuple» discours de Relecom au 6ième Congrès 1936
4. Note: Les statuts des P.C. exigent l'adhésion individuelle de leurs membres, c'est-à-dire leur adhésion sur base de leur acceptation du programme et des statuts.
En faisant la proposition d'une fusion organisationnelle, le Secrétaire Général jette par-dessus bord ce principe fondamental.
5. «L'an 40», page 57
6. Tome 15, p. 208
7. Voir «La morale révolutionnaire»; son attitude est décrite par J. Grippa dans un texte déposé aux Archives de la Seconde Guerre mondiale
8. Etudiants communistes et socialistes de gauche nationalement unifiés avant la guerre
9. G. de Lovinfosse, «Au service de leurs Majestés», éd. Byblos 1974
10. Souligné par nous : en effet, de Lovinfosse va oeuvrer, avec la Résistance de droite après la Libération, contre le châtiement des traîtres.
11. Fernand Demany, membre du CC du PCB après la Libération. Exclu du Parti, il mènera une campagne anti-communiste dans les rangs des anciens résistants et écrira un livre «Si c'était à refaire...» pour justifier son anti-communisme de «toujours»! éd. Est-Ouest, 1951
12. Souligné par nous
13. Souligné par nous
14. cfr «La Belgique à l'Heure Allemande» par Jacques de Launay, éd. Paul Legrain, 1977. Ce livre d'extrême-droite salit la Résistance communiste et populaire et blanchit les collaborateurs.
15. éd EPO, 1984
16. August Cool, Secrétaire Général de la CSC
17. Premier ministre catholique, gouvernement de Londres
18. Ministre socialiste, gouvernement de Londres
19. Cahiers du CRISP. n° 999 du 3/6/83, «Sous la Régence : Résistance et Pouvoirs» - J. Gotovitch; n° 798 du 19/5/78, «La crise politique belge de novembre 1944 - un coup d'Etat manqué» - G. Warner.
20. Il s'agit de JEAN TERFVE, membre du Bureau Politique et du Secrétariat Général du PCB ainsi que le révèle Gotovitch dans son étude p. 28

Hypocrisies : du bon usage du révisionnisme

«Si ce crime nazi n'est pas élargi à l'échelle du monde entier, s'il n'est pas entendu à l'échelle collective, l'homme concentrationnaire de Belsen qui est mort seul avec une âme collective et une conscience de classe, celle-là même avec laquelle il a fait sauter le boulon du rail, une certaine nuit, à un certain endroit de l'Europe, sans chef, sans uniforme, sans témoin, a été trahi. Si l'on fait un sort allemand à l'horreur nazie, et non pas un sort collectif, on réduira l'homme de Belsen aux dimensions du ressortissant régional. La seule réponse à faire à ce crime est d'en faire un crime de tous. De le partager.» (Marguerite Duras, La douleur)

La moutarde, je l'avoue, depuis déjà quelque temps, me montait au nez. Le sentiment de ne plus pouvoir se taire, quelque chose dans le genre «trop c'est trop». Parce que c'est vrai que ça dure depuis des années, mais c'est vrai aussi que ça empire, et qu'il s'opère, à l'insu d'une société qui pense avoir d'autres chats à fouetter, une formidable régression du débat.

Quel débat ? Y a-t-il seulement débat, et en quoi tout cela nous concerne-t-il ? Eh bien justement, et l'on pourrait prendre cela pour point de départ de notre constat, cela même est obscur, tant les cartes ont été brouillées. Il s'agit, au gré de l'actualité, d'un débat amorphe et flottant, à la dérive : un débat tubercule («rhizome»?) qui affère ici à la Palestine et là aux problèmes de l'immigration, qui touche aux problèmes du racisme ici et à l'histoire de la dernière guerre mondiale là, et qui dans cette indéfinition même sombre et dégénère en une foire d'empoigne d'autant plus indécente qu'elle se pare des dehors de l'indignation morale.

Manipulations de faits, d'images et d'idées. Jeux de miroirs et tours de passe-passe: ce qui s'instaure est un faux débat, un dilemme de dupes. En toile de fond, les vivants et les morts, les morts d'hier et ceux d'aujourd'hui, les uns sommés de servir d'écran aux autres, et toute cette agitation servant de linceul de silence sur les corps de ceux qui meurent aujourd'hui. La raison s'insurge et le coeur se soulève.

Détail ou pas détail : les étages successifs du scandale

Les récentes déclarations de Jean-Marie Le Pen à propos des chambres à gaz, et plus encore le scandale politique provoqué par ce que l'opinion démocratique française unanime considère comme *«le premier vrai faux pas»* du caudillo de l'extrême-droite française, méritait qu'on s'y arrête. Elles sont à rapprocher et, de fait, prolongent la discussion autour du procès Barbie, et plus précisément autour du système de défense adopté par Me Vergés au cours de ce procès. Elles méritent qu'on y réfléchisse ici, du point de vue même de la Palestine, car elles illustrent avec éclat le noeud de postulats non énoncés et d'axiomes généralement non dits, qui sous-tend le débat politique en Occident en général et en France en particulier, dès qu'il s'agit du génocide des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale...

Qu'il ait fallu attendre une petite phrase au parfum *«révisionniste»* pour que Le Pen cesse d'être respectable et que son racisme à rencontre des noirs et des arabes cesse d'être une opinion légitime dans le débat démocratique français, voilà bien un autre scandale et une singulière perversion dudit débat. C'est bien là aussi notre propos, car ce débat ne concerne pas seulement les juifs et les arabes, il concerne aussi les Français *«innocents»*, comme disait innocemment Raymond Barre, et les autres. Il s'agit de savoir, en effet, dans quelle mesure l'Histoire, quand on l'oublie, se répète. Et ce débat, qui dépasse cette conjoncture et les frontières de la société française, nous concerne, et -dois-je le souligner ?- me concerne moi-même, personnellement, à plus d'un titre.

La polémique, voire la tempête, déclenchée par Le Pen, évoque le débat passionnel, sinon passionnant, qui agite et agace le monde intellectuel français depuis quelques années. C'est le faux débat instauré par les négateurs de l'Histoire, nébuleuse politico-idéologique allant de l'extrême-droite nazie la plus classique (Butz et les *«révisionnistes»* américains) à l'ultra-gauche la plus prétendument libertaire (jeunes et vieilles *«taupes»*, Guillaume, Thion, etc.), en passant par l'homme-charnière devenu

symbole, chantre, grand-prêtre et bouc émissaire par vocation, on aura reconnu le professeur Faurisson. Cette coalition contre nature, coalition contre la nature même de l'Histoire, et tout particulièrement de l'histoire du nazisme, met Jean Marie Le Pen, apôtre du colonialisme et du racisme et croisé de l'Occident chrétien, en hérétique résonance avec Jacques Vergès, défenseur autrement plus fin du criminel Barbie, au nom même des peuples africains et asiatiques exterminés par l'impérialisme français et, plus particulièrement, avec l'aide d'un de ses confrères du barreau d'Alger, au nom du peuple palestinien voire des victimes de Sabra et Chatila.

Loin de moi l'idée d'amalgamer : je ne sais pas si Vergès est faurissonnien dans le privé, il n'en fait en tout cas pas profession, ce qui lui fait honneur. Le rapport, c'est celui qui articule l'hérésie de la secte faurissonnienne (fixation sur les chambres à gaz) au discours général sur la guerre qui s'élabore aujourd'hui, en divers points du monde, contre le droit issu des tribunaux de Nuremberg, qui est d'ailleurs celui qui se tient derrière la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations unies.

Clin d'oeil - plutôt pied de nez - de l'Histoire à mon histoire ? Les hasards géographiques de mon destin personnel m'ont fait naître à Lyon, en 1943, à portée de botte de Barbie, littéralement à son nez et à sa barbe, dans la clandestinité combattante des réseaux anglais que mes parents avaient choisie pour affronter le monde en guerre : juifs et terroristes, deux fois condamnés à mort. Rescapé des rafles lyonnaises, me voilà de facto partie civile dans le procès Barbie, et investi, aux yeux des romantiques du «*lieu d'où l'on parle*» comme des trafiquants et amateurs d'authenticité, d'une autorité dont je n'ai personnellement que faire.

Or il se trouve que je suis engagé, personnellement et pratiquement, dans le combat contre le racisme en Palestine, et singulièrement contre le racisme institutionnalisé de l'Etat d'Israël. Je vis donc assez mal, je dois l'avouer, l'affirmation qu'un crime efface l'autre, qu'une horreur relativise l'autre. Ce que je n'accepte pas, c'est une idée fautive qui justement unit Me Vergès et ses adversaires, une idée que partagent, sous réserve d'une simple inversion de signes, Claude Lanzmann et Jacques Vergès: l'idée que l'ampleur des crimes commis par les uns puisse atténuer la gravité des forfaits des autres. Un crime est un crime, et toute algèbre est ici insensée, perverse, qui transformerait une double négation de la vie en norme positive des sociétés. Les crimes des sionistes en Palestine et au Liban n'atténuent en rien les atrocités nazies, pas plus que celles-ci ne peuvent justifier ceux-là. Au-delà de la discussion sur les quantités et les qualités respectives des massacres (d'où l'importance des chiffres, car le plus gros massacre gagne à sa victime -pardon, aux héritiers et porte-parole de la victime, ses «ayants droit»-une indulgence qui peut même s'exercer rétroactivement), il y a en effet l'inacceptable postulat qu'un meurtre pourrait légitimer l'autre, pourvu que ce dernier puisse être considéré comme «*moins grave*».

Cette insistance, qui émane simultanément des quartiers les plus divers, à «*banaliser*» la représentation du nazisme, constitue, il n'en faut pas douter, le choc en retour d'un certain discours «*sioniste*», ou peut-être faut-il dire judéo-centriste, qui a longtemps (jusqu'au lendemain de juin 1967) joui en Occident d'une adhésion sans partage. C'est Isaac Deutscher (qui se «rachètera» au lendemain de 1967 en comparant Israël à la Prusse du Moyen-Orient) qui exprimait, au début des années cinquante, la version «progressiste», humaniste et compatissante, de ce consensus : bien sûr, dit-il en substance, les Palestiniens, dans toute cette histoire, sont les victimes d'une certaine injustice, mais quand un homme se jette par la fenêtre de sa maison en feu, peut-on lui en vouloir si dans sa chute il tombe sur un passant, même si ce faisant il le tue ? Inacceptable dans ce sens, la liaison l'est, bien sûr, plus encore en sens inverse : les crimes commis par les amis et cousins des «ayants droit» ne sauraient légitimer *a posteriori*, ni même relativiser en rien, les crimes commis par les nazis contre les juifs d'Europe. Ceux qui prétendent opposer un tel mensonge au discours mythifiant, en le renversant purement et simplement, en sont, plus que les adversaires, les complices. Couple infernal : «*L'existence des chambres à gaz, interrogeait un tract anarcho-faurissonnien, est-elle indispensable à notre bonheur ?*» Pour les négateurs, c'est leur inexistence qui fait figure d'impératif existentiel. Mais se rendent-ils compte que leur existence elle-même fait le bonheur de leurs soi-disant adversaires ?

Que si les négateurs du génocide n'existaient pas, les professionnels du souvenir, justement ceux qui embrigadent les morts au service de politiques inhumaines, devraient les inventer ? Les uns comme les autres démontrent avec éclat que les morts sont des enjeux, leur souvenir une marchandise que l'on peut s'arracher, des quantités que l'on marchandise et comptabilise. Il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos les apologistes des bourreaux et les proches des victimes. Ni de confondre leurs rôles, ni de brouiller les cartes, ni de s'étonner que les enfants et héritiers de ces millions de victimes s'accrochent aux restes symboliques de leurs chers disparus, et défendent de toutes leurs griffes ces morts que l'on voudrait leur dérober. Il ne s'agit que de souligner, non sans un certain dégoût, que ce commerce du malheur, cette Bourse de la culpabilité et de la confiscation de l'Histoire contient sa propre négation, et que celle-ci se reproduit à l'infini.

Je n'ai pas l'intention ici de me livrer à la réfutation des «*thèses révisionnistes*» : d'autres l'ont fait, particulièrement Pierre Vidal-Naquet, (*Les Assassins de la mémoire*), et Nadine Fresco dans *les Temps modernes* («*Les Redresseurs de morts*»). Si ces thèses établissent quelque chose, c'est bien que l'on peut, sous les dehors du discours scientifique et universitaire, établir littéralement n'importe quoi. Si ces thèses sont scandaleuses, c'est moins par leur inanité et leur obscénité que par le relatif succès qu'elles ont en définitive rencontré : succès considérable si l'on songe à la levée de boucliers qu'elles ont suscitée, et si justement on ne voit pas que ce succès naît de la publicité que leur font les plus vociférants de leurs dénonciateurs : des moyens engagés et des arguments utilisés dans la dénonciation du scandale historiographique, et finalement des solutions banalement autoritaires (condamnations judiciaires, interdictions professionnelles, criminalisation de l'aberration - il faut dire de l'hérésie-révisionniste sous toutes ses formes) proposées pour empêcher le retour de «*la Bête*». Mais j'anticipe, car mon propos n'est pas non plus de mesurer l'impact de cette nébuleuse faurissonnienne : il faudrait des instruments de mesure, une enquête. Peut-être révélerait-elle un impact plus profond que l'on ne croit. Peut-être pas. On discuterait alors des causes. Peut-être que l'effet Faurisson n'est qu'un effet reflet, épouvantail commode pour localiser, stigmatiser et marginaliser les irrédentistes de la vieille droite antisémite, les irresponsables de l'extrême-droite (comme Le Pen lorsque son discours s'égaré sur les chambres à gaz, le piège qu'on lui tend, mais dans lequel il tombe, et se disqualifie), et ceux qui pratiquent encore en cette fin de siècle le «*socialisme des imbéciles*» que reconnaissait Bebel dans les fumées du délire antijuif.

Et c'est bien là ce qui inquiète : non pas le délire raciste et condescendant des possédants et de leurs chiens de garde, mais le délire haineux de victimes humiliées et abusées, le délire pur, et donc à l'état pur. Et la capacité pour ce fantasme de se vivre martyr et justicier, ami du peuple et croisé du droit et de la vérité.

Ce nouveau «discours de la guerre», complexe chez Jacques Vergès ou Serge Thion, grossier, comme il se doit, chez Le Pen, tourne autour d'un axe unique : banaliser, relativiser l'horreur nazie, en la remettant «dans le contexte». Il s'oppose, mais ce faisant, plus que toute autre chose, il alimente, le discours dont il est la négation : dans la réalité médiatique du procès Barbie, le discours des avocats des victimes, la partie civile, le discours fleuve de Lanzmann sur la «catastrophe» (*shoah*) à la télévision. En filigrane appuyé, au-delà des multiples associations chargées de veiller au grain du souvenir, de la mémoire, de la vengeance ou du recueillement, de la justice et du recouvrement, et en dernière instance de la confiscation et de la mobilisation des morts pour les bonnes causes des vivants, en France et ailleurs, on voit se profiler les intérêts d'autres coalitions, d'Etats, cette fois. Ici, la LICRA et le MRAP se rejoignent, Pierre-Bloch et Lajoinie dénoncent ensemble. Américains, Soviétiques et Israéliens commencent enfin.

Dans ce débat truqué, les chambres à gaz, dont Faurisson nie l'existence, sont devenues le symbole absolu : leur existence même, aux yeux des gardiens de l'horreur, prouve l'unicité de la barbarie nazie et l'unicité du martyr juif. Non pas un détail, mais le détail qui change tout, qui fait basculer cette horreur particulière dans une catégorie unique et solitaire à nulle autre inhumanité pareille. Telle est désormais la vérité à laquelle les gardiens du cimetière voudraient donner force de loi et, grâce à Le Pen, ils ne sont pas loin d'y parvenir.

Ainsi la mémoire et l'histoire des juifs, seuls parmi tous les citoyens, seraient-elles protégées par la loi et les tribunaux. Car on n'a pas encore vu de scandales ni de condamnations pour négation ou banalisation du génocide des Africains dans la traite ou des indigènes américains dans la colonisation. Cet incomparable privilège dont jouiraient les juifs par rapport à d'autres victimes de l'Histoire et de massacres racistes, cet autre scandale renvoie certes à l'arithmétique implacable des rapports de force sociaux, économiques et culturels qui président à la délimitation de l'idéologie dominante. Cuisante illustration de la faiblesse des «autres». Mais il y a aussi la toute-puissance institutionnalisée du discours judéophile qui a pris la suite et la place du discours judéophobe : discours où l'élection est la transmutation de l'exclusion, discours où le privilège même procède de l'exclusion, l'immunité de la mise à part, l'impunité de la mise à l'écart.

Ce discours dominant, pour des raisons complexes et multiples, est, c'est bien vrai, le discours allié : celui des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, celui de l'alliance soviéto-atlantique qui préside au vote de l'ONU sur le partage de la Palestine en 1947. C'est le discours de Nuremberg, et de la Charte de l'ONU : il fait référence aux peuples, et à des principes de morale internationale plus hauts que les Etats eux-mêmes. En même temps, c'est un discours d'Etats, avides de légitimité (ce qui, à tout prendre, vaut mieux que des Etats qui ne soucieraient absolument pas d'être légitimes aux yeux de qui que ce soit), et confiscateurs-nés des sources de légitimité. Discours qui tend, bien évidemment, à projeter sur le nazisme vaincu une nature absolument démoniaque, et à la limite absolument a-historique. Cette satanisation métaphysique de l'hitlérisme, c'est vrai, légitimait par comparaison anticipée aussi bien que rétroactive les systèmes d'oppression nationale et coloniale des deux camps, en même temps qu'elle devenait le fondement moral de l'Etat d'Israël, symbolisé par la visite obligatoire des hôtes officiels au musée de la Catastrophe. (Le mot holocauste, à connotation sacrificielle, ne traduit pas efficacement le terme *shoah*, qui invoque le caractère impersonnel, quasi «naturel» d'un cataclysme.)

Le procès Barbie, version française du procès Demianjuk, lui-même piètre répétition du procès Eichmann, s'apparentait d'emblée au spectacle édifiant, au procès-spectacle pédagogique : histoire censurée et confisquée, enjeu de raisons d'Etats, de prises de pouvoir et d'usurpations, histoire manipulée, torchon, oripeau à s'arracher : procès d'où il fallait bannir Vichy et la collaboration, où il ne fallait pas mentionner l'affaire de la chute de Jean Moulin et donc conjurer le spectre de la trahison, et qui n'allait servir qu'à renforcer l'imagerie d'un nazisme maléfique parce que judéocide, et seulement, centralement, premièrement et dernièrement judéocide. Aubaine pour les sionistes et ceux qui font des juifs le nombril de l'Histoire, occasion pour les Vergés, Faurisson et autres Thion de ré-entonner la chanson de la négation.

Faurisson piège à Thions

Dans la préface qu'il a écrite à l'édition arabe du livre du journaliste israélien Amnon Kapeliouk, *Enquête sur un massacre*, Mahjoub Omar, qui se définit comme un «*militant égyptien du Fath*», révèle qu'à la fin des années 70 Faurisson et ses amis (?) tentèrent de convaincre les dirigeants de l'OLP d'adopter les thèses révisionnistes, et se heurtèrent à un refus définitif. Bien que conscients de payer le prix des massacres européens, les Palestiniens ne pensaient pas que nier leur réalité pût servir leur cause. Cette intelligence, hélas, manqua par la suite à nombre de ceux qui, en Europe, justement, se proclament leurs amis.

Puisque le génocide des juifs par les nazis sert à justifier la dépossession des Palestiniens, il suffit de nier le génocide pour délégitimer la dépossession : élémentaire, mon cher Faurisson !

Etre unique ou pas, telle serait donc la question : si les chambres à gaz ont existé, elles prouvent tout à la fois l'unicité de la barbarie nazie et l'unicité du destin juif. Si, au contraire, elles n'ont pas été, ou, mieux encore, n'ont constitué qu'un «*détail*», la barbarie hitlérienne rentre dans le rang des horreurs de la guerre et les juifs cessent d'en être les victimes privilégiées. Faux débat, débat truqué. La barbarie nazie et le martyre des juifs d'Europe ne deviennent pas monnaie courante d'être comparables à

d'autres martyres (celui des Gitans, par exemple) ou à d'autres génocides : celui des Africains massacrés et déportés dans la traite et le commerce triangulaire (12 millions de morts, prétendent les ayants droit, qui ne jouissent pas du soutien des tribunaux lorsque les Faurisson de l'histoire de la traite viennent contester ce chiffre) ou celui des nations amérindiennes, «*pur*» génocide, projeté en tant que tel, sans alibi de plus-value ou de bavure guerrière.

Un racisme peut en cacher un autre

Nous abordons ici un point névralgique dans ce non-débat, où la mémoire, l'Histoire et la propagande s'associent pour faire condamner et interdire... un discours. Le Pen peut exister, inciter quotidiennement au meurtre des immigrés, et même dénoncer, à propos de SOS-Racisme, le «*lobby étranger*». Mais la mise en question du génocide des juifs d'Europe constitue une ligne rouge au-delà de laquelle aucun débat n'est plus possible. «*Il se démasque*» répètent les dirigeants socialistes français à propos des glissements de langage de J.-M. Le Pen. Comme si son apologie tranquille du colonialisme et de la torture ne le démasquait pas, comme si ses appels au meurtre et son soutien à l'apartheid sud-africain (et même, comme il aime à le souligner pour se dédouaner, à la politique agressive d'Israël) laissaient planer le moindre doute. Le Pen est un raciste d'autant plus démasqué qu'il n'a jamais tenté de se faire passer pour autre chose.

La réalité, c'est la fonction trouble et multiple de l'antisémitisme, ou pour être plus précis de la haine raciste à l'encontre des juifs, dans la société française actuelle. Plus précisément encore des formes les plus archaïques, les plus banalement «*rétro*» du racisme antijuif. Et c'est là justement, dans cette fonctionnalisation d'un antisémitisme caricatural, qu'interviennent à point les négateurs du génocide. Car le danger avec les dangers, c'est qu'ils cessent d'être dangereux. Or Aristote, lui-même, n'a-t-il pas établi que ceux qui veillent au salut de l'Etat «*doivent feindre de temps en temps quelque danger, ou rapprocher des périls éloignés, pour que les citoyens, alarmés, restent toujours sur le qui-vive, comme la garde pendant la nuit*» ? Méthode de gouvernement, méthode de gestion de l'hégémonie. L'antisémitisme, d'être absolument délégitimé, risque de disparaître, et donc de ne plus fonctionner comme danger. Il faut donc lui restituer un espace d'où il puisse apparaître comme une menace, et seule la négation du génocide, qui fait basculer la machine délégitimante, est apte à le lui offrir.

Fonction alarme, mobilisatrice. Pour les partisans d'Israël, cette relation particulière à l'antisémitisme n'est pas nouvelle. Depuis la constatation candide d'Herzl que les antisémites d'Europe étaient les plus chauds partisans de sa «*solution*» jusqu'aux attentats dans les synagogues de Bagdad organisés par les services secrets israéliens pour «*convaincre*» les juifs irakiens de fuir leur pays, un cordon ombilical relie le sionisme à l'antisémitisme, et permet donc toutes les alliances (cf. le soutien israélien à la junte militaire argentine de la pire époque, ou encore aujourd'hui à l'Iran intégriste).

Pour la société française, cependant, il s'agit bien d'autre chose. Car au regard de la parfaite intégration des juifs de France au mode de vie de la classe dominante, le racisme antijuif est littéralement immatériel : il frappe un objet abstrait, et tente d'identifier (avec la méthode classique des noms révélateurs d'origine) un complot juif dans la vie politique et sociale française. Complot politique, culturel, idéologique, contre la grandeur de la France et son identité. Et il n'est pas difficile de reconnaître ce discours et d'y dénoncer la virtualité des camps de la mort.

En ce sens, le racisme antijuif, et le bruit que l'on fait autour de ses manifestations, sert aussi à faire écran. A dissimuler, à écarter le racisme concret : celui qui se pratique quotidiennement à rencontre des étrangers visibles, des minorités instrumentalisées, des immigrés surexploités. Puisque justement il s'appuie sur des problèmes sociaux et nationaux concrets, le racisme à rencontre des immigrés n'est pas véritablement du racisme... c'est un problème, ou, comme se sont employés les dirigeants politiques de la gauche à l'expliquer à longueur de duels télévisés, c'est une fausse réponse apportée à un vrai problème. Ce n'est donc pas véritablement du racisme. Le seul vrai racisme, c'est l'antisémitisme, puisqu'il frappe des Français pour des raisons idéologiques, et non socio-économiques. Embourbé dans les contradictions d'intérêts matériels et dans la «*différence*», le racisme

réel se voit refuser l'accès à la pure irrationalité du discours antijuif, et finalement relativisé, banalisé, comparé et décrété inapte à concurrencer Auschwitz.

Cette nouvelle fonction, née à l'intersection d'intérêts divergents, voire contradictoires, est récente. En gros, en France, elle a dix ans : inaugurée avec la très scandaleuse interview par l'hebdomadaire *L'Express* du très sinistre Darquier de Pellepoix, ancien commissaire de Vichy aux affaires juives. On peut se demander quel besoin avait ce journal de donner une tribune à un tel personnage. Toujours est-il qu'interviewé à Madrid, l'ancien laquais des nazis, pas repenté pour un sou, déclare (bien avant Fauris-son, ou plus exactement juste avant Faurisson) : «A Auschwitz, on n'a jamais gazé que des poux», donnant ainsi le maître slogan de la campagne «révisionniste» qui va suivre.

A l'arrière-plan de cette étrange opération (*L'Express* n'est pas *Minute*), il semble bien qu'il y ait eu un projet giscardien de transfert à Paris des cendres du maréchal Pétain, avec réconciliation nationale et tout le tintouin, et il semble bien que ce projet ait rencontré quelque opposition au sein même du gouvernement - en particulier celle des ministres «juifs» Simone Veil et Lionel Stoléru. L'interview de Darquier de Pellepoix venait à point pour lancer le débat dans l'opinion publique, et la campagne pour imposer à la télévision française (dix ans avant *Shoah*) la programmation du téléfilm américain *Holocauste* inaugurerait la politique du «souvenir» opposée au discours de la négation.

Par la même occasion, la vie électorale française connaît une évolution à l'américaine : on y voit la tentative, concrétisée avec la création du Renouveau juif, de constituer un lobby, un «vote juif», au grand dam des notables juifs de la droite, qui considèrent avec raison que la polarisation politique des juifs en France est à la fois témoignage et garantie de leur intégration.

A partir de ce moment, l'antisémitisme fait sa réapparition dans le paysage politique et intellectuel français, exacerbé par la succession d'attentats antijuifs souvent symboliques, parfois meurtriers, où le discours nazi alterne avec l'antisionisme manipulé : n'a-t-on pas appris récemment que la DGSE avait monté un scénario d'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris, en 1985, sous couvert d'une organisation d'extrême-droite fantôme, et ce, nous dit-on, à seule fin «d'infiltrer les réseaux lybiens» ? A chaque étape de cette campagne pour faire du passé un écran, Faurisson et ses amis, nazis et anarchistes (ces derniers obnubilés par l'équation Roosevelt = Churchill = Staline=Hitler, et prêts à réhabiliter quelque peu le dernier pour rendre l'équation digeste) sont venus à point pour susciter les levées de boucliers et les indignations dont les sionistes avaient tant besoin, et qui servent si bien ce même ordre social et politique qu'ils prétendent délégitimer.

Combattre le racisme par la répression ?

Avant de se réjouir du consensus affiché par la classe politique française envers le «fasciste» Le Pen, consensus qui ne porte pas sur sa xénophobie et sa haine du Tiers-Monde, mais sur sa seule mise en question de la représentation du génocide hitlérien, il conviendrait de s'interroger sur les limites d'une approche juridique, pénale, de la lutte contre le racisme dans la société civile. Car s'il est possible et souhaitable d'interdire les pratiques discriminatoires, il en va tout autrement des idées et des opinions racistes.

Les historiens, outrés à juste titre par la négation de l'Histoire, feraient bien de réfléchir à deux fois avant d'applaudir à un processus qui confierait la sauvegarde de la vérité historique aux institutions judiciaires. Prenons garde que la répression de l'aberration faurissonnienne ne devienne un précédent pour la répression de la critique historique : après tout l'aberration doit et peut être combattue sur son terrain propre, et non pas déplacée sur un terrain où le mensonge persécuté devient mensonge martyr, et se pare de la vérité du martyr.

Le racisme, on le sait, est production de représentations et d'images, machine délirante à falsifier l'Histoire et à reconstruire le monde en le peuplant de stéréotypes négatifs. Cette production déshumanisante concerne une infinité de groupes, et pas seulement les juifs. Au lieu de s'irriter du

caractère intouchable que revendiquent les juifs pour leur mémoire, leur histoire et leur identité, il vaudrait peut-être mieux réclamer l'extension de l'intouchabilité à la totalité des groupes humains, qu'il s'agisse ou non de groupes raciaux.

Avant de massacrer les gens par milliers, puis par centaines de milliers, il faut d'abord, c'est vrai, les déshumaniser par la parole, et le chemin des chambres à gaz .comme celui de Sabra et de Chatila, passe par le langage qui bestialise. En ce sens, il est criminel de brandir les chambres à gaz pour banaliser, par comparaison, tous les génocides non encore accomplis, toutes les exterminations projetées contenus dans les replis des discours d'exclusion les plus divers. Il est criminel d'absoudre, fut-ce relativement, l'en-deçà de l'horreur auschwitsienne, sous le fallacieux prétexte que tout cela n'égale pas Auschwitz. Comme il est criminel, dans la France qui juge Barbie et se scandalise des déclarations de Le Pen, que l'on banalise les meurtres racistes commis contre des arabes, en se contentant d'y voir des «bavures» policières ou civiles. C'est cette hypocrisie, plus que toute autre chose, qui constitue le véritable scandale.

Pour notre part, nous n'oublions pas ce qu'Aimé Césaire écrivait il y a bientôt quarante ans, à propos du nazisme :

«Un beau jour, la bourgeoisie est réveillée par un formidable choc en retournes gestapos s'affairent, les prisons s'emplissent, les tortionnaires inventent, raffinent, discutent autour des chevaux. On s'étonne, on s'indigne. On dit : «Comme c'est curieux, mais bah, c'est le nazisme, ça passera.» Et on attend et on espère. Et on se tait à soi-même la vérité, que c'est une barbarie, mais la barbarie suprême, celle qui couronne, celle qui résume la quotidienneté des barbaries. Que c'est du nazisme, oui, mais qu'avant d'en être la victime on en a été le complice. Que ce nazisme-là, on l'a supporté avant de le subir, on l'a absous, on a fermé l'oeil là-dessus, on l'a légitimé, parce que jusque là il ne s'était appliqué qu'à des peuples non européens.»

Et que ce que «le très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXème siècle» ne pardonne pas à Hitler, c'est «d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.»

Paris, octobre 1987.

Ilan Halevi, représentant de l'OLP auprès de l'Internationale Socialiste

Cet article est paru dans la Revue d'Etudes Palestiniennes n° 26, 1988, Paris, éd. de Minuit.

Chronique littéraire : Les luttes de classes au Maroc depuis l'indépendance

Un livre de Majdi Majid, éd. Hiwar 1987.

Ce livre est dédié à la mémoire de Zéroual, Saïda, Rahal, Grina, Tahani, à tous les martyrs du peuple marocain et aux courageuses familles des détenus politiques.

1 rente ans après la soi-disant «indépendance», le régime marocain se retrouve dans une impasse totale, caractérisée par une crise structurelle de plus en plus profonde du commerce et des paiements extérieurs, par l'absence de toute alternative face à la fermeture progressive des marchés de la CEE aux produits marocains, par l'incapacité du régime à gagner la guerre du Sahara occidental, qui constitue une véritable hémorragie humaine et matérielle et pèse lourdement sur l'économie, (p. 162) L'auteur analyse la position des différentes classes face à cette impasse, ainsi que le développement des forces révolutionnaires et radicales, du mouvement islamique, du renouveau tamazight (berbère).

Le livre analyse le cheminement historique qui a mené le Maroc à la situation actuelle. Et ceci en mettant en regard les deux pôles antagonistes de la société marocaine : d'une part le capitalisme dépendant, et d'autre part les masses laborieuses en lutte contre la misère, l'exploitation et l'oppression, sans cesse accrues. L'auteur explique sa démarche : «Concevant l'histoire comme un processus, embrassant l'ensemble des sphères de la société, je me suis efforcé de rendre ce mouvement d'ensemble. Le lecteur retrouvera, au cours de chaque période, que cette histoire fait ressortir, les composantes de ce mouvement, les classes sociales, les forces politiques, les processus économiques, le mouvement des idées et de la culture, mais à chaque fois à un stade nouveau de leur évolution, de leurs luttes, de leurs transformations au coeur même de ces luttes.» (p. 7)

Depuis 1955, date de l'indépendance formelle, l'ennemi impérialiste et comprador a mis en place de nouvelles structures de domination, qui permettent le contrôle des masses laborieuses des villes et des campagnes (p. 10) tandis que le but des classes opprimées est d'aboutir à la libération nationale et sociale.

Le cadre de cette lutte de classes n'est plus le même que celui du 19ème siècle, le régime en place est celui du capitalisme dépendant résultant d'un siècle et demi de domination du mode de production capitaliste, imposé par les métropoles impérialistes, (p. 35)

Le livre est divisé en deux grandes parties :

1. Les luttes de classes au Maroc depuis l'indépendance : de 1955 à 1983
2. La période la plus récente, depuis janvier 1984, et les perspectives.

Dans la première partie, deux grandes périodes sont distinguées :

1. de 1955 à 1965. La désarticulation militaire et politique des forces populaires issues de la résistance.
2. de 1965 à 1983. La structuration socio-politique de la nouvelle domination ; les nouveaux développements et les nouvelles formes de la lutte de classes.

PREMIERE PARTIE : de 1955 à 1983

Dans un premier chapitre, Majdi Majid analyse comment le pouvoir parvient à démanteler la résistance armée dans les villes et l'armée de libération dans le Nord et le Sud du pays, et comment le régime néo-colonial se structure économiquement. Dans les campagnes s'installent de grands propriétaires terriens capitalistes et parallèlement dans les villes, une bourgeoisie comprador. Les masses populaires sont désarmées militairement et politiquement, mais quelques luttes importantes ont

quand même lieu. Le 23 mars 1965, c'est la révolte populaire à Casablanca. Le peuple descend dans la rue car l'«indépendance» ne lui a rien apporté. La même année auront lieu l'enlèvement et l'assassinat de Ben Barka, décrit dans le livre comme un leader révolutionnaire, à l'échelle du Tiers Monde, mais un leader trop avancé pour son propre parti, l'UNFP (Union Nationale des Forces Populaires), (p. 30)

Ben Barka est pour l'auteur «celui-là même qui a symbolisé, et symbolise encore, pour tous les militants révolutionnaires et radicaux, et pour les masses populaires du Maroc, le souffle même de l'aspiration populaire profonde à un avenir de justice et de progrès, à un avenir de solidarité et de luttes partagées avec l'ensemble des peuples opprimés du monde pour leur libération du joug impérialiste et pour le socialisme.» (p. 29)

De 1966 à 1973, c'est «l'âge d'or des néo-colons», basé économiquement sur la relève par la grande bourgeoisie marocaine de la majeure partie de la colonisation et par l'extension de la grande propriété terrienne. La grande bourgeoisie compradore construit des barrages dans les campagnes (pour les cultures d'exportation). Elle liquide les droits ancestraux des paysans à leurs terres collectives, massacre et expulse de force des paysans de leurs terres. La corruption est généralisée, des palais et des villas luxueuses se construisent, et le peuple s'appauvrit. Les luttes ouvrières reprennent de l'ampleur à partir de 68 et surtout en 71,72, début 73. Et dans là même période on constate un cheminement des idées révolutionnaires au sein de la jeunesse marocaine. Ces années connaissent donc vraiment une renaissance de la lutte de classes, aussi bien parmi les mineurs, les ouvriers de tous les secteurs (1971, 1972) que parmi les étudiants et les lycéens. Des actions armées sont organisées par des militants révolutionnaires, liés à l'UNFP.

La paysannerie est restée absente de ce processus (à l'exception de la révolte des Ouled Khalifa, en 1970, dans le Gharb, réprimée dans le sang). Ce n'est que par la terreur que la bourgeoisie compradore saura mettre fin à cette période d'intenses luttes de masse.

Coups d'Etat - 1971-1972

Les deux coups d'Etat consécutifs, le premier le 10 juillet 1971 à Shkirat et le deuxième le 16 août 1972, sont les témoins des contradictions au sein des classes dirigeantes (la fraction des grands propriétaires terriens semi-féodaux, menacés dans leur survie en tant que classe par la vague du capitalisme sauvage des néo-colons) et révèlent en même temps que l'armée, dans son ensemble, ne constitue plus un instrument fiable du pouvoir.

Dans les premières années 1973-1977, la bourgeoisie compradore va consolider le bloc dominant. Elle va neutraliser la bourgeoisie moyenne et la couche supérieure de la petite-bourgeoisie, et même va les rallier au double objectif du «processus démocratique» et de l'«achèvement de l'unité territoriale». C'est ainsi qu'elle tentera d'isoler les forces révolutionnaires.

Ainsi assistera-t-on à partir de juin 1974 à l'émergence d'un climat chauvin et d'«unité nationale» ralliant tous les partis réformistes. Avec en apogée le grand spectacle de la «Marche Verte». Dès janvier 1976 c'est la guerre ouverte contre les combattants et le peuple sahraoui. Les populations civiles sahraouies sont bombardées au napalm pour faire le vide dans l'ouest du pays.

Seul un petit groupe de militants marocains, les militants du mouvement ML ont su, dans ces années difficiles, maintenir haut levé le drapeau de l'internationalisme prolétarien et d'une juste conception des intérêts nationaux marocains et arabes, et seuls contre tous, face à la répression, face aux tortures, se dresser contre ce déferlement de chauvinisme.(p.54)

Au niveau économique, les années 73-77 sont caractérisées par des investissements spéculatifs et parasites. La «marocanisation» de la majeure partie des grandes sociétés anonymes marocaines a permis une concentration du capital financier des banques, institutions financières et grandes entreprises marocaines entre les mains de la bourgeoisie et sa meilleure intégration, comme associé

mineur, aux intérêts et aux structures du capital monopoliste international. Le développement de la production capitaliste à la campagne et de la grande propriété terrienne capitaliste, poussent des centaines de milliers de paysans vers les villes en quête d'un quelconque moyen de survie. La spéculation immobilière, réponse capitaliste à la croissance monstrueuse des villes, monte en flèche.

La résistance des masses populaires

Pendant les années 74-77, les luttes des masses populaires ont considérablement régressé, du fait notamment de la répression sauvage contre les organisations révolutionnaires et de la généralisation de la terreur dans tous les aspects de la vie des masses laborieuses. Mais à partir de 1978, les luttes de la classe ouvrière, prirent un nouvel essor. Malgré la vigueur et l'ampleur de ces luttes, des facteurs négatifs ont pesé et pèsent encore sur elles, en raison de l'absence d'un parti communiste pouvant guider le prolétariat, et de la division syndicale. (p.60) De 78 à 81, on connaît également un développement de la lutte des masses laborieuses petites-bourgeoises. Ces luttes ont cependant pu être maîtrisées pendant cette période par la direction réformiste de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires). Mais l'insurrection de juin 1981 fut l'explosion de la colère populaire qui déborda cette direction. Les prémices de l'insurrection du 20 juin à Casablanca commencèrent à 600 km de là, par les manifestations de masse d'Oujda, Berkane, Nador, dès le lendemain de l'annonce, fin mai 1981, d'une très forte hausse des produits de première nécessité, hausse décrétée sur injonction du FMI. Dans ces manifestations les masses scandaient aussi des mots d'ordre de fraternité avec le peuple algérien, contre le chauvinisme et la haine répandus depuis 6 ans par tous les médias (y compris par les journaux des réformistes). De là, la protestation s'étendit aux principales villes du Maroc occidental, fut reprise par les syndicats de base de l'UMT (Union Marocaine des Travailleurs) et de la CDT (Confédération Démocratique du Travail), s'étendit aux petits commerçants.

Le 20 juin 1981, la colère des masses populaires explose à Casablanca. Ce soulèvement, bien que spontané, est caractérisé par un haut niveau politique. Par exemple, les masses s'attaquèrent systématiquement aux agences des banques - symboles du capitalisme, aux villas, au palais de la colline d'Anfa, aux voitures de luxe de la grande bourgeoisie et des dégénérés du Golfe...Durant deux jours les manifestations ne cessèrent pas. Le peuple résista les mains nues aux armes de l'armée. Noyées dans le sang, ces journées de résistance héroïque ne sauront être effacées dans la mémoire populaire. (p.66-68)

DEUXIEME PARTIE : les luttes de classes au Maroc depuis janvier 1984 et les perspectives.

L'auteur passe d'abord en revue les événements marquants de 1984-1985 : les insurrections populaires de janvier 1984, les élections législatives de septembre 1984 et l'évolution du problème du Sahara Occidental. Ensuite l'auteur décrit les trois problèmes incontournables devant lesquels le gouvernement marocain se trouve :

- l'énorme dette et le programme d'austérité du FMI

- la guerre du Sahara

- l'adhésion à la CEE. Un chapitre distinct est consacré à ce sujet. Le livre met à nu l'origine des relations de dépendance du Maroc à l'égard de la CEE, la situation actuelle de ces relations et l'absence d'alternative.

Le régime va resserrer ses liens avec le camp impérialiste : il accepte les desiderata du FMI. Il renforce sa coopération militaire avec les Etats-Unis, la France et l'Espagne. Il développe ses relations économiques, culturelles avec les Etats Unis et surtout avec la France. Il joue, au sein des mondes arabes et musulmans, un rôle de premier plan au service de la stratégie impérialiste en renforçant ses liens avec Israël.

Majdi Majid explique ensuite comment le régime a eu recours à la répression des mouvements de masse, la neutralisation des forces réformistes et de l'intelligentsia, au renouvellement et à la relève de certaines forces réactionnaires, tout en continuant de maintenir l'armée sous haute surveillance.

Tout ceci afin de permettre la réalisation de sa politique d'austérité et de réaction.

Enfin un chapitre important est consacré aux masses populaires, aux forces radicales et révolutionnaires et au mouvement islamique au Maroc.

Les insurrections populaires de janvier 1984 (p.87)

Les années 84-85 s'inscrivent dans une phase de développement des luttes de masse populaires. En janvier 84 éclate un vaste mouvement de colère, s'étendant à tout le pays et prenant dans certaines régions, une ampleur et une violence jamais atteintes. Les causes de ces événements se trouvent, surtout depuis 1978, dans la détérioration rapide des conditions de vie des masses populaires. L'auteur trace le bilan de cette lutte importante et souligne tous ses aspects positifs : démonstration de la volonté de lutte du peuple, dénonciation des forces réformistes qui participaient au gouvernement et qui ont combattu les masses populaires, mouvement particulièrement important dans le nord du pays «ce qui entraîne la nécessité d'une réflexion sur le problème des spécificités régionales», (p. 87) Autre leçon importante du mouvement : ce sont les chômeurs, les semi-prolétaires et la jeunesse scolarisée qui se sont révoltés. La classe ouvrière est restée en grande partie hors du mouvement, ainsi que de larges couches de la petite-bourgeoisie; ce qui a contribué à affaiblir le mouvement de masse et à l'isoler.

La raison qui est indiquée dans le livre est l'absence d'un parti communiste du prolétariat et la domination de l'idéologie bourgeoise sur la classe ouvrière par le biais des organisations syndicales réformistes. (p.91)

Conclusion de Majdi Majid : en dépit de leur ampleur et de leur violence, les insurrections populaires n'ont pas constitué un danger sérieux pour le régime. C'est seulement par la convergence de la lutte de la classe ouvrière et -sous sa direction- des masses prolétarisées des villes et de la lutte de libération de la paysannerie qu'un terme peut être mis à la domination du néo-colonialisme et des classes dominantes, (p.91)

Le point sur les impasses de l'aventure expansionniste au Sahara Occidental, dix ans après son déclenchement, (p.104)

Le livre analyse deux éléments importants :

1. le durcissement du régime dans sa stratégie militaire : la stratégie de la construction de murs de défense, ce qui rend la situation sur le plan militaire défavorable au Polisario. Stratégie qui a pourtant ses inconvénients : coût très élevé et mauvais état psychologique des soldats.

2. la défaite du pouvoir marocain sur le plan diplomatique

- admission de la République Arabe Saharaouie Démocratique à l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine)

- vote à l'ONU en faveur d'une motion demandant au Maroc et au Polisario d'entamer des négociations directes en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental.

Une des conséquences de la guerre du Sahara est décrite dans le livre : les changements quantitatifs et qualitatifs dans l'armée. Au niveau quantitatif : l'armée est passée de 60 000 à 200 000 hommes. Changements qualitatifs : après 10 ans de guerre des sables, l'armée est devenue une véritable armée de métier, aguerrie, dirigée par des chefs militaires compétents. Elle est devenue une armée aux compétences techniques, qui a acquis de la légitimité puisqu'elle peut se prévaloir de la défense de la patrie. Question de l'auteur : «Ne verra-t-on pas, un jour peut-être proche, l'armée se prévalant de cette légitimité nationale, forte de ses énormes moyens militaires et fière de sa technicité et de ses nouveaux chefs, surgis sur les champs de bataille du Sahara, revendiquer le pouvoir ?» (p.110) Autres éléments : le haut degré de centralisation de l'armée, la puissance des services de sécurité, l'influence considérable des Etats-Unis et de leurs réseaux au sein de l'armée : «ils rendent probable un coup d'Etat de droite à caractère plus ou moins fasciste.» «L'expérience de l'Amérique Latine est très instructive à cet égard : ce sont les guerres de frontières inter-Etats qui ont suivi les indépendances des pays d'Amérique latine, qui, en renforçant considérablement les armées des différents Etats, ont favorisé la prise de pouvoir par ces armées» note l'auteur. (p.111)

Le mouvement marxiste-léniniste (P-143)

Le mouvement ML au Maroc existe depuis les années 70. Au départ il était composé de deux organisations qui avaient leur base parmi la jeunesse étudiante et les lycéens révolutionnaires. Fin 1971 a lieu une scission dans une de ces organisations : formation du mouvement «23 mars» et de «Servir le peuple». La répression frappe durement le mouvement ML dès sa naissance. Dans les campagnes d'arrestations de 74-76, les directions et l'essentiel des militants se retrouvent en prison. La répression et les discussions idéologiques (par exemple sur le Sahara) conduiront à la décomposition de l'organisation «23 mars». L'aile droitiste et chauvine formera l'OADP, laquelle a abandonné le marxisme pour devenir une organisation d'intellectuels réformistes. Malgré la répression et les secousses idéologiques dans le mouvement, deux organisations, «Ilai Amam» (En Avant) et «Servir le peuple», ont toutes deux poursuivi leur action clandestine dans le pays.

Le mouvement ML a une influence déterminante au sein du mouvement étudiant. Le «mouvement des étudiants de base» s'oppose radicalement au réformisme. Lors des élections législatives en 1984, l'appel au boycott a reçu un écho favorable au sein des masses urbaines des grandes villes. Le mouvement, et en particulier «Ilai Amam», a joué un rôle important lors de l'insurrection populaire de janvier 84 : dans le déclenchement (à travers ses militants et son influence politique dans les milieux lycéens et étudiants), et dans le soutien apporté aux revendications populaires par des campagnes d'information. Mais les événements ont montré aussi que les forces révolutionnaires sont encore très en-dessous de leurs tâches : elles ne sont pas encore capables de transformer les potentiels de lutte apparus lors des insurrections en un mouvement organisé, ni d'assurer la coordination des insurrections et leur articulation à d'autres formes de lutte (grèves ouvrières, solidarité avec les masses laborieuses, enseignants, petits fonctionnaires, petits commerçants,...)

«Ilai Amam» a critiqué dans sa revue sa ligne antérieure qui consistait à se centrer sur la jeunesse étudiante et lycéenne, et par là entraîner les masses populaires sur une base spontanéiste. Elle s'oriente depuis ces dernières années vers le travail en profondeur au sein des masses laborieuses, et en particulier dans la classe ouvrière. L'ensemble de ces organisations révolutionnaires, tout en critiquant durement le légalisme systématique des partis réformistes, ont tiré des leçons de leurs tendances gauchistes des années 70, pour mieux poser la nécessaire combinaison du travail illégal avec le travail légal (p.73). «Ilai Amam» appelle à l'unité de lutte avec les militants sincères de toutes tendances, soucieux de défendre les acquis des masses populaires, et ce, sur base d'un programme minimum, et lutte pour la nécessaire construction du parti communiste du prolétariat.

Les autres forces révolutionnaires et radicales

Depuis les années 70 existe également un autre courant révolutionnaire, qui se réclame de l'orientation révolutionnaire de Mehdi Ben Barka. Ce courant (qui a édité le journal «Option révolutionnaire») a

fait l'autocritique de ses tendances foquistes des années 70 et a proclamé la nécessité du travail politique et organisationnel au sein des masses laborieuses. Le 3 mars 1973 en effet eurent lieu des actions armées organisées par des militants révolutionnaires liés à l'UNFP, actions dont le principal organisateur était FQUIH Mohamed Basri.

Le mouvement du 3 mars visait à créer des foyers de guérilla qui auraient pu faire tache d'huile dans les montagnes de l'Atlas, en entraînant spontanément à leur suite les paysans de ces régions. Cette théorie se révéla fautive, les groupes armés conduits par les martyrs Mahmoud Ben-nouna et Brahim Tizniti, furent rapidement isolés et décimés par l'armée, sans que les paysans des régions concernées ne réagissent. Les réseaux de supports armés et organisés dans plusieurs villes furent démantelés. Leur principal organisateur, Omar Dakhoun, fut fusillé le 1 novembre 1973, avec 14 de ses compagnons.

Le courant «Option révolutionnaire» s'est entretemps dissout et a rejoint les militants radicaux et révolutionnaires de l'USFP. A l'intérieur de l'USFP, l'insurrection populaire des 20 et 21 juin 1981 à Casablanca, avait eu un impact considérable sur l'accentuation des contradictions en son sein, ce qui aboutit à la scission existant depuis mai 1983. Les militants radicaux et révolutionnaires prirent désormais une voie profondément divergente de celle de la direction droitiste et réformiste de ce parti. Celle-ci n'hésita même pas à faire appel à la police pour faire arrêter les "contradictifs". Ces militants radicaux et révolutionnaires, qui ont reçu le soutien de beaucoup de militants de base du parti, publient depuis le 1er mai 1987, avec les militants issus de «Option révolutionnaire», un journal en arabe : EL MASSAR. Ce journal se caractérise selon l'auteur par une lutte conséquente contre la ligne droitiste de la direction de l'USFP, par son soutien aux luttes populaires, par ses réserves concernant les manifestations de chauvinisme, par la dénonciation des atteintes aux libertés et aux droits de l'homme, et par le refus des mots d'ordre réactionnaires de "paix sociale", "processus démocratique", "consensus national". Ses militants considèrent le Sahara Occidental comme faisant partie du territoire national, mais ils refusent d'en faire la pierre angulaire de leur politique et de lui sacrifier les revendications populaires et les impératifs de la lutte de classe. Ils se réclament du socialisme scientifique et proclament la nécessité de la construction du parti du prolétariat, (p. 145)

Le mouvement islamique et le mouvement de renaissance culturelle tamazight (berbère)

Parallèlement à cette maturation des organisations révolutionnaires, il y a le développement depuis 1970 de deux autres courants : celui du mouvement islamique et celui de la renaissance culturelle tamazight. L'auteur du livre estime «qu'il n'y a d'avenir pour le mouvement révolutionnaire que dans l'intégration de ces différents courants en un vaste front révolutionnaire». «Il appartient aux organisations de la gauche révolutionnaire, y compris les ML, de savoir dégager le dialogue avec les tendances progressistes au sein du mouvement islamiste, qui répondent aux aspirations légitimes des masses populaires, pour construire ensemble un vaste front révolutionnaire, tout en dégageant l'islamisme marocain de toute ambiguïté réactionnaire et régressive (y compris sur la question clé de la libération de la femme).»(p.74)

L'auteur pose la nécessité pour les forces révolutionnaires de prendre en compte la revendication légitime de l'ethnicité tamazight, non seulement de sa culture et de sa langue, mais aussi d'éventuelles autonomies régionales au sein du Maroc.(p.74)

Le dernier chapitre du livre ouvre le débat sur cette question, en analysant les bases matérielles des «spécificités ethno-culturelles régionales» et les «différenciations régionales au sein de la paysannerie marocaine». Cette analyse veut donner une réponse à une question cruciale de la lutte de classes au Maroc : la quasi absence dans cette lutte de classes de la paysannerie, qui constitue pourtant 60% de la population. (p.146-161)